

Le Québec est enseveli sous plus de 15 pouces de neige

• Dorval, paralysé • Circulation durement affectée • Nombreux accidents

La province de Québec se remet lentement de sa première tempête de neige de la saison. A Montréal même, de samedi soir, veille de Noël, à hier matin, il est tombé 15,4 pouces de neige.

L'aéroport international de Dorval, fermé durant la journée de dimanche, a repris ses activités hier matin, tandis que des milliers de citoyens entreprenaient la lutte contre les amoncellements de neige. Les trains et les autobus ont enregistré des retards considérables dans plusieurs régions.

Plusieurs familles ont dû remettre les visites à la parenté, le jour de Noël, tandis que les quelques braves qui se hasardaient sur les routes glissantes devaient circuler à une vitesse fort réduite.

Dès les premières heures de la matinée de Noël, le service de la voie publique a mis à l'ouvrage tout l'appareillage des rues hivernales. Au total, selon un porte-parole du service, quelque 2.000 hommes et pièces d'équipement ont envahi les rues de la métropole pour les dégager le plus rapidement possible.

Survenue sans crier gare, au début d'un long congé qui s'annonçait sans surprise, la tempête a écorné sensiblement les festivités de nombreux travailleurs. Hier, les ouvriers terminaient le déblaiement des rues de la ville et le chargement des tas de neige devait se faire partout au cours de la nuit, afin que les Montréalais retrouvent dès ce matin l'achalandage habituel des rues animées.

Sans que l'on ait de chiffres précis, il semble que le métro ait connu un surcroît de popularité au cours de la fin de semaine: il fait toujours presque chaud sous terre!

Quelque mille voyageurs venant d'Europe et des Antilles, et se dirigeant vers New York, ont dû passer la journée de Noël dans les hôtels de Montréal, aux frais des lignes aériennes.

Quinze envolées à destination

de l'aéroport Kennedy ont été dirigées vers Montréal, la veille de Noël, alors que la tempête se faisait sentir dans la métropole américaine.

Les rafales se déplaçaient rapidement vers Montréal de sorte que les voyageurs ont été retenus dans cette ville jusqu'à lundi matin.

La neige qui tombait en rafales, poussée par des vents violents, a causé une longue litanie d'accidents divers et de

pannes: mais il y eut peu de tragédies routières, au cours de ce long congé, la circulation étant réduite au strict minimum et fort lente presque partout. Les grandes routes, assez dégagées, étaient glissantes.

L'est du Québec a aussi eu sa large part de rafales et de bourrasques et les vents ont atteint une vitesse de 55 milles à l'heure.

A Québec, une inondation a causé de lourds dommages

dans la basse-ville, dans les rues situées près du fleuve. Sous la violence du vent, les glaces se sont accumulées sur les quais et des rues ont été recouvertes de deux pieds d'eau. Plusieurs caves ont été inondées.

Le service des incendies a été appelé à prêter main-forte aux usagers des traversiers entre Québec et Lévis. On a aussi réclamé l'aide des pompiers pour aider les cli-

ents d'un restaurant cerné par les eaux.

Les eaux ont d'autre part envahi la route principale de la Gaspésie, dans la région de Matane.

A Québec comme à Montréal, la tempête a paralysé pendant plusieurs heures les services aériens et maritimes, et a causé de nombreux retards sur les lignes ferroviaires.

Le déblaiement des rues de

la capitale, commencé tôt lundi matin, s'est fait beaucoup plus facilement qu'à l'ordinaire.

Le temps était ensoleillé presque partout hier, mais la météo prévoyait quelques chutes de neige pour la nuit.

La tempête s'est déplacée progressivement vers le golfe et le Nouveau-Brunswick. La température doit se maintenir au froid dans la majeure partie de la province.

Vietnam : la trêve à peine finie, l'aviation américaine reprend les bombardements du Nord

L'affaire du "Der Spiegel"

Le général allemand n'aurait pas autorisé les deux exécutions

HANOVRE — Les deux matelots allemands déserteurs, Bruno Dorfer et Rainer Beck, exécutés cinq jours après l'armistice de 1945 par un peloton de la Wehrmacht, dont les armes avaient été fournies par les autorités militaires canadiennes, n'auraient pas été tués avec l'approbation de l'ancien chef d'état-major du trentième corps d'armée allemand, le général en retraite Sapauschke. Ce dernier a nié, vendredi à Hanovre, la version des faits, donnée il y a quelques jours devant le parlement d'Ottawa par M. Hellyer, ministre canadien de la défense. M. Hellyer avait reconnu que l'armée canadienne avait prêté les armes nécessaires à l'exécution, mais seulement après la signature par le général Sapauschke des arrêtés de mort des deux soldats.

Spellman : pas d'autre solution que la victoire

SAIGON. — C'est en citant Radio-Moscou, que la radio des forces armées américaines a rapporté hier les paroles prononcées samedi soir par le cardinal Spellman, archevêque de New York, qui est âgé de 78 ans.

Dans un sermon, le cardinal Spellman avait déclaré que "toute autre solution qu'une victoire était inconcevable", au Vietnam.

Le prélat avait à plusieurs reprises répété que la guerre menée au Vietnam par les Etats-Unis, "ce samaritain des nations", était pour la défense "de ce que nous appelons la civilisation". "La guerre au Vietnam est, je le crois, une guerre pour la défense de la civilisation".

Le cardinal, dans une phrase moins claire, avait également déclaré que "nous ne pouvons pas gagner une guerre à mort".

"Comme vous le savez, nos dirigeants ont offert de s'engager sur la voie de la négociation, mais leurs offres ont été rejetées avec dédain. Car ceux qui nous combattent n'ont aucun respect de la vie humaine alors que, pour nous autres, Américains, la vie humaine est le bien le plus précieux."

"En cette veille de Noël, j'ai l'avantage de me trouver parmi vous et de partager ainsi votre lutte. Nous devons gagner de manière à préserver ce que nous savons être la civilisation."

Embarras au Vatican — Les déclarations faites au Sud-Vietnam par le cardinal Spellman, suscitent aucun commentaire dans les milieux religieux du Vatican, où l'on peut cependant déceler un embarras certain au lendemain du nouvel appel du Souverain pontife à l'armistice et à la négociation.

Certains observateurs font valoir cependant qu'il faudrait se garder de porter un jugement hâtif avant de connaître le texte intégral des déclarations du prélat. Ils soulignent en outre qu'il faut tenir compte des circonstances dans lesquelles le cardinal a parlé.

Voir page 2: Spellman



Le cardinal Spellman de l'archidiocèse de New York a célébré sa première messe au Vietnam, la veille de Noël, devant 5.000 militaires entassés au camp de Long Binh, à 18 milles de Saigon.

De la cathédrale d'Hanoï au ranch du Texas, on a célébré Noël....!

Dans la cathédrale d'Hanoï, quinze cents fidèles vietnamiens, jeunes et vieux, ont assisté à la messe de minuit la plus étrange et sans doute aussi la plus émouvante célébrée dans le monde en 1966.

Toutes les places étaient occupées. Six cents jeunes gens ont assisté à la messe debout sur le parvis, en écoutant les chants diffusés par les haut-parleurs. Sur la grande place de l'église, on voyait partout des drapeaux rouges à étoiles d'or de la République démocratique du Nord-Vietnam, tandis qu'une immense statue de la vierge portant l'Enfant dominait la foule au milieu de l'esplanade.

Tout le service fut célébré par un seul prêtre assisté de deux enfants de chœur en robe blanche et d'une chorale de quatre-vingts jeunes garçons et filles. Le sermon fut prononcé devant un micro qui portait les paroles du prêtre à l'extérieur.

Celui-ci lut l'Evangile de Noël d'abord en vietnamien puis en chinois. Un second prêtre lui succéda pour lire le texte en français, anglais et allemand.

"Mes frères, dit-il, il ne convient pas de parler mais de prier. Dans la nuit glaciale sans étoiles qui s'abat sur l'humanité, survient le saint message..."

Sans la moindre allusion, sinon par cette simple phrase, à la guerre qui ravage le Vietnam, sans la moindre allusion non plus au message de Paul VI, le prêtre célébra la Nativité en lisant la prière de l'écrivain athée Giovanni Papini.

"Celui-ci, dit-il, ne peut que se tourner vers le Christ pour le supplier de revenir sur terre". En très bon français, en anglais hésitant puis en allemand difficile, le prêtre, d'une voix forte, cita les paroles de l'écrivain italien, ces paroles que la foule écoutait dans un silence recueilli mais qu'elle ne comprenait pas.

Seuls, quelques enfants s'étaient endormis sur les genoux de leur mère. Lorsque le prêtre officiant revint à l'autel, la foule vietnamienne, d'une seule voix, commença à réciter le credo comme une mélodie étrange qui ne se terminait que par l'amen final. La messe prit fin par le chant la-

tin traditionnel entonné par des voix d'enfants, repris par la chorale puis par toute l'assistance.

Au Sud-Vietnam, des messes fort émouvantes elles aussi ont été dites par des missionnaires dans les petites communautés catholiques des hauts plateaux. A quelques kilomètres de la zone habituelle des combats sanglants, des pères des Missions étrangères, oeuvrant sur les hauts plateaux depuis des années, ont célébré Noël dans de petites chapelles de brousse, remplies de fidèles constitués de montagnards réfugiés ou de Sud-Vietnamiens de la province de Binh Dinh, déportés sur les plateaux en 1957 sous le régime Diem.

En Terre Sainte

Après de tragiques semaines d'agitation politique, la Terre Sainte a retrouvé son traditionnel visage de paix. En cette veille de Noël, tous les habitants de Jérusalem sont pleins. Il n'y a plus un lit disponible dans les écoles religieuses et les couvents, refuges ordinaires des pèlerins malchanceux ou désargentés. Au 23 décembre, plus de seize mille voyageurs chrétiens avaient été dénombrés aux postes frontières de Jordanie. Le plus gros contingent des visiteurs de Noël est venu d'Israël. Six mille Arabes, catholiques, ont franchi, vendredi, depuis l'aube, les barbelés et les chicanes des barrières anti-tanks de la "Mandelbaum Gate". Ils sont autorisés à passer trois jours en Jordanie. Ils en profitent pour venir se joindre à la grande prière des hommes de bonne volonté pour la paix qui s'élèvera de Bethléem durant la nuit de Noël.

Etonnant spectacle que ce défilé des pèlerins palestiniens passant la ligne de démarcation entre les deux Jérusalem. Ils sont attendus du côté arabe par les membres de leurs familles dont ils sont séparés pendant les 362 autres jours de l'année. En pleine rue, de longues embrassades les jettent dans les bras des leurs: hommes et femmes pleurent d'émotion et de joie.

Voir page 2: Le gouvernement

Paul VI aux Florentins: "Nous sommes venu pleurer avec vous..."

FLORENCE — "Nous sommes venu ici, au jour de la tendresse et de la force de l'amour, pour pleurer avec vous", a déclaré Paul VI dans l'homélie qu'il a prononcée au cours de la messe de minuit à la cathédrale de Sainte-Marie des Fleurs, de Florence.

"Depuis que l'Eglise de Dieu nous a appelés à la dignité et à la responsabilité de la fonction pastorale, à poursuivre le pape, nous avons voulu, avant de célébrer Noël dans l'exaltation solennelle pontificale, le fêter dans le voisinage immédiat de quelque communauté nécessaire et souffrante."

Florence nous est alors apparue, cette année, comme la plus invitante station de notre nuit de Noël. Nous sommes venu, poussé par la charité de Noël. Parce que votre épreuve nous a appelés, nous a pressés, obligés à venir. Oui, Florentins, aux nombreux vives que vous pouvez faire valoir à notre affection, à notre estime, à la communion humaine et chrétienne, un autre est venu s'ajouter qui, à présent, plus que tout autre, nous a mis en chemin: votre douleur, si grande, si singulière, si fière et si digne."

Sans avoir l'importance du pèlerinage en Terre Sainte, ou du séjour en Inde, ou enfin de la visite éclair à l'ONU pour inviter les peuples à oublier leurs différends, la venue du pape à Florence n'en revêt pas moins une signification particulière. C'est ce qu'a compris la foule de sinistres, qui a été fidèle au rendez-vous l'en la nuit de Noël, à la basilique de Sainte-Croix, lui a donné le souverain pontife, dont elle attendait le réconfort, l'espoir et la sérénité spirituelle pour continuer à panser ses cruelles blessures.

Deception du pape

Au Vatican, on apprenait en soirée que l'annonce de la reprise des opérations avait profondément attristé le pape qui avait espéré jusqu'au dernier moment une prolongation de la trêve de Noël.

L'état-major américain avait nettement indiqué qu'il était opposé à toute prolongation de l'arrêt des hostilités. Hier soir, au cours d'une interview accordée à la télévision américaine, le commandant en chef des forces américaines au Vietnam, le général Westmoreland a déclaré par ailleurs "que d'autres troupes seront nécessaires au Vietnam". "Il faut nous préparer pour ce que les communistes appellent une guerre prolongée, a-t-il ajouté. Le temps alors ne se mesure pas en mois mais plutôt en années."

81 incidents

SAIGON — Il y a eu 81 incidents durant les 48 heures de la trêve de Noël au Sud-Vietnam. Vingt-trois d'entre eux ont été "significatifs", a déclaré hier le porte-parole militaire américain. Mais, de même que le représentant civil de la mission américaine au Vietnam, il s'est refusé à "caractériser" ces incidents et à en faire porter la responsabilité au Vietnam.

"Nous examinons les rapports sur ces incidents. Nous ignorons quand nous pourrions rendre publiques nos conclusions", a déclaré M. Jack Stuart, porte-parole de l'ambassade américaine.

De son côté, le porte-parole sud-vietnamien a signalé que 41 incidents avaient été enregistrés par les troupes gouvernementales au cours de la trêve de Noël. Ces quarante et un incidents sont compris dans le chiffre cité par le porte-parole américain.

Le premier accrochage important depuis la reprise normale des opérations après la nuit de Noël a mis aux prises, lundi matin, des unités australiennes et des éléments de régiments vietnamiens sur la route du Cap Saint-Jacques, près de Baria.

Voir page 2: Vietnam

Un rapport, remis il y a un an, qui n'a pas encore été publié

Le gouvernement permettra le travail de nuit des femmes dans l'industrie

par Paul CLICHE

QUEBEC. — Le cabinet provincial étudiera bientôt un projet de loi qui, moyennant certaines conditions, permettra le travail de nuit des femmes dans les établissements industriels du Québec. On croit que la future législation s'inspirera des principales recommandations du rapport (présenté au gouvernement le 18 janvier 1966 mais non encore publié) du comité spécial qui a étudié la question de juin à décembre 1965.

Ce comité, présidé par Mme Yvette Dussault-Mailloux, juge de la cour du Bien-Être social de Montréal, en est venu à la conclusion, a-t-on appris, de permettre le travail de nuit des femmes de plus de 18 ans, de minuit à 6h, du matin dans les établissements industriels qui auront obtenu un permis du ministre du travail après avoir démontré que la main-d'œuvre féminine est requise pour la formation d'une troisième équipe. Cette permission revêtait donc un caractère exceptionnel.

Le rapport Mailloux n'est pas unanime, a-t-on appris. Un des membres du comité, Mlle Louise Côté, représentante de la Jeunesse ouvrière catholique féminine, s'est déclarée dissidente. Les autres membres étaient le Dr George Gélinais, directrice du service médical de St-Laurent, ainsi que MM. Jean-Paul Deschênes, professeur au département des relations industrielles de l'université Laval; Jean Sirois, directeur des relations extérieures à la société Dominion Textile et Jean Lévesque, conseiller technique au ministère du travail.

Voir page 2: Le gouvernement

Cette absence d'unanimité est apparemment l'une des raisons qui ont incité le gouvernement Lesage aussi bien que le gouvernement Johnson à ne pas publier le rapport. Une autre viendrait du fait que la plupart des membres du comité auraient été beaucoup plus impressionnés par les raisons d'ordre économique favorables à la mesure que celles d'ordre sociologique ou social insistant sur ses désavantages.

Le gouvernement Lesage aurait craint les conséquences électorales d'une polémique sur ce sujet très controversé. Quant au gouvernement Johnson, ce n'est que depuis peu que le ministre du travail, M. Maurice Bellemare, a pris une décision. La semaine dernière, il a laissé entendre que le cabinet serait saisi sous peu d'un projet de loi.

Voir page 2: De la cathédrale



C'est inévitable... La première tempête à beau ne venir qu'à Noël, les services de déneigement des grandes villes — Montréal n'est pas exclu — sont toujours pris par surprise. Dans la métropole, hier soir encore, certaines rues étaient difficilement praticables tandis que les grandes artères restaient très glissantes. Quant aux trottoirs, ils étaient en grande partie ensevelis.

De la cathédrale

(Suite de la première page)

Plus de 6.000 pèlerins venus de tous les coins du monde ont passé la nuit de Noël à Bethléem. Dès 10 heures du soir, les deux basiliques, la latine et l'orthodoxe, étaient pleines à craquer. Une centaine de policiers jordaniens s'employaient avec patience à contenir la foule. Vers 2 heures du matin, la messe pontificale du patriarche latin Mgr Alberto Gori terminée, 2.000 chrétiens transis de froid assaillirent encore les portes des sanctuaires. Ils cherchaient à trouver des places pour les messes de l'aube. Bethléem, pendant cette nuit de Noël, est la patrie de tous les hommes de bonne volonté sans distinction de races, de pays, de langue, de religion. A l'entrée même de la ville natale du Christ, s'élève la tombe de Rachel, l'épouse du patriarche Jacob. C'est à la fois une église, une synagogue et une mosquée. Sur le parvis de la basilique de la nativité, les mêmes chants étaient repris en latin, en français, en espagnol, en anglais et en allemand. Tour de Babel, où toutes les langues étaient réunies pour une même prière.

Les Américains s'y trouvaient en nombre. Au petit autel de la grotte des prêtres noirs concélébraient avec des prêtres blancs.

A Paris
Paris, qu'un million de ses habitants avaient quitté pour les champs de neige ou les rives ensablées de la Méditerranée, a célébré samedi soir, par une température exceptionnellement douce, mais sous la pluie, un Noël joyeux et éreint. Précédées de veillées de prière, les messes ont également été suivies dans toutes les églises comme à Notre-Dame par une foule immense et recueillie tandis que la télévision retransmettait la messe de minuit du Mont St-Michel.

Douze mille personnes ont assisté dans l'aérogare d'Orly à une messe de minuit célébrée par deux évêques français entourés de huit prêtres représentant les cinq continents et au cours de laquelle dix chœurs venaient d'autant de pays d'Europe, d'Afrique et d'Amérique se sont fait entendre.

A Saint-Joseph artisan, la veillée s'est déroulée sur le thème "la paix dans le monde" au milieu de chants de Noël français, allemands, hongrois, américains et canadiens. De nombreuses familles n'avaient pas oublié les isolés et les déshérités. Sous le pont de la Tournelle, la traditionnelle et émouvante messe des clochers a suivi un repas substantiel qui avait permis à deux mille d'entre eux d'oublier pour un soir leur condition misérable.

A Pékin
Si la journée de Noël a été un jour comme les autres pour les Chinois, elle a été pour les étrangers de Pékin l'occasion d'une manifestation oecuménique, résultant curieusement de la fermeture des églises et des temples, décrétée en août dernier au titre de la révolution culturelle.

Faute de pouvoir assister à la messe de minuit — ou à tout autre service — les chrétiens de la colonie étrangère catholique, protestants et autres ont assisté aujourd'hui à un office anglican célébré par le chargé d'affaires britannique D.C. Hopson dans le salon de la mission britannique à Pékin. Fermées fin août, les églises de la capitale sont devenues des centres d'hébergement pour gardes rouges provinciaux et des lieux de réunions. Couvertes de citation de Mao Tse-tung, comme d'ailleurs tous les immeubles de Pékin — elles paraissent actuellement innocentes. Situation nouvelle dans un pays dont la constitution garantit en principe la liberté du culte.

A Moscou
A Moscou, un office de Noël a été célébré solennellement à l'église catholique Saint-Louis, en présence de nombreux fidèles, des représentants du corps diplomatique et des touristes étrangers. Le métropolitain Krouitzky et d'autres prélats de l'Eglise orthodoxe russe y ont assisté. Dans le sermon qu'il a prononcé Mikhaïl Tarvidis, doyen de l'Église, a rappelé le devoir de tous les fidèles catholiques de servir la cause de la paix. "La parole de l'Évangile — la paix pour tous — nous appelle à réaliser le rêve séculaire de l'humanité de voir la paix, le bonheur et la joie régner sur la terre pour tous les hommes" a-t-il déclaré.

Aux USA
Des millions d'Américains ont pris le train, la route ou l'air pour aller passer les fêtes de Noël au soleil ou dans la neige. Dans tout le pays, c'est un énorme va-et-vient. "On n'avait jamais vu cela", a déclaré un représentant des chemins de fer de New York. Pour la première fois, tous nos wagons sont en service. Nous ne craignons plus la concurrence des compagnies aériennes ou des automobiles. "C'est terrible", a déclaré de son côté le directeur d'une compagnie d'aviation. Nous n'avons pas assez d'appareils. La grande compagnie d'autocars "Greyhound" est submergée. "Tout ce qui roule est utilisé. Tous nos 'buses' sont pleins. Dans les gares routières, c'est la cohue".

Tous les moyens de transports sont utilisés au maximum. A l'aéroport J. F. Kennedy de New York, les compagnies aériennes ont été obligées de mettre en service 60 avions supplémentaires pour pouvoir satisfaire les voyageurs qui partaient vendredi vers la Floride, la Californie ou les stations de ski. A Chicago, 80.000 passagers s'embarquent tous les jours depuis une semaine pour une destination quelconque.

Le Conseil national de sécurité routière estime à 100 millions le nombre d'automobiles qui circuleront entre le 28 et le 27 décembre. La police routière, sur les dents, craint que le nombre d'accidents mortels ne soit très élevé. De nombreuses routes sont dangereuses en raison des chutes de neige et du verglas. Des tempêtes de neige ont abattu vendredi et samedi sur des régions entières.

res du Middle-Ouest, du Nord et de l'Est du pays.

Le président L.B. Johnson a assisté à la messe de minuit à l'église catholique Saint-François-Xavier, non loin de son ranch au Texas.

En Inde, le gouvernement a interdit les repas de Noël, trop plantureux, afin d'économiser les vivres.

A Berlin, les autorités religieuses ont déploré la tristesse d'un Noël marqué par le refus des autorités de l'Allemagne de l'Est d'ouvrir le Mur de Berlin aux familles qui veulent se visiter de part et d'autre.

Au Mexique, les autorités ont distribué aux pauvres des cadeaux les plus divers, allant de nourriture jusqu'à des cuisinières à gaz.

Vietnam

(Suite de la première page)

Pendant la trêve, les patrouilles de reconnaissance australiennes avaient noté les mouvements de forces unifiées Vietcong dans ce secteur de plantations, à 60 km au sud-est de Saigon.

Les B-52 ont effectué de très bonne heure ce matin deux raids massifs, dans la région et les troupes australiennes ont rétabli le contact, vers onze heures, avec les Vietcong, à 6 km au nord-ouest de Baria.

Des coups de feu ont été échangés pendant une heure environ.

Plus tard, une forte unité Vietcong était repérée non loin de Cap Saint-Jacques près de Cua Lap, à dix km au sud-est de Baria. L'aviation, l'artillerie terrestre et navale ont piqué le secteur où les Vietcong avaient été repérés à 4 km environ de la côte. Les patrouilles australiennes ont compté 27 cadavres et pris "un grand nombre d'armes".

Un porte-parole militaire a déclaré que les vols de reconnaissance au-dessus du Nord-Vietnam s'étaient poursuivis pendant toute la trêve et que dès lundi matin les escadrons de chasseurs bombardiers avaient repris le chemin du Nord.

A 16h. 05 locale lundi, les B-52 ont effectué leur troisième raid de la journée. Ils ont bombardé des secteurs de concentration nord-vietnamiens dans la zone démilitarisée directement sur le 17e parallèle, à 25 km à l'ouest-nord-ouest de Dong Ha.

Deux raids avaient été effectués, le premier une heure après la fin de la trêve au sud-est de Saigon lundi matin.

Dans la zone démilitarisée, le porte-parole a signalé la présence d'unités de la division nord-vietnamienne 324 B et de la 34e division. C'est leurs campements qui étaient visés lundi après-midi par les B-52.

CITE DU VATICAN — "Nos vœux vont à la fois à la trêve d'armes tant souhaitée et bénie nous dit quelle chose triste est la guerre et quelle chose souhaitable est la paix", a dit le pape avant de donner la bénédiction "Urbi et orbi" du haut de la loggia de Saint-Pierre, à l'issue de la messe qu'il a célébrée à la basilique vaticane.

Après avoir souhaité santé, prospérité physique et morale, sérénité, joie et paix à tous les fidèles, Paul VI a dit que ses vœux de Noël concernaient la paix du monde, "dont vous savez, a-t-il souligné, combien le besoin est grand". "Nos vœux", a poursuivi le Saint-Père, veulent arriver surtout à ceux qui peinent, qui souffrent, qui pleurent, qui désespèrent, la ou tant de nos fils voient leur légitime liberté religieuse soumise à la contrainte. Tant de peines et de malheurs ne troublent pas nos vœux aujourd'hui, mais les rendent plus chaleureux et plus confiants et c'est à vous, fils très chers, proches et lointains, que nous les adressons".

Rentré peu avant six heures du matin, le pape, malgré sa visite harassante à Florence, a célébré la deuxième des trois messes de Noël dans sa chapelle privée.

Accident près de Danang : 60 morts, 20 blessés
SAIGON — L'accident de l'avion-cargo "Flying Tiger",

Selon un référendum de la Ligue des propriétaires

La majorité des propriétaires de Verdun préfèrent l'annexion à Montréal à une forte hausse des taxes

Un référendum tenu par la Ligue des propriétaires de Verdun sur l'avenir immédiat de cette ville, face à une situation financière délicate, a révélé l'existence d'un fort sentiment favorisant l'annexion à Montréal.

Le président de la Ligue, M. Roger Verpalet, a déclaré que plus de 50 p.c. de la popu-

lation est désireuse de voir adopter cette solution, plutôt que d'avoir à subir la hausse considérable des impôts que signifierait l'exécution du budget municipal adopté pour l'année 1967.

Les résultats du référendum, publiés dans "Le Petit Journal", rapportent que 1.581 personnes ont répondu "oui".

On se demande aussi si dans la province de Québec l'employeur pourra atteindre le niveau de productivité de ses concurrents des autres provinces ou de l'étranger s'il ne peut utiliser la main-d'œuvre la plus efficace pour chaque opération.

Certaines industries, croient-elles, seraient prêtes à s'installer au Québec si elles pouvaient avoir l'assurance de la liberté du choix de la main-d'œuvre sur toutes les équipes.

La conclusion principale à ce chapitre serait la suivante: il y a lieu de se demander si le Québec peut se placer à l'abri des pratiques économiques internationales et nationales tout en ignorant les exigences que posent les impératifs nouveaux du développement économique. Le progrès est-il possible dans la quasi isolation?

Plusieurs entreprises ont soutenu qu'un amendement à la loi permettrait la création immédiate de quelques centaines d'emplois. Les membres du comité en seraient venus à la conclusion que dans plusieurs industries certains travaux ne sont jamais et ne seront jamais confiés à des hommes car ceux-ci n'ont pas la dextérité manuelle requise. A l'heure actuelle, ces industries se verraient dans l'obligation de refuser des commandes ou d'acheter des produits en Ontario ou aux Etats-Unis.

D'autres entreprises ont fait valoir au comité que certains travaux sont beaucoup mieux exécutés par des femmes que par des hommes. Ces entreprises opérant sur la base de trois équipes doivent, tout au moins, faire travailler des hommes à ces postes. D'où une autre conclusion: les conséquences sont telles que l'efficacité et la qualité du travail en souffrent beaucoup.

Spellman

(Suite de la première page)

nal a été appelé, a pris la parole, et en particulier du fait que l'archevêque parlait en sa qualité d'aumônier en chef des forces armées américaines.

Au-delà des positions de Washington

WASHINGTON — C'est beaucoup plus comme chef de l'aumônerie militaire des forces armées des Etats-Unis qu'en tant que prince de l'Eglise romaine que le cardinal Spellman a parlé samedi à Saigon après avoir célébré la messe de Noël au milieu des soldats américains.

Telle est la première impression que causent les paroles prononcées par le prélat et dans lesquelles il a été nettement au-delà de la pensée officielle de l'administration américaine lorsqu'il affirme que "toute autre solution que la victoire est inconcevable".

Jamais les responsables de la politique des Etats-Unis n'ont émis une telle idée, affirmant au contraire que l'Amérique ne recherche pas de victoire militaire mais cherche à assurer la sécurité et l'indépendance du Sud-Vietnam face à l'agression communiste et conformément aux engagements pris pas traités. Les membres du gouvernement Johnson insistent également beaucoup plus que ne paraît l'avoir fait le cardinal Spellman sur les efforts déployés en vue de parvenir à une négociation et, quoique découragés par l'absence de toute indication d'Hanoi du désir du Nord-Vietnam de s'asseoir à la table de conférence, ils n'en poursuivent pas moins leurs tentatives pacifiques.

Quant à l'archevêque de New York, il ne parle que du passé et des efforts qui ont été faits et qui n'ont été accueillis qu'avec "dédain" mais il n'entrevoit pas pour l'avenir d'autre solution que le succès des armes américaines. L'administration ne désavoue sans doute pas publiquement le cardinal Spellman. Il est évident cependant qu'il s'est mis en porte-à-faux, que ses paroles prononcées à Saigon ne manquent pas d'être commentées dans la presse et dans l'opinion et qu'elles se voient jugées comme regrettables dans de nombreux milieux compétents.

qui s'est écrasé en bout de piste à Danang, a fait au moins 60 morts et 20 blessés, a annoncé un officier américain chargé des secours. En s'écrasant, l'appareil a en effet provoqué une grave inondation dans un village à proximité. Le sinistre n'était pas encore circonscrit.

L'avion est un quadripropulseur géant construit au Canada. Il venait de Tachikawa (Japon).

à une première question, sur l'opportunité, pour la ville, d'effectuer un emprunt remboursable en 10 ans; 2.132 personnes ont répondu "oui" à la 2e question, suggérant la démission en bloc du maire, M. Albert Gariépy et des conseillers municipaux; la 3e et dernière question portait sur l'annexion à Montréal, et elle

a suscité 2.258 réponses favorables.

L'hebdomadaire montréalais rapporte également que le président du comité exécutif de Montréal, M. Lucien Saulnier, a déclaré qu'il est disposé favorablement à rencontrer les représentants de Verdun qui seraient intéressés à fusionner leur ville à la métropole du

Canada. "La Ville de Montréal", a dit M. Saulnier, "est toujours intéressée à étendre ses frontières jusqu'aux limites naturelles de son territoire".

Hier, le deuxième vice-président de la Ligue des Propriétaires de Verdun, M. Louis Boucher, a déclaré que la Ligue donnera une conférence de presse à 7h. 30, à l'hôtel de ville, "immédiatement avant la séance du conseil municipal". Le maire, M. Gariépy, a été invité à assister à la conférence de presse. M. Boucher a fait remarquer que la Ligue ne peut pas faire de représentation durant les délibérations du conseil municipal.

M. Boucher a ajouté que si l'attitude du conseil municipal ne satisfait pas la Ligue des propriétaires, celle-ci prendra immédiatement rendez-vous avec le ministre des affaires municipales, M. Dozois. Un autre membre du comité directeur, M. Jacques Florent, a fait savoir que les propriétaires de Verdun ont fait le nécessaire pour être reçus par M. Saulnier durant la semaine.

Afin d'éviter de présenter un budget déficitaire, la ville de Verdun devra trouver la somme de \$130.000 pendant l'année financière commençant le premier janvier. C'est ce qui explique la hausse subite des impôts dans cette municipalité.

D'autre part, dans les cas d'enfants d'âge scolaire on serait d'avis qu'il n'y a que l'employée de nuit qui puisse s'acquiescer de ses devoirs.

Dans le cas des adolescentes il y aurait des désavantages, mais moins aigus que pour les femmes qui travaillent le jour.

On conclut aussi qu'il y a moyen de remédier aux dangers concernant l'atteinte à la morale.

Enfin, sur le plan physique et physiologique, le travail de nuit dans l'industrie peut-il être préjudiciable à la santé de la femme?

A ce sujet, les membres du comité seraient d'avis qu'un contrôle strict des conditions de travail déjà établies par la loi des établissements industriels et commerciaux contribuerait à diminuer la possibilité de réactions nocives sur la santé des travailleuses. On insiste aussi sur l'installation de services médicaux adéquats soutenant toutefois qu'actuellement la femme qui travaille en usine est souvent mieux surveillée et protégée physiquement que la femme qui demeure au foyer.

Le comité, a-t-on vu, s'est penché sur trois questions à ce chapitre: le travail de nuit isolerait-il la femme de la société? Les enfants souffriraient-ils de l'absence de leur mère la nuit? La femme à l'usine la nuit aurait-elle à faire face à des dangers plus grands sur le plan de la moralité?

Une constatation d'abord: ici: que les dangers auxquels les travailleuses industrielles seraient exposées à faire face la nuit n'ont pas été jugés assez importants pour abolir le travail de la femme dans des secteurs tels que ceux des hôpitaux, des restaurants, des hôtels, des services téléphoniques, etc.

On attacherait peu d'importance à l'hypothèse que la travailleuse de nuit serait isolée de la société.

Quant au problème des enfants, on conclurait qu'une mère qui travaille la nuit ne prive pas ses enfants d'âge pré-scolaire de sa présence plus longtemps que celle qui travaille le jour ou le soir.

Les examens pour Inspecteur de la santé publique (Inspection des aliments) auront lieu le jeudi, 29 décembre 1966, à 7.00 heures du soir, à l'école secondaire St-Viateur, 7316 rue Garnier, Montréal.

Des examens pour Inspecteur du domaine public grade 2 auront lieu le jeudi, 5 janvier 1967, à 7.00 heures du soir, à l'école secondaire St-Viateur, 7316 rue Garnier, Md.

Des examens pour Inspecteur de construction (Permis et Inspections) Inspecteur grade 2 (Logement) (Permis et Inspections) auront lieu le mardi, 10 janvier 1967, à 7.00 heures du soir, à l'école secondaire St-Viateur, 7316 rue Garnier, Montréal.

Des examens pour Calculateur grade 3 auront lieu le jeudi, 12 janvier 1967, à 7.00 heures du soir, au service des Estimations, 39 ouest, boul. Crémazie, Montréal.

Des examens pour Chef de bureau grade 2 (Permis et Inspections) auront lieu le jeudi, 12 janvier 1967, à 7.00 heures du soir, à l'école secondaire St-Viateur, 7316 rue Garnier, Montréal.

Les candidats ayant déjà rempli toutes les formalités prescrites et jugés à subir ces examens ont été avisés par lettre. Les personnes ainsi contraincées pourront se présenter à ces examens.

Par ordre de la Commission du service civil de Montréal.

Juliette ROIVIN, secrétaire, Hôtel de ville, Montréal 27 décembre 1966.

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DEMANDE... DU PERSONNEL

Inspecteurs en hygiène publique (viandes)
Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation
Traitement initial: de \$4.000 à \$5.400
Postes vacants dans plusieurs régions de la province. Diplôme de 11e année. Six ans d'expérience appropriée. Limite d'âge 55 ans. Attestations d'études requises. Concours permanent 1-11.50 A.C. Les personnes intéressées à participer à cette séance d'examen sont invitées à s'inscrire avant le 5 janvier 1967.

Redacteur de décrets — Ministère du travail — Traitement jusqu'à \$9.400.
— Rédaction de projets de règlements pris en application de la "Loi des décrets de convention collective".
— Diplôme en droit ou en relations industrielles avec quelques années d'expérience; maîtrise de la langue française — Poste à Québec.
Concours 86-1171 — S'inscrire immédiatement.

Economistes ou statisticiens — Traitement suivant l'expérience — Diplôme universitaire — Ministère de l'éducation — Des postes disponibles à la Direction de la planification et à la Direction du financement. Ministère des finances. Poste disponible au Bureau des recherches fiscales.

— Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation. — Poste disponible dans le secteur de la recherche. Concours permanent 0-Y4.

Chargé de recherche en information sociale et professionnelle — Ministère de l'éducation — Traitement jusqu'à \$8.600 — Poste à Québec.

SEULES LES CANDIDATURES ACCOMPAGNÉES D'UNE ATTESTATION OFFICIELLE D'ETUDES OU, LORSQUE REQUIS, D'APPARTENANCE A UNE ASSOCIATION PROFESSIONNELLE, SERONT CONSIDÉRÉES.

Les personnes qui désirent prendre part à l'un ou l'autre de ces concours doivent s'inscrire directement auprès de la Commission de la fonction publique du Québec. On peut se procurer un imprimé "Demande d'emploi" aux bureaux de la Commission, 710, Place d'Youville, suite 700, Québec, ou 1454, de la Montagne, Montréal et aux bureaux locaux des ministères dans chaque région.

VILLE DE MONTREAL
Commission du Service civil
Avis d'examen

Des examens pour Inspecteur de la santé publique (Inspection des aliments) auront lieu le jeudi, 29 décembre 1966, à 7.00 heures du soir, à l'école secondaire St-Viateur, 7316 rue Garnier, Montréal.

Des examens pour Inspecteur du domaine public grade 2 auront lieu le jeudi, 5 janvier 1967, à 7.00 heures du soir, à l'école secondaire St-Viateur, 7316 rue Garnier, Md.

Des examens pour Inspecteur de construction (Permis et Inspections) Inspecteur grade 2 (Logement) (Permis et Inspections) auront lieu le mardi, 10 janvier 1967, à 7.00 heures du soir, à l'école secondaire St-Viateur, 7316 rue Garnier, Montréal.

Des examens pour Calculateur grade 3 auront lieu le jeudi, 12 janvier 1967, à 7.00 heures du soir, au service des Estimations, 39 ouest, boul. Crémazie, Montréal.

Des examens pour Chef de bureau grade 2 (Permis et Inspections) auront lieu le jeudi, 12 janvier 1967, à 7.00 heures du soir, à l'école secondaire St-Viateur, 7316 rue Garnier, Montréal.

Les candidats ayant déjà rempli toutes les formalités prescrites et jugés à subir ces examens ont été avisés par lettre. Les personnes ainsi contraincées pourront se présenter à ces examens.

Par ordre de la Commission du service civil de Montréal.

Juliette ROIVIN, secrétaire, Hôtel de ville, Montréal 27 décembre 1966.

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DEMANDE... DU PERSONNEL

Inspecteurs en hygiène publique (viandes)
Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation
Traitement initial: de \$4.000 à \$5.400
Postes vacants dans plusieurs régions de la province. Diplôme de 11e année. Six ans d'expérience appropriée. Limite d'âge 55 ans. Attestations d'études requises. Concours permanent 1-11.50 A.C. Les personnes intéressées à participer à cette séance d'examen sont invitées à s'inscrire avant le 5 janvier 1967.

Redacteur de décrets — Ministère du travail — Traitement jusqu'à \$9.400.
— Rédaction de projets de règlements pris en application de la "Loi des décrets de convention collective".
— Diplôme en droit ou en relations industrielles avec quelques années d'expérience; maîtrise de la langue française — Poste à Québec.
Concours 86-1171 — S'inscrire immédiatement.

Economistes ou statisticiens — Traitement suivant l'expérience — Diplôme universitaire — Ministère de l'éducation — Des postes disponibles à la Direction de la planification et à la Direction du financement. Ministère des finances. Poste disponible au Bureau des recherches fiscales.

— Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation. — Poste disponible dans le secteur de la recherche. Concours permanent 0-Y4.

Chargé de recherche en information sociale et professionnelle — Ministère de l'éducation — Traitement jusqu'à \$8.600 — Poste à Québec.

SEULES LES CANDIDATURES ACCOMPAGNÉES D'UNE ATTESTATION OFFICIELLE D'ETUDES OU, LORSQUE REQUIS, D'APPARTENANCE A UNE ASSOCIATION PROFESSIONNELLE, SERONT CONSIDÉRÉES.

Les personnes qui désirent prendre part à l'un ou l'autre de ces concours doivent s'inscrire directement auprès de la Commission de la fonction publique du Québec. On peut se procurer un imprimé "Demande d'emploi" aux bureaux de la Commission, 710, Place d'Youville, suite 700, Québec, ou 1454, de la Montagne, Montréal et aux bureaux locaux des ministères dans chaque région.

VILLE DE MONTREAL
Commission du Service civil
Avis d'examen

Des examens pour Inspecteur de la santé publique (Inspection des aliments) auront lieu le jeudi, 29 décembre 1966, à 7.00 heures du soir, à l'école secondaire St-Viateur, 7316 rue Garnier, Montréal.

Des examens pour Inspecteur du domaine public grade 2 auront lieu le jeudi, 5 janvier 1967, à 7.00 heures du soir, à l'école secondaire St-Viateur, 7316 rue Garnier, Md.

Des examens pour Inspecteur de construction (Permis et Inspections) Inspecteur grade 2 (Logement) (Permis et Inspections) auront lieu le mardi, 10 janvier 1967, à 7.00 heures du soir, à l'école secondaire St-Viateur, 7316 rue Garnier, Montréal.

Des examens pour Calculateur grade 3 auront lieu le jeudi, 12 janvier 1967, à 7.00 heures du soir, au service des Estimations, 39 ouest, boul. Crémazie, Montréal.

Des examens pour Chef de bureau grade 2 (Permis et Inspections) auront lieu le jeudi, 12 janvier 1967, à 7.00 heures du soir, à l'école secondaire St-Viateur, 7316 rue Garnier, Montréal.

Les candidats ayant déjà rempli toutes les formalités prescrites et jugés à subir ces examens ont été avisés par lettre. Les personnes ainsi contraincées pourront se présenter à ces examens.

Par ordre de la Commission du service civil de Montréal.

Juliette ROIVIN, secrétaire, Hôtel de ville, Montréal 27 décembre 1966.

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DEMANDE... DU PERSONNEL

Inspecteurs en hygiène publique (viandes)
Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation
Traitement initial: de \$4.000 à \$5.400
Postes vacants dans plusieurs régions de la province. Diplôme de 11e année. Six ans d'expérience appropriée. Limite d'âge 55 ans. Attestations d'études requises. Concours permanent 1-11.50 A.C. Les personnes intéressées à participer à cette séance d'examen sont invitées à s'inscrire avant le 5 janvier 1967.

Redacteur de décrets — Ministère du travail — Traitement jusqu'à \$9.400.
— Rédaction de projets de règlements pris en application de la "Loi des décrets de convention collective".
— Diplôme en droit ou en relations industrielles avec quelques années d'expérience; maîtrise de la langue française — Poste à Québec.
Concours 86-1171 — S'inscrire immédiatement.

Economistes ou statisticiens — Traitement suivant l'expérience — Diplôme universitaire — Ministère de l'éducation — Des postes disponibles à la Direction de la planification et à la Direction du financement. Ministère des finances. Poste disponible au Bureau des recherches fiscales.

— Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation. — Poste disponible dans le secteur de la recherche. Concours permanent 0-Y4.

Chargé de recherche en information sociale et professionnelle — Ministère de l'éducation — Traitement jusqu'à \$8.600 — Poste à Québec.

SEULES LES CANDIDATURES ACCOMPAGNÉES D'UNE ATTESTATION OFFICIELLE D'ETUDES OU, LORSQUE REQUIS, D'APPARTENANCE A UNE ASSOCIATION PROFESSIONNELLE, SERONT CONSIDÉRÉES.

Les personnes qui désirent prendre part à l'un ou l'autre de ces concours doivent s'inscrire directement auprès de la Commission de la fonction publique du Québec. On peut se procurer un imprimé "Demande d'emploi" aux bureaux de la Commission, 710, Place d'Youville, suite 700, Québec, ou 1454, de la Montagne, Montréal et aux bureaux locaux des ministères dans chaque région.

VILLE DE MONTREAL
Commission du Service civil
Avis d'examen

Des examens pour Inspecteur de la santé publique (Inspection des aliments) auront lieu le jeudi, 29 décembre 1966, à 7.00 heures du soir, à l'école secondaire St-Viateur, 7316 rue Garnier, Montréal.

Des examens pour Inspecteur du domaine public grade 2 auront lieu le jeudi, 5 janvier 1967, à 7.00 heures du soir, à l'école secondaire St-Viateur, 7316 rue Garnier, Md.

Des examens pour Inspecteur de construction (Permis et Inspections) Inspecteur grade 2 (Logement) (Permis et Inspections) auront lieu le mardi, 10 janvier 1967, à 7.00 heures du soir, à l'école secondaire St-Viateur, 7316 rue Garnier, Montréal.

Des examens pour Calculateur grade 3 auront lieu le jeudi, 12 janvier 1967, à 7.00 heures du soir, au service des Estimations, 39 ouest, boul. Crémazie, Montréal.

Lundi, journée des donneurs de sang à l'hôtel de ville

La treizième collecte annuelle de sang commanditée par le maire de Montréal à l'occasion de Noël aura lieu dans le hall d'honneur de l'hôtel de ville, le lundi 2 janvier, de 10 heures du matin à 10 heures du soir. Le personnel de la Croix-Rouge chargé des deux postes de 14 lits chacun sera secondé par des spécialistes d'autres centres de transfusion — des villes de Québec et Ottawa.

L'objectif de 1.600 unités de sang représente le strict nécessaire pour renflouer la banque de sang après la difficile période des fêtes.

Le maire Drapeau a fait parvenir une invitation personnelle à chaque personne qui a donné de son sang lors de la collecte de Noël de 1965 et il invite également tous les donneurs qui n'ont pas donné depuis plusieurs années, ainsi que les personnes qui n'ont encore jamais fait un don de sang, de se présenter le 2 janvier.

La compagnie d'assurance Mutuelle-Vie offrira douze passeports de saison pour l'Expo 67 en guise de prix de présence. Ces prix seront tirés au sort d'heure en heure.

Au cours des 12 collectes précédentes, 14.000 unités de sang ont été recueillies à l'hôtel de ville à l'occasion de Noël. On a remarqué une augmentation graduelle et constante jusqu'en 1963 alors que 2.045 hommes et femmes ont donné de leur sang. L'an dernier, il n'y eut que 1.547 dons.

Les automobilistes pourront stationner leurs voitures au Champ-de-Mars et ils entreront à l'hôtel de ville par les portes situées Place Vauquelin à l'ouest et rue Gosford à l'est.

La Ligue anti-tuberculeuse de Montréal sera équipée pour radiographier les donneurs de sang qui en manifesteront le désir.

Le président de la commission technique des états généraux du Canada français, M.

Rosaire Morin, prendra la parole ce midi au déjeuner-causette du club Richelieu-Maisonneuve, au restaurant Sambo, dans l'est de Montréal. Il parlera des objectifs des états généraux... Un monument géodésique et une plaque commémorative seront installés en 1967 sur les terrains de chaque gouvernement du Canada pour marquer le début d'une ère nouvelle dans le domaine de la géodésie au Canada, a annoncé M. Colin D. Hadfield, président du comité du centenaire du conseil consultatif des cadastres de l'Ontario. Ces monuments, a-t-il précisé, constitueront des indicateurs précis facilitant la délimitation des propriétés foncières et autres relevés.

Le Comité québécois de l'aide médicale au Vietnam, particulièrement troublé par les récentes statistiques qui établissent à 250.000 le nombre d'enfants morts au Vietnam depuis 1961, rappelle que les hôpitaux de ce pays ont toujours un urgent besoin de médicaments.

Le Comité québécois de l'aide médicale au Vietnam, 1541, ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

Le Comité québécois de l'aide médicale au Vietnam, 1541, ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

Le Comité québécois de l'aide médicale au Vietnam, 1541, ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

Le Comité québécois de l'aide médicale au Vietnam, 1541, ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

Le Comité québécois de l'aide médicale au Vietnam, 1541, ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

Le Comité québécois de l'aide médicale au Vietnam, 1541, ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

Le Comité québécois de l'aide médicale au Vietnam, 1541, ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

Le Comité québécois de l'aide médicale au Vietnam, 1541, ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

Le Comité québécois de l'aide médicale au Vietnam, 1541, ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

Le Comité québécois de l'aide médicale au Vietnam, 1541, ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

Le Comité québécois de l'aide médicale au Vietnam, 1541, ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

Le Comité québécois de l'aide médicale au Vietnam, 1541, ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

Le Comité québécois de l'aide médicale au Vietnam, 1541, ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

Le Comité québécois de l'aide médicale au Vietnam, 1541, ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

Le Comité québécois de l'aide médicale au Vietnam, 1541, ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

Le Comité québécois de l'aide médicale au Vietnam, 1541, ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

Le Comité québécois de l'aide médicale au Vietnam, 1541, ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

Le Comité québécois de l'aide médicale au Vietnam, 1541, ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

Le Comité québécois de l'aide médicale au Vietnam, 1541, ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

Le Comité québécois de l'aide médicale au Vietnam, 1541, ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

Le Comité québécois de l'aide médicale au Vietnam, 1541, ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

Le Comité québécois de l'aide médicale au Vietnam, 1541, ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

Le Comité québécois de l'aide médicale au Vietnam, 1541, ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

Le Comité québécois de l'aide médicale au Vietnam, 1541, ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

Le Comité québécois de l'aide médicale au Vietnam, 1541, ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

Le Comité québécois de l'aide médicale au Vietnam, 1541, ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

Le Comité québécois de l'aide médicale au Vietnam, 1541, ouest, rue Sherbrooke, Montréal.



Un DC-8 s'écrase dans un marécage et se sectionne en deux à Mexico : aucun mort

MEXICO — Huit blessés, sérieusement atteints, restent hospitalisés après l'accident du DC-8 des "Aerovías de México" qui s'est écrasé samedi matin à peu de distance de l'aéroport de Mexico, avec 101 passagers et 8 membres d'équipage. La plus gravement atteinte paraît être une jeune mariée, Mme Judith Parmet, qui était en voyage de noces et à laquelle les médecins s'efforcent d'éviter l'amputation d'une jambe.

La compagnie a annoncé que l'avion avait dû faire un atterrissage forcé dans le marécage à cause d'un problème technique. Selon des informations non confirmées, l'altimètre se serait bloqué alors que l'appareil se trouvait à 500 pieds d'altitude.

Cependant, plusieurs passagers ont affirmé qu'il s'agissait d'une fausse manœuvre et que le pilote n'était pas descendu vers la bonne piste.

A tout événement, des experts du ministère des communications vont examiner l'épave du DC-8 qui s'est écrasé à quelques milles de l'aéroport international de la capitale, afin de déterminer les causes exactes de l'accident.

Selon les déclarations du pilote et du co-pilote, il semble que l'altimètre ait cessé de fonctionner correctement et que l'avion se soit trouvé beaucoup plus près du sol qu'il ne le paraissait. En raison du brouillard, le pilote s'est rendu compte trop tard de l'erreur, et c'est en vain qu'il a essayé de reprendre de la hauteur. Les autres membres de l'équipage ont déclaré cependant qu'un peu avant l'accident l'appareil avait commencé à vibrer de façon inhabituelle.

Les passagers ne se sont aperçus de rien jusqu'au dernier moment. Le train d'atterrissage, s'enfonçant dans le sol meuble, s'est brisé et les roues ont été projetées à plus de mille pieds. Des flammes se sont élevées de la partie arrière de l'avion, qui continuait à courir "sur le ventre". Mais elles se sont éteintes rapidement. Les passagers sont restés assis maintenus à leurs sièges par leurs ceintures de sécurité, jusqu'à ce que l'avion heurte finalement un mur et s'ouvre littéralement en deux.

"C'est un miracle de Noël... Nous naissons une seconde fois," ont déclaré certains voyageurs.

On doit sans doute à la nature marécageuse du sol que tous les occupants n'aient pas péri. Le quadricycle a été totalement détruit.

L'avion "Acapulco" de la compagnie mexicaine avait quitté New York à 23 h. 40 (heure locale) et devait arriver à Mexico un peu avant 4 heures du matin.

De l'aéroport, une vingtaine d'ambulances ont été envoyées sur le lieu de l'accident, mais n'ont pu s'approcher de l'épave. Les passagers ont été abandonnés à leur sort dans la nuit et le froid et attendre plus d'une heure les sauveteurs. La plupart d'entre eux, victimes de chocs nerveux, ont été soignés à l'infirmerie et au centre de la Croix-Rouge de l'aéroport, puis conduits dans des hôtels. Une dizaine, apparemment plus grièvement blessés, ont été hospitalisés.

La plupart des passagers étaient des Mexicains et des Américains venus passer les fêtes au Mexique.

Un relevé effectué par la Presse Canadienne sur l'inauguration des fêtes montre que celles-ci soulèvent partout beaucoup d'intérêt, sauf au Québec, où on est davantage sensible à la tenue de l'Expo qui ouvrira en avril.

En Ontario, l'année du Centenaire commencera par un défilé entre la gare Union et l'hôtel du Gouvernement, où le premier ministre, M. John Robarts, allumera le flambeau.

Suivra un feu d'artifice géant, dans les jardins entourant les immeubles gouvernementaux. Les pièces pyrotechniques décriront les Fêtes de la Confédération.

Les citoyens du Manitoba se feront un devoir de souligner l'arrivée de la nouvelle année en sonnant toutes les cloches, sirènes ou avertisseurs capables de produire quelque bruit. A Winnipeg se déroulera la plus gigantesque fête populaire du Nouvel An. Le flambeau du centenaire brûlera au bout d'une torche qui tiendra le Golden Boy du monument qui pare la façade des édifices parlementaires.

Dans sept villes de la Saskatchewan, le centenaire de la Confédération sera célébré par des salves de 100 coups de canon.

A Victoria, capitale de la Colombie-Britannique, la population revêtira des costumes du 19e siècle. On lâchera également une centaine de ballons gonflés à l'hélium.

A Québec, un office religieux oecuménique aura lieu dans la cathédrale Holy Trinity, construite par les anglicans de la ville, en 1804. Des dignitaires religieux des Eglises catholique, unie, grecque orthodoxe et presbytérienne assisteront à la cérémonie.

Le train de la Confédération sera mis en service à 3 heures 30 de l'après-midi. Le Premier de l'an, par la femme du gouverneur général, Mme Vanier. Le convoi historique se mettra ensuite en route pour Victoria, d'où il repartira le 9 janvier pour gagner l'extrémité est du pays.

Le feu de joie le mieux réussi sera probablement allumé dans le petit village manitobain de Bowman, où la population, en brûlant ses latrines, célébrera un double événement : la mise en service d'un réseau d'égouts et le Centenaire de la Confédération.

Pendant ce temps, à Ottawa, des personnages historiques monteront dans des attelages pour être transportés à l'hôtel de ville. On remarquera le colonel John By, qui construisit le canal Rideau, Sir John Macdonald et Sir Georges-Etienne Cartier. Tous assisteront alors à un grand spectacle historique, pendant que devant l'ancienne gare Union, près de la colline parlementaire, auront lieu des danses populaires.

Des estafettes seront dépêchées depuis le lieu de la cérémonie sur le pont Interprovincial, en direction de Hull. Les messages seront lus par des trompettes. Le feu de joie à Hull, donnera le signal du début des célébrations, qu'on observera à cet endroit par des danses folkloriques canadiennes-françaises dans les rues.

Un homme a été appréhendé en relations avec cet attentat, mais il fut relâché peu après, et la police en recherche un autre. Ce sont deux anciens détenus du pénitencier ou travaillaient Frank Newton.

L'explosion a lourdement endommagé la cuisine et la salle de bain du domicile des Newton. Des voisins se sont précipités en entendant le bruit et ont vu Newton sortir de la maison, transportant son fils blessé. Mme Newton était au travail et une fille du couple était sous la surveillance d'une jeune fille dans une maison voisine.

M. Newton est à l'emploi du pénitencier depuis 18 ans, et les autorités écartent la possibilité que la bombe ait été expédiée par un détenu. L'enquête se poursuit.

Un gardien de pénitencier reçoit un "cadeau de Noël" : une explosion lui arrache les deux mains et blesse son fils

Sept morts dans un accident routier

CALGARY, Alberta — Sept personnes, dont cinq de la même famille, ont été tuées, et quatre autres ont été blessées, vendredi soir, dans une collision entre quatre véhicules à 11 milles de Calgary. Toutes les personnes décédées occupaient le même véhicule et étaient résidents de la réserve indienne de Morley, à l'ouest de cette ville.

Le multiple accrochage est survenu sur le sommet d'une petite colline. La voie était libre et les conditions de la route, bonnes. L'automobile a été si violemment écrasée que les secouristes eurent beaucoup de difficulté à en dégager les victimes de la collision.

Un chalutier brûle : 3 morts, 10 blessés

ST-JEAN, T.-N. — Trois hommes sont morts et le sort de dix autres est encore inconnu par suite d'un incendie qui a éclaté à bord du chalutier britannique St. Finbar, au large de la côte du Labrador. Aux dernières nouvelles le St. Finbar était toulé par le chalutier Orisno vers Saint-Jean, T.-N., à quelque 600 milles au sud-est.

L'Orisno a pris à son bord 13 membres de l'équipage du St. Finbar. Le cadavre d'un autre membre d'équipage est également à bord. Selon les agents du chalutier, des hommes ont été vus à l'échouage dans l'océan alors qu'ils étaient transbordés sur l'Orisno.

On craint que les 10 hommes encore à bord du St. Finbar soient emprisonnés au fond du chalutier.

En Allemagne comme en Angleterre : évasions

RAVENSBURG, (Bade - Wurtemberg). — Quatre détenus de la prison de Ravensburg se sont évadés de leur cellule commune où ils étaient en détention préventive en attendant l'ouverture de leur procès.

L'un d'eux, un jeune homme de 17 ans, s'étant plaint de violentes douleurs stomacales, le médecin vint l'examiner et prescrivit une ordonnance. Mais lorsque les gardiens pénétrèrent un peu plus tard dans la cellule avec les médicaments ils furent aussitôt attaqués à coups d'écabosse par les trois autres détenus qui s'emparèrent de leurs trousseaux de clés.

Les quatre hommes, dont le "malade", ont pris aussitôt la fuite sans avoir au préalable pris soin d'emporter des uniformes de gardiens. Deux gardiens ont été grièvement blessés.

Un gardien de pénitencier reçoit un "cadeau de Noël" : une explosion lui arrache les deux mains et blesse son fils

NEW WESTMINSTER, C.B. — Un gardien de pénitencier de la Colombie-Britannique a eu les deux mains arrachées et son fils a également subi des blessures graves par l'explosion de ce qu'il croyait être un cadeau de Noël, vendredi soir. Le gardien était en train de développer le paquet qui lui était parvenu par le courrier. En plus de perdre les deux mains, il a subi des brûlures et coupures au visage et à l'estomac. Son fils a été atteint à la tête, aux bras, au cou et à la poitrine par les éclats de métal. Tous deux ont été hospitalisés.

Un homme a été appréhendé en relations avec cet attentat, mais il fut relâché peu après, et la police en recherche un autre. Ce sont deux anciens détenus du pénitencier ou travaillaient Frank Newton.

L'explosion a lourdement endommagé la cuisine et la salle de bain du domicile des Newton. Des voisins se sont précipités en entendant le bruit et ont vu Newton sortir de la maison, transportant son fils blessé. Mme Newton était au travail et une fille du couple était sous la surveillance d'une jeune fille dans une maison voisine.

M. Newton est à l'emploi du pénitencier depuis 18 ans, et les autorités écartent la possibilité que la bombe ait été expédiée par un détenu. L'enquête se poursuit.

Un gardien de pénitencier reçoit un "cadeau de Noël" : une explosion lui arrache les deux mains et blesse son fils

NEW WESTMINSTER, C.B. — Un gardien de pénitencier de la Colombie-Britannique a eu les deux mains arrachées et son fils a également subi des blessures graves par l'explosion de ce qu'il croyait être un cadeau de Noël, vendredi soir. Le gardien était en train de développer le paquet qui lui était parvenu par le courrier. En plus de perdre les deux mains, il a subi des brûlures et coupures au visage et à l'estomac. Son fils a été atteint à la tête, aux bras, au cou et à la poitrine par les éclats de métal. Tous deux ont été hospitalisés.

Un homme a été appréhendé en relations avec cet attentat, mais il fut relâché peu après, et la police en recherche un autre. Ce sont deux anciens détenus du pénitencier ou travaillaient Frank Newton.

L'explosion a lourdement endommagé la cuisine et la salle de bain du domicile des Newton. Des voisins se sont précipités en entendant le bruit et ont vu Newton sortir de la maison, transportant son fils blessé. Mme Newton était au travail et une fille du couple était sous la surveillance d'une jeune fille dans une maison voisine.

M. Newton est à l'emploi du pénitencier depuis 18 ans, et les autorités écartent la possibilité que la bombe ait été expédiée par un détenu. L'enquête se poursuit.

Un gardien de pénitencier reçoit un "cadeau de Noël" : une explosion lui arrache les deux mains et blesse son fils

NEW WESTMINSTER, C.B. — Un gardien de pénitencier de la Colombie-Britannique a eu les deux mains arrachées et son fils a également subi des blessures graves par l'explosion de ce qu'il croyait être un cadeau de Noël, vendredi soir. Le gardien était en train de développer le paquet qui lui était parvenu par le courrier. En plus de perdre les deux mains, il a subi des brûlures et coupures au visage et à l'estomac. Son fils a été atteint à la tête, aux bras, au cou et à la poitrine par les éclats de métal. Tous deux ont été hospitalisés.

Un homme a été appréhendé en relations avec cet attentat, mais il fut relâché peu après, et la police en recherche un autre. Ce sont deux anciens détenus du pénitencier ou travaillaient Frank Newton.

L'explosion a lourdement endommagé la cuisine et la salle de bain du domicile des Newton. Des voisins se sont précipités en entendant le bruit et ont vu Newton sortir de la maison, transportant son fils blessé. Mme Newton était au travail et une fille du couple était sous la surveillance d'une jeune fille dans une maison voisine.

M. Newton est à l'emploi du pénitencier depuis 18 ans, et les autorités écartent la possibilité que la bombe ait été expédiée par un détenu. L'enquête se poursuit.

Un gardien de pénitencier reçoit un "cadeau de Noël" : une explosion lui arrache les deux mains et blesse son fils

NEW WESTMINSTER, C.B. — Un gardien de pénitencier de la Colombie-Britannique a eu les deux mains arrachées et son fils a également subi des blessures graves par l'explosion de ce qu'il croyait être un cadeau de Noël, vendredi soir. Le gardien était en train de développer le paquet qui lui était parvenu par le courrier. En plus de perdre les deux mains, il a subi des brûlures et coupures au visage et à l'estomac. Son fils a été atteint à la tête, aux bras, au cou et à la poitrine par les éclats de métal. Tous deux ont été hospitalisés.



LE CARDINAL LÉGER AUX THÉOLOGIENS:

L'oecuménisme doit dépasser les cadres du strict religieux

L'oecuménisme, bien qu'il s'agisse d'une notion religieuse, ne doit pas s'arrêter aux frontières de ce qui est strictement religieux, a déclaré hier soir le cardinal Paul-Émile Léger.

Il serait en quelque sorte artificiel l'oecuménisme qui verrait dans la communion entre les hommes quelque chose qui commence et s'arrête aux seuls contacts formellement religieux, a-t-il dit.

Quelle sorte d'unité serait celle qui ne trouverait son expression que dans l'Eglise seulement, et n'aurait aucune influence sur les rapports entre les classes, les peuples et les races? s'est demandé l'archevêque de Montréal.

Le cardinal Léger prenait la parole devant un groupe d'étudiants en théologie, la plupart de langue anglaise et de foi protestante, à l'ouverture du congrès des étudiants en théologie du Canada qui se tient cette année à Montréal et porte sur le thème "Diversité culturelle et unité chrétienne".

Insistant sur le fait que l'oecuménisme, qui trouve son fondement dans la volonté du Christ et son application dans le Peuple de Dieu, il a souligné que l'idéal et les forces qui mènent à l'aspiration à l'unité dépassent largement la sphère de ce qui est strictement religieux au sens strict du terme.

Est vraiment l'esprit oecuménique, a dit l'archevêque de Montréal, celui qui agit comme centre de ralliement de tous ceux qui cherchent l'unité, celui qui travaille sans cesse pour l'unité et la paix, ou qu'il se trouve et en n'importe quelles circonstances.

Dans son allocution, il a rappelé l'immense effort accompli dans les milieux protestants et orthodoxes, depuis un demi-siècle, et qui a donné naissance au Conseil oecuménique des Eglises dont le siège est à Genève.

Le prélat a reconnu que l'Eglise catholique s'est éveillée un peu tard à l'oecuménisme, "Mais nous faisons des progrès pour rattraper le temps perdu," a-t-il dit, évoquant la création d'un secrétariat romain pour l'unité des chrétiens, la participation d'observateurs catholiques aux grandes rencontres du C.O.E.E., et le décret de Vatican II sur l'oecuménisme.

"Tous cela démontre de la part de l'Eglise catholique une volonté de comprendre et de se transformer," a dit le cardinal.

Mais l'oecuménisme, selon lui, va plus loin que l'effort pour surmonter les différences culturelles, sociales et linguistiques, qui font obstacle à l'unité; il est motivé par quelque chose de plus élevé que le désir très louable des peuples de grandir dans la compréhension et la sympathie mutuelles. L'oecuménisme trouve son idéal dans l'unité du Peuple de Dieu et sa motivation profonde dans la volonté clairement exprimée du Christ lui-même.

Le congrès des étudiants en théologie, qui a débuté hier soir à Montréal, rassemble quelque 70 participants, dont une dizaine de langue française, venus de toutes les parties du Canada.

Ces assises, qui se déroulent chaque année depuis onze ans, se tiennent en alternance à Toronto et à Montréal.

Il s'agit de l'origine d'une initiative du "Student Christian Movement". Seuls y prenaient part des étudiants anglicans et protestants. Le congrès s'est par la suite élargi. En 1963, les étudiants de foi catholique y étaient invités à titre d'observateurs et l'année suivante, à titre de délégués à part entière.

Le congrès des étudiants en théologie, qui a débuté hier soir à Montréal, rassemble quelque 70 participants, dont une dizaine de langue française, venus de toutes les parties du Canada.

Ces assises, qui se déroulent chaque année depuis onze ans, se tiennent en alternance à Toronto et à Montréal.

Il s'agit de l'origine d'une initiative du "Student Christian Movement". Seuls y prenaient part des étudiants anglicans et protestants. Le congrès s'est par la suite élargi. En 1963, les étudiants de foi catholique y étaient invités à titre d'observateurs et l'année suivante, à titre de délégués à part entière.

Le congrès des étudiants en théologie, qui a débuté hier soir à Montréal, rassemble quelque 70 participants, dont une dizaine de langue française, venus de toutes les parties du Canada.

Ces assises, qui se déroulent chaque année depuis onze ans, se tiennent en alternance à Toronto et à Montréal.

Il s'agit de l'origine d'une initiative du "Student Christian Movement". Seuls y prenaient part des étudiants anglicans et protestants. Le congrès s'est par la suite élargi. En 1963, les étudiants de foi catholique y étaient invités à titre d'observateurs et l'année suivante, à titre de délégués à part entière.

Le congrès des étudiants en théologie, qui a débuté hier soir à Montréal, rassemble quelque 70 participants, dont une dizaine de langue française, venus de toutes les parties du Canada.

Ces assises, qui se déroulent chaque année depuis onze ans, se tiennent en alternance à Toronto et à Montréal.

Il s'agit de l'origine d'une initiative du "Student Christian Movement". Seuls y prenaient part des étudiants anglicans et protestants. Le congrès s'est par la suite élargi. En 1963, les étudiants de foi catholique y étaient invités à titre d'observateurs et l'année suivante, à titre de délégués à part entière.

Le congrès des étudiants en théologie, qui a débuté hier soir à Montréal, rassemble quelque 70 participants, dont une dizaine de langue française, venus de toutes les parties du Canada.

Ces assises, qui se déroulent chaque année depuis onze ans, se tiennent en alternance à Toronto et à Montréal.

Il s'agit de l'origine d'une initiative du "Student Christian Movement". Seuls y prenaient part des étudiants anglicans et protestants. Le congrès s'est par la suite élargi. En 1963, les étudiants de foi catholique y étaient invités à titre d'observateurs et l'année suivante, à titre de délégués à part entière.

Le congrès des étudiants en théologie, qui a débuté hier soir à Montréal, rassemble quelque 70 participants, dont une dizaine de langue française, venus de toutes les parties du Canada.

Ces assises, qui se déroulent chaque année depuis onze ans, se tiennent en alternance à Toronto et à Montréal.

Il s'agit de l'origine d'une initiative du "Student Christian Movement". Seuls y prenaient part des étudiants anglicans et protestants. Le congrès s'est par la suite élargi. En 1963, les étudiants de foi catholique y étaient invités à titre d'observateurs et l'année suivante, à titre de délégués à part entière.

Le congrès des étudiants en théologie, qui a débuté hier soir à Montréal, rassemble quelque 70 participants, dont une dizaine de langue française, venus de toutes les parties du Canada.

Ces assises, qui se déroulent chaque année depuis onze ans, se tiennent en alternance à Toronto et à Montréal.

Il s'agit de l'origine d'une initiative du "Student Christian Movement". Seuls y prenaient part des étudiants anglicans et protestants. Le congrès s'est par la suite élargi. En 1963, les étudiants de foi catholique y étaient invités à titre d'observateurs et l'année suivante, à titre de délégués à part entière.

L'organisation du congrès a été confiée à un comité d'étudiants, travaillant sous la direction du chanoine anglican H. L. Puxley, de l'Institut oecuménique du Canada, à Toronto. Lorsque le congrès a eu lieu à Montréal, le comité oecuménique des étudiants de cette ville, groupant des représentants de onze maisons d'enseignement théologique (des Eglises catholique, anglicane, presbytérienne et unie du Canada), participe à son organisation.

Le thème à l'étude cette année est celui de "diversité culturelle et unité chrétienne".

Pour la première fois, le congrès sera complètement bilingue, y compris une vingtaine d'heures de traduction simultanée: conférences, exposés en table ronde et une partie des débats.

Les organisateurs déplorent cependant la faible participation canadienne-française. Il n'y a eu que dix étudiants de langue française à répondre à l'invitation, qui a été adressée à tous les grands séminaires, scolasticats, et autres maisons de formation. Parmi ceux-ci se trouvent des étudiants du grand séminaire de Montréal, ainsi que des scolasticats jésuites, dominicains (Ottawa), franciscains et clercs de Sainte-Croix.

On note la participation de dix jeunes filles étudiantes de diverses institutions, dont l'Anglican Women's Training College, de Toronto.

Le père Louis Balthazar, s.j., amonera cet après-midi l'étude du thème du congrès. Avec le révérend Ben Smiley, de l'Eglise unie du Canada, il sera le principal animateur de la session.

Également au programme d'aujourd'hui, une conférence du père Guy Couturier, c.s.c., sur le prophétisme dans l'Ancien Testament. Mardi, les révérends Bothwell et Wadsworth, parleront des conversations qui se sont engagées en vue de l'union des Eglises anglicane et unie du Canada.

Les participants feront, jeudi, une visite sur le site de l'Exposition universelle et s'attarderont notamment au Pavillon chrétien.

Vendredi, le congrès se penchera sur l'étude d'un projet de création d'une association nationale et oecuménique d'étudiants en théologie de tout le Canada.

La session se déroule au centre Montfort, dans l'est de la métropole.

Faudrait-il retirer le droit de grève aux professeurs?

Devant les grèves de professeurs en cours et la menace d'autres à venir, certaines gens s'alarment. Il serait plus juste de dire qu'ils ne sont pas loin de céder à la panique. Pour eux, l'Etat, en accordant, il y a quelques années, le droit de grève aux enseignants, a commis une grave erreur. Une erreur qu'il serait grand temps de réparer.

Tout irait tellement mieux, se disent-ils, si ce droit de quitter subitement leurs postes n'avait pas été octroyé aux éducateurs. Notre vie ne serait pas bouleversée et le lourd malaise qui s'exprime présentement n'aurait pas gagné tout le secteur enseignant.

En est-on si sûr? Notre vie serait peut-être moins bouleversée, mais qui nous garantit que la malaise chez les professeurs en serait moins grand? Ce n'est pas parce qu'ils ont droit à la grève que les professeurs sont mécontents de leur sort. La grève ou la menace de grève est simplement pour eux, au contraire, l'occasion de le faire savoir à la population.

Soyons réalistes. Ce que nous n'aimons surtout pas dans tout cela, c'est qu'on vienne troubler notre quiétude, qu'on fasse appel en quelque sorte à notre jugement, qu'on nous force à nous compromettre. Si tout était demeuré comme auparavant, les professeurs seraient normalement allés droit à l'arbitrage sans trop de battage publicitaire et ils n'auraient eu, ensuite, qu'à accepter la sentence finale et obligatoire. Ah, ils auraient pu rouspéter, mais la chose étant "jugée", nous, le public, n'aurions eu qu'à demeurer passifs comme ces pays qui ont choisi d'être neutres au cours d'un conflit.

Et, surtout, nous n'aurions subi aucun inconvénient. Nos enfants n'auraient point manqué leurs professeurs. La menace de cette calamité n'aurait même pas pesé sur notre société.

Mais, sont-ce là, justement des raisons suffisantes pour nier aux enseignants un droit qu'on reconnaît partout comme le corollaire indiscutable de la libre négociation? Pourquoi, dans leur cas, ferait-on une exception à la règle générale?

L'enseignement, certes, est un service public, voire un service essentiel. Un plus grand nombre de personnes sont touchées par un arrêt de travail dans ce secteur que dans tout autre. Mais, la vie de personne n'est alors mise en jeu, tout de même. Le tort, susceptible d'être causé, n'est pas nécessairement irréparable.

Alors, si la société peut endurer, au moins dans certaines conditions, les effets d'un tel arrêt de travail concerté, celui-ci peut difficilement être interdit par la loi. D'autant plus que, dans le cas des professeurs, la grève apparaît comme un outil fondamentalement nécessaire pour s'assurer de justes conditions de travail.

Il ne faut pas oublier que, au fond, le public, par le truchement des commissions scolaires ou de l'Etat, est, en quelque sorte, le "patron" des professeurs. Les commissions ou les gouvernements négocient avec eux en notre nom. C'est nous qui paierons la note en définitive.

La Petite Couronne

Par une déclaration faite la semaine dernière, M. Saulnier a voulu rassurer des citoyens de la Petite Couronne qui craignent d'être délogés bientôt. Cette inquiétude s'explique par le fait que jusqu'ici, dans tout ce que Montréal a entrepris en matière de rénovation urbaine, on ne s'est jamais préoccupé de loger convenablement les familles déplacées.

Dans le cas des Habitations Jeanne-Mance, la majorité des familles éligibles avaient manifesté leur intention de retourner dans le secteur après la rénovation, mais on les a laissées se débrouiller seules pour trouver un gîte pendant les travaux, et par là suite un très petit nombre d'entre elles ont exercé leur droit de priorité.

Ce fut la seule initiative de Montréal quant à la construction de logements à loyer modique; les autres cas de débâclement eurent pour but l'ouverture ou l'élargissement de routes ou boulevards, l'aménagement de studios pour Radio-Canada, le métro; on a payé des indemnités de délogement, mais la municipalité n'a pas procuré de logements à loyer modique à ces familles.

Ces entreprises d'assainissement urbain étaient fort salutaires, mais le déplacement des familles a suscité des critiques et a laissé de mauvais souvenirs. Il est donc assez compréhensible que devant un programme de grande envergure comme celui de la Petite Couronne, et malgré les précautions annoncées quant au logement temporaire ou permanent des familles en cause, ces dernières expriment des craintes.

Un paradoxe

Afin de calmer ces inquiétudes, M. Saulnier déclare que les premières familles déplacées dans ce secteur ne le seront pas avant un an; que chacune recevra, le moment venu, un avis accordant un laps de temps raisonnable

Nos commissaires peuvent être, à l'endroit des enseignants, ou trop mesquins ou trop généreux. Mais, comment le saurons-nous, si le conflit ne débouche jamais sur la place publique. La grève, pour les professeurs, peut-être plus que pour les autres encore, c'est le mécanisme qui leur permet de saisir l'opinion de leurs problèmes, de la saisir de façon brutale même.

Beaucoup de grèves, d'ailleurs, revêtent aujourd'hui ce caractère primordial. Elles ne sont plus simplement et uniquement une épreuve de force entre deux puissances rivales. Or, répétons-le, dans le cas des enseignants, le public, qui paie les pots cassés et qui aura à se prononcer sur ses représentants à la table de négociation, ne peut légitimement s'opposer à ce qu'on le mette dans le coup.

Les professeurs, en alertant ainsi l'opinion, prennent le risque que celle-ci se tourne contre eux. S'ils sont prêts à prendre ce risque, pourquoi le leur refuserions-nous? Parce que nous n'aimons pas être mêlés à ces problèmes extrêmement complexes? C'est une raison un peu courte.

Pourtant, dira-t-on, on est loin, lorsqu'il s'agit des professeurs d'un conflit ouvrier ordinaire. Une grève scolaire ne se compare pas à une grève dans une usine. C'est évident.

On ne peut permettre, par exemple, à une grève de professeurs de s'éterniser. Si un jour ou deux, voire quelques jours de grève dans les écoles n'est pas un problème vital, il n'en va pas de même d'une grève prolongée. Et il est plus important de prévenir un arrêt de travail chez les professeurs, quand la chose est possible, que dans tout autre secteur.

Mais, en pratique, il ne faut pas oublier, la loi fait cette distinction. Des mécanismes existent qui permettent de retarder ou d'interrompre une grève d'enseignants, une fois celle-ci déclenchée. Si on a accordé le droit de grève aux instituteurs on a soumis l'exercice de ce droit à des limitations assez précises.

C'est aux autorités compétentes de décider si le bien commun requiert un délai avant le déclenchement de telles grèves — délai qui peut permettre parfois d'en arriver, entre-temps, à une solution satisfaisante — ou l'arrêt d'une grève déjà en cours. Et, redisons-le, une opinion publique alerte, éveillée, est appelée à jouer ici un grand rôle.

Il y a peut-être dans tout cela passablement de subtilités. Un droit de grève dont l'exercice est soumis à des limitations n'est pourtant pas quelque chose qui répugne à la raison. Même s'il faut plus souvent insister sur les limitations que sur le droit lui-même, cela ne doit pas nous amener à remettre ce dernier en question. La distinction entre les deux est parfois difficile à faire, mais la simplicité n'est pas l'unique critère de justice.

Non, le droit de grève est nécessaire aux professeurs pour rejoindre adéquatement l'opinion publique. Si nous croyons en la démocratie, c'est un fait brutal qu'il nous faut accepter.

Ce n'est pas toujours plaisant, mais si la justice pour un fort groupe des nôtres était à ce prix? Songeons-y quelque peu.

Vincent PRINCE

BLOCS NOTES

avant de devoir se déplacer; pour le président de l'Exécutif, cette période raisonnable est d'environ un an. Voilà une situation assez paradoxale.

Puisqu'on veut rénover cette zone, au coût d'environ \$150 millions, c'est qu'elle en a besoin. Le rapport général, publié en septembre, dit que près de 70 p.c. des bâtiments ont des fondations et des structures en mauvais état; que les logements ne répondent pas en général au minimum requis soit quant à leurs structures physiques ou à leur équipement fonctionnel, qu'il en est de même pour l'installation électrique, que 76 p.c. des logements sont mal chauffés, etc.

Le programme est à l'étude depuis longtemps. Le Conseil municipal et le cabinet provincial l'ont approuvé. M. Dozois a transmis récemment à la Société centrale d'hypothèques et de logement, au nom de Montréal, une demande de contribution financière de \$30 millions représentant la part du gouvernement fédéral dans la première phase du programme. Montréal est bien en retard sur plusieurs autres villes canadiennes en matière de rénovation urbaine. C'est donc une entreprise urgente et qu'il faut mener avec toute la célérité possible puisqu'elle va exiger plusieurs années.

Relogement

Or M. Saulnier paraît faire une grande faveur aux victimes des taudis en leur promettant que les premières à être libérées ne le seront guère

Bonn et Paris: la relance de la coopération

Dans sa première déclaration officielle, le nouveau chancelier de la République fédérale d'Allemagne avait indiqué que son gouvernement attachait un prix particulier au resserrement des relations franco-allemandes et s'efforcera, à cette fin, de "réactiver" le traité d'amitié signé en 1963. Il n'a fallu que quelques jours pour que se traduise dans les faits cette nouvelle orientation que Paris avait naturellement accueillie avec faveur.

C'est ainsi que le fameux accord sur le stationnement des troupes françaises en Allemagne occidentale a été conclu le 20 décembre. Les discussions à ce propos avaient été amorcées dès le printemps dernier mais l'ancien gouvernement, du fait notamment de M. Schröder, ministre des affaires étrangères, ne montrait que peu d'empressement à aboutir et Paris en éprouvait une visible irritation. Le chancelier Kiesinger et M. Brandt, qui a désormais la charge des affaires étrangères, ont tenu à lever promptement cette hypothèque et ont donné leur aval à l'accord déjà rédigé. C'est donc en vertu d'une convention bilatérale franco-allemande que les quelque 60.000 militaires français sont désormais cantonnés en Allemagne et non plus sous le couvert général des arrangements de l'O.T.A.N.

Au même moment, on annonçait à Paris et à Bonn, un important accord scientifique pour la construction à Grenoble d'un puissant réacteur à très haut flux de neutrons: ce sera le réacteur le plus perfectionné dans le monde entier. Le commissariat français à l'énergie atomique sera maître d'œuvre de l'entreprise qui sera réalisée par les industries françaises et allemandes spécialisées, la direction du nouvel institut (réacteur et laboratoires) étant assurée par un scientifique allemand.

La visite à Paris, au début de l'année prochaine, du chancelier Kiesinger devrait consolider ce nouveau départ dans les relations franco-allemandes. Non pas que celles-ci aient été réellement mauvaises ces dernières années mais elles s'étaient incontestablement dégradées par rapport à la période faste des années 1958-1963, où l'on avait même pu parler d'un "flirt franco-allemand". Les choses devaient changer avec l'arrivée de M. Erhard, qui n'avait pas du tout la même conviction enthousiaste que son prédécesseur dans le caractère prioritaire des relations franco-allemandes et qui laissait au ministre Schröder presque toute l'initiative en matière d'affaires étrangères. Or, sans être francophobe comme on est allé jusqu'à l'en accuser, M. Schröder ne croyait pas dans la nécessité d'une alliance privilégiée entre Bonn et Paris: il ne pouvait y avoir de pareille alliance qu'avec les Etats-Unis.

De plus, une fidélité inconditionnelle à ceux-ci, autre de faire de l'Allemagne l'allié n°1 de Washington en Europe, porterait la promesse d'un soutien américain sans défaillance à la cause de la sécurité de l'Allemagne fédérale et de la réunification allemande.

Le débat qui s'est ouvert ces jours derniers quant au rôle du Conseil supérieur du travail est fort intéressant et met en cause la structure de divers organes consultatifs du même genre. Le CST veut se transformer, modifier son statut; selon son président, M. Laberge, il avait déjà proposé des changements au ministre du travail, mais l'affaire du mémoire de la CIC a jeté la discussion sur la place publique.

Conseil supérieur du travail

Le débat qui s'est ouvert ces jours derniers quant au rôle du Conseil supérieur du travail est fort intéressant et met en cause la structure de divers organes consultatifs du même genre. Le CST veut se transformer, modifier son statut; selon son président, M. Laberge, il avait déjà proposé des changements au ministre du travail, mais l'affaire du mémoire de la CIC a jeté la discussion sur la place publique.

Dans les divers ministères, le gouvernement dispose de fonctionnaires spécialisés qui sont en mesure d'étudier les problèmes et de formuler des recommandations. Il va de soi que les documents qu'ils préparent pour les ministres et le cabinet sont confidentiels. Mais le gouvernement désire parfois obtenir sur diverses questions l'avis de spécialistes de l'extérieur qui acceptent de siéger dans une commission; les travaux de tels organismes sont aussi confidentiels.

Tel est actuellement, dans une large mesure, le statut d'organismes plus importants ou sont représentés des corps intermédiaires et qui tiennent un rôle consultatif auprès d'un ministère. Selon M. Marcel Pepin, le CST ne peut donner son avis qu'au ministre, et uniquement sur les questions que le ministre soumet à son attention. Certains de ses membres désirent qu'il puisse choisir des sujets d'étude, présenter des recommandations et même les rendre publiques. Il aurait ainsi un statut analogue à celui du Conseil supérieur de l'éducation.

Les corps intermédiaires sont appelés à exercer une influence grandissante. M. John son parlait récemment de leur faire une place dans un organisme qui remplacerait le Conseil législatif, et qui sans avoir de pouvoir législatif, tiendrait un droit de veto sur certaines questions importantes, et conserverait à notre régime parlementaire provincial

Le monde

Rien d'étonnant qu'on ait assisté, dès lors, à une lente détérioration dans les relations Bonn-Paris, phénomène dont le général de Gaulle crut devoir faire publiquement la constatation désenchantée lors d'une conférence de presse en 1965. En même temps, Paris pratiquait avec succès une "ouverture à l'Est", en direction aussi bien de l'Union soviétique et du camp socialiste européen que de la Chine. On s'en inquiétait pendant un temps à Bonn et on ne fut réellement rassuré que lorsque de Gaulle, dans sa visite officielle en U.R.S.S. de juin 1966, n'hésita pas non seulement à réaffirmer la fidélité de la France à l'Allemagne fédérale mais aussi à contester la validité juridique de la République démocratique allemande.

L'échec de la politique étrangère du tandem Erhard-Schröder, la déception éprouvée vis-à-vis des Etats-Unis et de l'O.T.A.N., la solitude ou le risque de se trouver l'Allemagne fédérale, l'influence des "nausées" allemandes et le désir de pratiquer une politique dynamique: tous ces facteurs se sont conjugués pour assurer la relance sur des bases nouvelles des rapports Paris-Bonn et la réactivation du traité d'amitié et de coopération. On sait que ce traité prévoit en particulier le développement étroit de la coopération dans les domaines économique, scientifique, technique et militaire ainsi que des consultations étroites, sous la forme notamment de réunions biennuelles des chefs d'Etat ou de gouvernement, des ministres des affaires étrangères, de la défense et des finances.

Tout indique que l'on va assister en 1967 à d'importantes initiatives pour utiliser à plein les organismes déjà existants et en créer de nouveaux. Cette coopération est d'autant plus naturelle que les liens économiques entre les deux pays sont de plus en plus étroits: la France et l'Allemagne sont, l'une pour l'autre, de loin le premier client et le premier fournisseur. L'Office franco-allemand pour la jeunesse (dont l'action a été à peine atténuée par le climat politique des dernières années) consacre chaque année plus de 350 millions à des échanges et contacts entre jeunes des deux pays, avec le concours des universitaires et des associations de jeunesse, cependant que progresse l'enseignement du français en Allemagne et de l'allemand en France.

Si elles ne sont plus associées dans l'O.T.A.N., la France et l'Allemagne le restent dans le marché commun et dans les autres communautés européennes, et c'est beaucoup plus important. Bonn n'est certes pas enclin à pratiquer en tous points la politique étrangère de Paris, et n'est d'ailleurs pas en mesure de le faire mais à l'heure d'un nouvel alignement des forces, il y va de l'intérêt de l'Europe qu'entre les deux capitales se manifeste une large coopération. Bonn entend y donner une nouvelle impulsion et Paris s'en réjouit visiblement.

J.M.L.

certaines avantages du bicastralisme.

La question posée au sujet du CST, et qui vaut pour d'autres organismes semblables, est assez délicate. Ce sont les élus, ministres et députés, qui sont dépositaires du pouvoir politique et qui doivent prendre les décisions; les corps consultatifs sont utiles mais leur influence doit demeurer assez discrète et ne pas empêtrer sur les décisions des gouvernements. Les représentants de corps intermédiaires qui y siègent peuvent penser avec raison qu'ils exerceront une plus grande influence s'ils peuvent se prononcer sur les questions de leur choix et rendre leurs recommandations publiques. Cela risque toutefois de jeter ces conseils consultatifs dans des polémiques et de réduire leur influence réelle auprès des gouvernements.

Les corps intermédiaires ont déjà des moyens de faire connaître leurs vues au public par des déclarations, ou encore dans des mémoires aux gouvernements. En utilisant les conseils consultatifs aux mêmes fins, ils risquent de les dévaloriser. Même s'il y a lieu d'opérer certaines réformes, il faudra tenir compte de la fonction particulière de tels organismes. Le gouvernement se sentirait plus libre et moins engagé à l'égard d'un conseil consultatif qui prendrait des attitudes trop militantes ou partiales.

P. S.

MONTREAL, MARDI, 27 DECEMBRE 1966

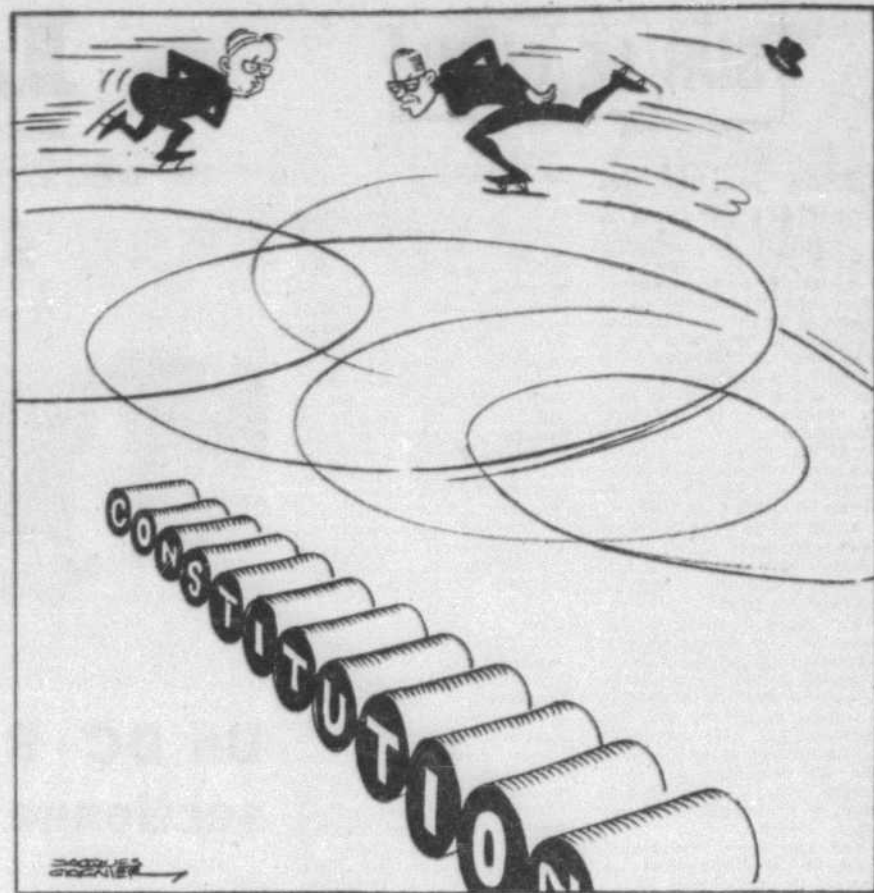
LE DEVOIR

FONDE PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1916
 Claude EVAN, Directeur
 Rédacteur en chef adjoint: PAUL SERGIN
 Directeur de l'information: MARIE CARON
 Trésorier: ARTHUR LEBEVRE

"Le Devoir" est imprimé au 434 St. St. Notre-Dame, à Montréal, par l'imprimerie Populaire, compagnie à responsabilité limitée qui en est l'éditrice. Seule la Presse canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans "Le Devoir".

ABONNEMENTS: édition quotidienne, Montréal, Québec, Lévis et autres villes: \$2.00, 5 mois \$10.00, 1 an \$18.00. Abonnement au Canada: 12 mois \$20.00, 5 mois \$11.00, 3 mois \$6.00. A l'étranger: 12 mois \$25.00, 5 mois \$13.00. Edition du samedi: 12 mois \$8.00. Le ministère des postes a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de la classe de la presse publication.

TELEPHONE: 844-3361



Les sauteurs de barils...

L'EGLISE DE HOLLANDE: GRAND RENOUVEAU OU PROFOND DESARROI?

4 — Le cardinal Alfrink décrit la position délicate de l'épiscopat

par Pierre GALLAY

Au terme de mon enquête en Hollande, le cardinal Alfrink acceptait de me recevoir à l'archevêché d'Utrecht.

Je demandais au cardinal s'il accepterait de répondre à cinq questions que j'avais préparées, en lui disant que je désirais utiliser ses réponses en conclusion de mon enquête, sans pour autant lui faire endosser en quoi que ce soit la responsabilité de ce que j'ai dit moi-même dans les articles précédents. Le cardinal Alfrink a répondu par écrit et en néerlandais, à mes questions. C'est donc une traduction qui est publiée ici.

Les fidèles savent ce que les évêques pensent

Q. — Un certain nombre d'événements survenus au cours de ces dernières années ont donné lieu à des lettres pastorales (16 mars 1965, 27 avril 1965, 9 mai 1965, 18 août 1966) de l'épiscopat hollandais, qui ont attiré l'attention de l'étranger sur la situation de l'Eglise aux Pays-Bas. On a parlé non seulement de crise, mais de menace de schisme. Qu'en est-il?

R. — Votre question vise, me semble-t-il, les lettres pastorales et les publications que l'épiscopat hollandais a fait paraître depuis une année et demie sur des questions théologiques d'actualité.

Vous avez en vue la lettre pastorale sur le sacrement de pénitence, sur l'eucharistie, sur les tendances libérales qui se manifestent à propos de certains articles de foi de l'Eglise, tels que la conception virginale du Seigneur, etc. Je voudrais faire remarquer qu'il y a eu bien d'autres publications de la part de l'épiscopat. Nous avons exprimé notre pensée sur d'autres questions telles que l'oecuménisme, l'intercommunion, la célébration des agapes, le célibat ecclésiastique, l'Eglise dans la lumière de Vatican II, etc.

Il me semble que l'on peut tirer de toutes ces prises de position deux conclusions claires: tout d'abord que la hiérarchie catholique aux Pays-Bas se prononce nettement en public sur les questions qui, à un moment donné, préoccupent beaucoup d'esprits; ensuite, que les fidèles qui veulent savoir ce que leurs évêques pensent sur les sujets en question n'ont pas à rester dans le doute, même si certains ont du mal à admettre que les évêques, dans les circonstances actuelles s'expriment d'une façon plus nuancée que c'était le cas autrefois.

L'insinuation selon laquelle en Hollande on pourrait s'attendre à un schisme se trouve à chaque instant dans la presse étrangère. J'ai réagi à contre maintes fois en public: la dernière fois, c'était au début de la quatrième et dernière session du concile, à Rome, à l'occasion d'une campagne qui, en Italie, s'était déchaînée dans les organes de presse contre la situation néerlandaise. Vous savez sans doute que le pape a clairement démenti cette campagne en faisant insérer ma défense dans l'"OSSERVATORE ROMANO".

La situation liturgique, que vous touchez également dans votre question me semble d'un tout autre ordre.

Maintenant que Vatican II a approuvé l'usage de l'emploi de la langue courante, même dans les parties essentielles des sacrements, je peux comprendre que beaucoup de prêtres considèrent comme une anomalie l'emploi du latin aux moments les plus essentiels de la célébration eucharistique, qui forment le sommet de la prédication de l'Eglise. J'ai la plus grande compréhension et le plus profond respect pour la manière de voir de la Commission liturgique romaine.

Cependant, je souhaiterais qu'on soit disposé à laisser cette matière à la discrétion

Toutefois, cela ne veut pas dire que les évêques n'éprouvent pas d'inquiétude au sujet de la situation en Hollande.

Personne ne peut prévoir l'avenir. Mais, néanmoins, on peut constater que tous les évêques qui repandent des théories qu'on peut à peine ou même pas du tout reconnaître comme catholiques — veulent rester dans l'Eglise.

Il est clair que cela rend la position de la hiérarchie extrêmement délicate et difficile. Sans aucun doute, c'est la mission des évêques de garantir la pureté de foi. Mais leur sollicitude pastorale doit également s'étendre à ceux qui sont en difficulté quant à ce qui concerne la doctrine de l'Eglise.

Q. — La grande franchise avec laquelle sont débattues sur la place publique un certain nombre de questions, telles, par exemple, la distinction entre célibat et sacerdoce, ainsi que la mise en pratique de la liturgie entièrement néerlandaise, ne place-t-elle pas également l'épiscopat hollandais dans une position délicate?

Certains problèmes ne sont pas propres aux seuls Pays-Bas

R. — Dans cette question sont juxtaposés des problèmes d'intérêt inégal.

On se tromperait si l'on pensait que la question du célibat sacerdotal intéresse exclusivement les Pays-Bas. J'ai l'impression parfois qu'elle se pose ailleurs plus gravement que chez nous. Moins publiquement peut-être. Mais qu'on ne se trompe pas. Si chez nous elle est davantage discutée publiquement, cela vient d'une possibilité d'une telle discussion en public, ce qui est dû, en Hollande, aux nombreux moyens de communication sociale qui s'y trouvent et qui font défaut en d'autres pays. Je me suis laissé dire que les déflections de prêtres sont plus fréquentes ailleurs que chez nous. Je ne puis pas le constater.

L'Eglise a, pour des raisons bibliques, théologiques et pratiques, opéré une jonction entre le célibat et le sacerdoce. Je dois dire que des ministres protestants sont intervenus après de moi pour le maintien du célibat sacerdotal dans l'Eglise catholique. Mais, cela ne veut pas dire que l'Eglise ne puisse choisir une autre ligne de conduite, s'il apparaît clairement que son intérêt l'exige. Je veux pourtant ajouter que cela ne ressort pas clairement de l'agitation très tendancieuse de certains groupes; surtout si l'on examine les raisons secrètes qui les poussent.

Il est vrai également que les motifs qui rendaient autrefois le célibat du prêtre acceptable et presque naturel pâlissent dans les conditions de vie actuelle, aux yeux de beaucoup de gens, prêtres ou non, et leur parlent beaucoup moins. C'est pour cela que le célibat devient difficilement supportable. Sans fondement positif le célibat n'est que l'état du non-mariage, ce qui constitue une base trop étroite pour une vie heureuse.

La situation liturgique, que vous touchez également dans votre question me semble d'un tout autre ordre.

Maintenant que Vatican II a approuvé l'usage de l'emploi de la langue courante, même dans les parties essentielles des sacrements, je peux comprendre que beaucoup de prêtres considèrent comme une anomalie l'emploi du latin aux moments les plus essentiels de la célébration eucharistique, qui forment le sommet de la prédication de l'Eglise. J'ai la plus grande compréhension et le plus profond respect pour la manière de voir de la Commission liturgique romaine.

Cependant, je souhaiterais qu'on soit disposé à laisser cette matière à la discrétion

et à la responsabilité de la hiérarchie locale. Je me rends bien compte aussi que la hiérarchie ne peut faire une demande dans ce sens que si elle peut déclarer que le clergé en cause est disposé à s'en tenir aux indications que la hiérarchie donnera.

Q. — De par l'esprit qui l'anime, l'Eglise en Hollande apparaît dans une position d'avant-garde en de nombreux secteurs: oecuménisme, pastoral, liturgique, recherche théologique, etc. Est-ce que ce bouillonnement correspond à un besoin général du peuple catholique ou est-il le fait d'une minorité de prêtres et de laïcs comme on l'entend dire parfois?

R. — Dans une période d'évolution turbulente, comme l'Eglise en connaît aujourd'hui, il est difficile de s'attendre à ce que la communauté des fidèles soit unanime dans ses conceptions. Et de plus il me semble que la situation change selon les problèmes. Des deux côtés on rencontrera des conceptions extrêmes et toutes les nuances possibles. On trouvera en Hollande des gens qui rejettent tout emploi de la langue courante dans la liturgie et il y en a qui veulent tout faire en cette langue. Il y en a qui veulent supprimer tout simplement le célibat et il y en a qui veulent le conserver coûte que coûte. Il y en a qui veulent donner des conceptions libérales en matière de foi une place sans limites — je pense que c'est le fait d'une minorité — et d'autres qui veulent être orthodoxes à l'ancienne mode.

C'est justement ce qui rend la position des évêques si délicate et si vulnérable. Car chacun fait appel à l'épiscopat pour avoir raison, même s'il a sur la position de la hiérarchie dans l'Eglise des idées libérales.

UNE EVOLUTION QUI SACRIFIERA DE REELS AVANTAGES

Q. — La sécularisation dans laquelle l'Eglise en Hollande semble s'être résolument engagée, en matière de politique et de presse par exemple, ne risque-t-elle pas de faire perdre beaucoup à l'Eglise dans un pays cloisonné comme le vôtre, sans rien mettre à la place?

R. — La communauté catholique néerlandaise tient de son émancipation des structures et des cadres très adaptés et très solides. On peut, à ce propos, attirer l'attention sur un système scolaire catholique largement mis en place et bien charpenté, presque unique au monde; sur des moyens de communication catholiques propres comme la presse, la radio et la télévision; sur des organisations sociales catholiques aux ramifications très larges — sur un parti politique catholique, etc.

On a travaillé pendant plus d'un demi-siècle à l'organisation de ce système et pendant plus d'un demi-siècle on en a été fier et heureux. Cette manière d'agir n'était d'ailleurs pas lapanage des seuls catholiques. Les autres groupements dans le sein de la communauté néerlandaise étaient également organisés en partis chrétiens-protestants ou neutres.

Après la deuxième guerre mondiale et surtout au cours de ces dix dernières années s'est manifestée une tendance pour mettre fin à ces cloisonnements.

On cherche une collaboration plus fédérative, la suppression des organismes propres et la création d'organisations générales comme cela existe en d'autres pays.

Il est clair que cette évolution demande le sacrifice réel de nombreux avantages. Mais en même temps nous pensons et nous espérons qu'un rompt avec la façon de faire actuelle la diffusion du message chrétien aura de nouvelles chances.

(Bureau international de presse)

DES IDÉES DES ÉVÉNEMENTS ET DES HOMMES

Le Maroc, royaume médiéval à tendances centrifuges que fédère une armée du XXe siècle

(collaboration spéciale au "Devoir")
par Etienne ROD

Dans un petit livre vieux de cinq ans, d'un prodigieux intérêt folklorique mais dont on n'est pas obligé d'épouser toutes les thèses politiques (1), M. Vincent Montell rapporte une réflexion de M. Abderrahim Bouabid, ministre de l'économie marocaine du 28 octobre 1956 au 27 mai 1960. La voici: "Mohammed V n'a pas été intronisé le jour où il a reçu l'investiture des oulémas (2), mais celui où les policiers français l'ont embarqué de force dans un avion. Depuis ce jour, sa photo a pénétré dans les plus humbles foyers et il est réellement devenu le sultan des "Carrières Centrales" car le peuple l'a considéré comme le premier Résistant du Maroc. La royauté ne sera sauvegardée que dans la mesure où les monarques à venir continueront à incarner les aspirations populaires". M. Montell, qui semble approuver l'opinion de M. Bouabid, relève toutefois aussi — et cette observation s'adresse apparemment aux multiples gouvernements dont M. Bouabid a été l'un des principaux membres — "que le fait berber n'a pas assez été pris en considération".

Tels sont effectivement les deux volets du diptyque marocain. D'un côté, il n'est pas contestable que lorsqu'il régna son Empire, le 16 novembre 1955 après plus de deux ans d'exil à Antsirabé, le sultan Sidi Mohammed ben Youssef fut acclamé par un peuple enthousiaste. En particulier par les habitants des quartiers populaires, voire prolétaires, tels les "bidonvilles" qui ceinturent la capitale économique, Casablanca. D'un autre côté, "el Malik" (3) ne pouvait ignorer les divergences de vue de "son peuple fidèle" dont les aspirations sont fort contradictoires. C'est sans doute pour ce motif primordial que l'une de ses premières préoccupations fut de constituer une armée nationale.

La création de celle-ci était implicitement annoncée dans la déclaration commune franco-marocaine du 2 mars 1956 qui proclama l'indépendance et la souveraineté de l'Empire chérifien. En deux mots, les "Forces Armées Royales" (F.A.R.) furent formées. On verra plus loin de quelle manière. Pour l'instant, on retiendra cet aveu de source officielle: "Des raisons intérieures exigeaient d'aller vite".

(4) Il révèle que, des sa restauration sur le trône de ses ancêtres, celui qui devait échanger quelques mois plus tard son appellation en brin archaïque de "Sultan Sidi Mohammed ben Youssef" contre celle, beaucoup plus moderne, le "Roi Mohammed V" savait qu'il aurait à affronter des périls et conflits intérieurs. Il fallait qu'il dispose de troupes capables de les réprimer.

En définitive, porté au pouvoir surtout par la parti nationaliste d'origine citadine et d'inspiration pan-arabe connu sous le nom prestigieux d'"Istiqal" (mot signifiant indépendance), il devait prévoir d'emblée d'éventuelles réactions de la part des tribus, berbères ou arabes, du monde rural.

Les trois phases

L'analyse des dix années (presque onze) qui se sont écoulées depuis le retour du Maroc à sa complète souveraineté montre qu'il faut distinguer trois périodes essentielles.

La première s'étend du 7 décembre 1955 (date de la constitution d'un premier gouvernement autonome sous un régime politique qui n'est pas

encore celui de la véritable indépendance) jusqu'au 12 mai 1958. La deuxième, de cette date-là au 27 mai 1960. La troisième dure depuis lors.

Pendant la première période, un gouvernement présidé par le Berbère Si Bekkai ben M'Bark, ancien colonel de l'armée française et indéfectible ami du souverain, tenta de concilier les aspirations contradictoires de leaders représentant l'éventail à peu près complet de la constellation politique. Sa tentative déboucha sur un échec.

Durant la deuxième période, on assiste à la marée montante du parti de l'Istiqal qui, s'étant emparé de tous les leviers de commande, entend désormais imposer sa loi. Cependant, cette période doit être elle-même scindée en deux parties. Au cours d'une première étape, du 12 mai au 24 décembre 1958, le pouvoir exécutif, composé exclusivement de membres de l'Istiqal, ne tarde pas à attester qu'à l'intérieur de ce parti monolithique les opinions ne sont pas unanimes: les traditionalistes ne sont pas d'accord avec ceux que, pour simplifier, on appellera les socialistes. Cette dernière tendance l'emporte et, pendant 17 mois, assume les responsabilités gouvernementales sous la présidence de M. Abdallah Ibrahim. Au demeurant, cette évolution engendre la scission de l'Istiqal. Il est amputé de son aile dite "progressiste" en janvier 1959, alors que M. Abdallah Ibrahim et son ministre de l'économie M. Abderrahim Bouabid fondent, avec le concours de M. Mehdi ben Barka, un nouveau parti, l'Union nationale des forces populaires (U.N.F.P.).

Le 27 mai 1960, sous l'impulsion de son fils, le prince héritier Moulay Hassan, le roi met brutalement fin à cette expérience, prend lui-même la présidence du gouvernement et confie à son fils la vice-présidence et la défense nationale. Si le décès de Mohammed V, en février 1961, entraîne à terme un remaniement ministériel, il n'en reste pas moins que le prince, proclamé roi Hassan II, poursuit sa tâche dans la voie où il s'était engagé neuf mois auparavant.

Après avoir fait approuver par référendum populaire, en décembre 1962, une Constitution dite de monarchie constitutionnelle et tenté une expérience parlementaire (1963-65), le roi est revenu, par le biais d'un recours (discutable) à l'article 35 de cette même Constitution, à un régime de monarchie absolue. En effet, en instaurant l'"état d'exception" le 7 juin 1965, Hassan II annonça à ses sujets qu'il endossait jusqu'à nouvel avis tous les pouvoirs, la mesure prise par lui étant destinée à "affirmer l'autorité de l'Etat et à assurer l'efficacité de l'administration".

Le poids des Berbères

Il apparaît assez clairement que cette évolution décennale, à certains égards rétrograde, a été pour partie motivée par des débats de révoltes berbères, rapidement étouffées. Dans le gouvernement constitué avant la proclamation de l'indépendance et qui dura, au-delà de celle-ci, jusqu'au 28 octobre 1956, le ministère de l'intérieur fut dirigé jusqu'en juin par le caïd Lahcen El-Youssef. Ce dernier, "conseiller de la Couronne", entra en dissidence dès qu'il estima que le parti de l'Istiqal occupait une place trop importante. En outre, c'est à la même époque que se situe la création du "Mouvement populaire", porte-parole du monde rural, fondé par deux

anciens chefs de l'Armée de libération, l'ancien capitaine de l'armée française Mahjoubi Ahardane et le docteur en médecine Abdelkrim El Khatib, d'origine algérienne. De même, la sédition d'Addi au Bihi, gouverneur du Taïlalet (1956-57) eut le caractère d'un refus de se soumettre aux ordres de l'Istiqal. Il n'en alla pas autrement de la durable insurrection rifaine (1958-59).

Voilà pourquoi le "Mouvement populaire", interdit par le gouvernement istigialien et dont les chefs avaient été poursuivis pour menées subversives, fut représenté pour la première fois dans le gouvernement formé le 27 mai 1960 par Mohammed V et qui consacrait une sorte de rupture entre le souverain et les deux branches de l'Istiqal. A partir de cette époque, le chef de l'Etat n'a cessé d'affirmer que les ministres sont choisis, non en raison de leur appartenance à tel ou tel parti, mais de leur attachement au trône. Il s'ensuit que, depuis lors, le Maroc est gouverné par des partisans inconditionnels de la politique royale, quelle qu'elle soit.

D'un certain point de vue — mais on comprendra qu'il se situe en dernière analyse à l'antipode de celui implicitement exprimé par MM. A. Bouabid et V. Montell — l'opération chirurgicale exécutée par le gouvernement français le 20 août 1953, non seulement n'a pas porté préjudice à la dynastie alaouite, mais en a prolongé le règne. Mohammed V a été incontestablement investi de la confiance de ses sujets, qu'ils fussent berbères ou arabes, en raison de sa qualité de "premier résistant" et son fils, Hassan II, qui fut son compagnon d'exil, a hérité de cette même aura de gloire. Mais, pour la conserver, l'un et l'autre ont été obligés de sacrifier sur l'autel du berberisme une bonne partie des idées qu'ils soutenaient avant l'indépendance.

L'armée, instrument décisif

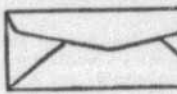
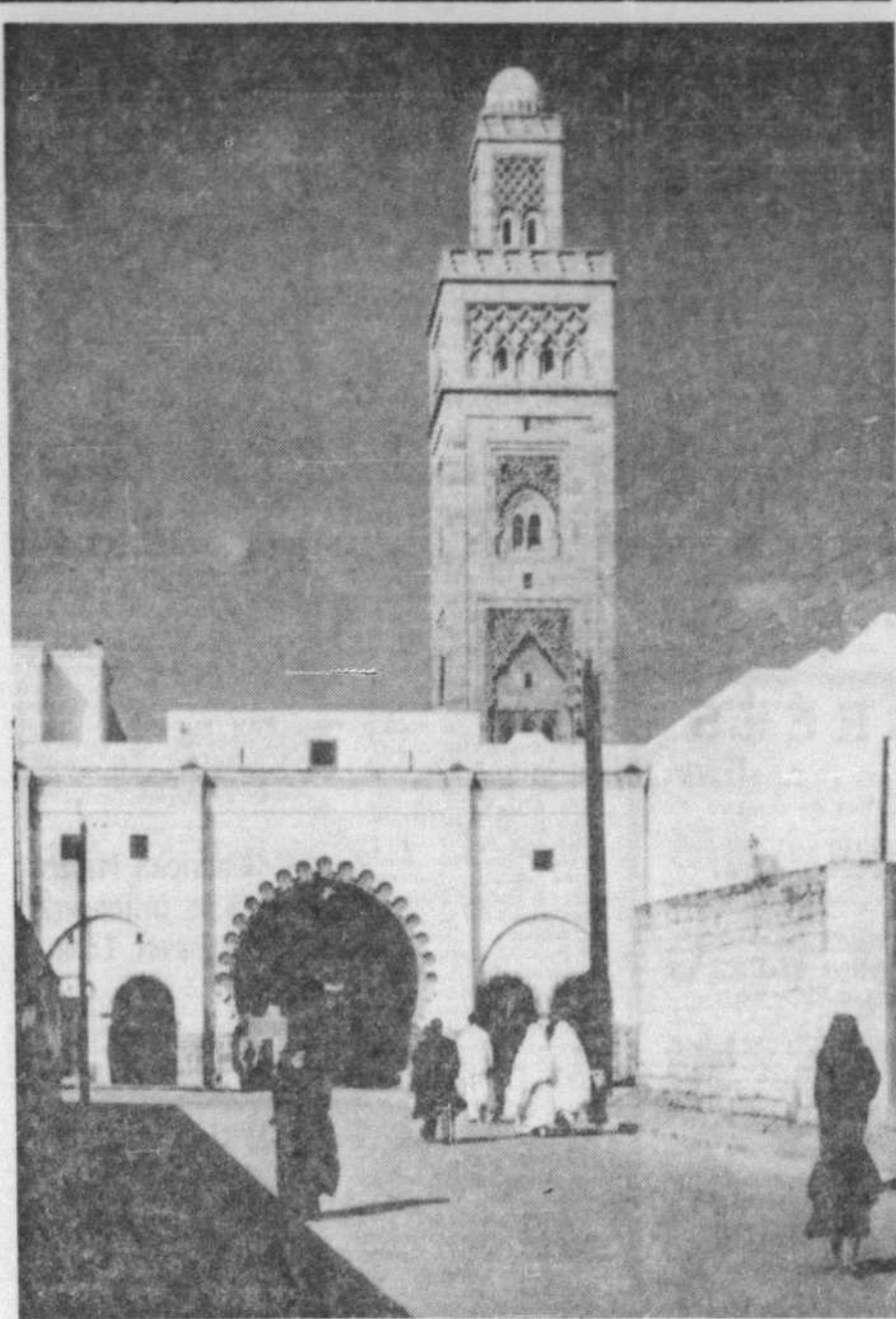
Certes, le gouvernement monarchiste a procédé à la colonisation officielle, énergie électrique, chemins de fer, nombreuses branches du commerce d'exportation, etc. D'autres sont en perspective. Néanmoins, en son essence, le régime actuel ne saurait être qualifié de démocratique. Il aurait plutôt un relent d'oligarchie. En fait, il est conforme à "la nature des choses", comme le dirait Montesquieu, tant il est plus facile d'accepter la réalité telle qu'elle se présente à nous que de vouloir la transformer radicalement. D'ailleurs, les véritables régimes démocratiques sont de plus en plus rares à travers le monde et, en Afrique, on en chercherait en vain un seul. Cependant, comparé à l'Algérie, le Maroc est, pour l'heure, privilégié: il n'a pas subi les traumatismes d'une authentique révolution.

Quant aux F.A.R., elles sont devenues l'instrument indispensable du pouvoir monarchiste: elles furent mises à contribution chaque fois que s'esquissa un mouvement de rébellion. Formées par l'amalgame initial d'unités marocaines transférées par les armées française et espagnole (environ 20.000 hommes), puis par l'incorporation ultérieure d'environ 4.000 hommes issus de l'Armée de libération, elles avaient un effectif de l'ordre de 35.000 à 40.000 soldats de métier (terre, air, mer) au début de cette année. Le 15 juillet dernier, elles se sont enrichies d'un contingent de 5.000 recrues, le roi ayant, par décret du 12 juin 1966, institué le principe du service militaire obligatoire pour tous les citoyens du sexe masculin, de 18 à 50 ans. Elles sont réparties entre six régions militaires couvrant l'ensemble du territoire. Bien équipée, dotée d'un matériel très moderne, cette armée nationale peut jouer un rôle décisif dans les destinées du Maroc. Il lui incombe, non seulement de défendre les frontières (et on a vu en octobre 1963 avec quelle ardeur disciplinée elle s'est portée sur le front maroco-algérien au voisinage de Tindouf), mais de fédérer un royaume médiéval à tendances centrifuges et de concourir avec efficacité au développement économique et social du pays.

Bien entendu et comme il se doit, les F.A.R. ont pour chef suprême le roi en personne, mais elles sont placées actuellement sous l'autorité de M. Mahjoubi Ahardane, ministre d'Etat chargé de la défense nationale, secrétaire général du "Mouvement populaire". Ce "Berbère de choc", selon la pittoresque expression de S. et J. Lacouture (5), a sous son commandement un état-major composé surtout de berbérophones, l'inspecteur général de l'armée (la plus haute dignité) étant le général Driss ben Aomar, qui fit carrière dans l'armée française jusqu'au grade de commandant.

Etienne ROD

(1) Voir "Maroc" par Vincent Montell, Ed. du Seuil, Paris, 1962.
(2) Docteurs de la loi coranique.
(3) Roi, chef suprême.
(4) Voir "Forces Armées Royales" (livre d'or), Casablanca, avril 1962.
(5) Voir "Le Maroc à l'épreuve" par Jean et Simone Lacouture, Ed. du Seuil, Paris, mai 1958.



lettres au DEVOIR

Heureuse initiative

Le journal Le Devoir nous a appris récemment que deux collègues de Montréal avaient pris la décision de se mettre à l'heure du rapport Parent.

Bravo Saint-Laurent et Saint-Marie. Vous avez enfin compris que le moment était venu de remettre sur d'autres épaules

les des responsabilités que d'autres peuvent maintenant accepter. Le geste que vous venez de poser fait mentir nombre de personnes qui ont cru un temps que les collèges classiques s'accrochaient à leurs privilèges. Vous manifestez un heureux désintéressement. J'espère que plusieurs

autres maisons cléricales suivront votre exemple. Des tâches essentiellement pastorales vous attendent et c'est urgent que vous songiez ainsi à adopter un nouveau mode de présence dans la province.

Euclide LANGLOIS
Montréal

S.O.S. au ministre

dants qui devront continuer jusqu'au 10 juin, alors que quelques matières seront déjà complétées? La deuxième raison est la plus importante: puisque nous sommes des étudiants du cours pré-universitaire, l'an prochain nous serons dans des écoles spécialisées ou à l'université et nous ne devrons payer nos cours. En terminant six semaines plus tard nous perdrons environ trois cents dollars de salaire, à raison d'un minimum de cinquante dollars par semaine. De plus, tous les étudiants finissant le 28 avril auront la chance de pouvoir trouver un bon emploi six semaines avant nous. Nous avons en général en 12e C.P.E.S. le même âge que ceux qui termineront le 28 avril et aussi comme eux nous devrons payer nos prochaines années d'étude, il est donc très déplorant pour nous de ne pas jouer des mêmes avantages.

Nous demandons au ministre de bien vouloir reconsidérer sa décision quant à la fin des classes pour la 12e C.P.E.S.

Enfin, nous nous adressons aux parents des étudiants: Parents, si vous jugez que ces deux raisons sont valables, nous vous demandons de faire pression auprès du ministre par le moyen des associations ou des organismes pour lui demander de reconsidérer cette décision; si votre fille ou votre fils perd trois cents dollars en plus de perdre peut-être tout un été de travail, vous devrez de votre portefeuille payer ses dépenses et ses études...

Ghislain BILODEAU
président,
Exécutif de l'A.G.E.M.,
Séminaire de Ste-Thérèse.

Les Canadiens et la coopération internationale

M. l'abbé Marcel Lefebvre signait deux articles dans Le Devoir du 16 novembre et dans celui du 17 (sous le titre de: "Le Canada et la Coopération Internationale") et souhaitait provoquer "des échanges". Je me permets de relever quelques points ayant vécus l'expérience de la coopération.

D'abord M. l'abbé Lefebvre note que trop souvent les Canadiens partent "sans une motivation humanitaire assez profonde". Je dois avouer que ce reproche s'adresse à la grande majorité des coopérants de toutes les races. Pour les Français et les Belges s'engageaient pour la coopération? Ils accomplissent ainsi leur service militaire dans des conditions avantageuses (même financièrement). Il ne faut pas jouer à l'autruche: le facteur monétaire influence plusieurs Canadiens mais beaucoup songent à utiliser les futures économies pour un stage d'études en France. (Je pense que le nombre de ceux qui cherchent "une compensation" des débours professionnels) sont très rares et leur choix doit être imputé au Comité de sélection).

Parlons maintenant du manque d'intérêt que nous témoignons au "mieux-être des Africains". Soulignons d'abord, que les coopérants ne sont pas pris au sérieux. On sait que vous êtes là pour 2 ou 3 ans. De plus, dans les pays arabes, on considère le coopérant comme un substitut nécessaire, bien sûr, mais temporaire (on n'a qu'à se rappeler l'orientation de l'éducation en Algérie, au Maroc, et du principe de l'arabisation). La question des "grands enfants gâtés" que sont les Canadiens exigerait une mise au point: toute la question repose sur la notion de minimum. Il faut éviter de croire au désintéressement pur: quand le Canada donne du bled à l'Inde, croyez-vous que

le gèle ne cache aucune visée politique? L'acte gratuit n'existe pas (même pas pour le missionnaire qui cherche de cette façon à se gagner une belle place au ciel...). Personnellement, la valeur fondamentale de la coopération réside dans l'enrichissement intellectuel, moral et humain (pas dans le sens financier du terme) des coopérants.

Ceux-ci rapportent avec eux une conception du monde débordant les cadres de leur petite maison, de leur auto et de leur chalet. Je doute de la nécessité absolue de "la pénétration théologique du message chrétien de l'amour" dans la préparation des futurs coopérants. Dans un rapport remis à Ottawa, j'avais souligné la nécessité de mieux préparer les candidats (au moins 6 mois à l'avance) et j'avais même suggéré quelques moyens (et sur ce point je tombe d'accord avec l'abbé Lefebvre).

Nous ne sommes pas habitués à la "réussite facile" mais nous comprenons l'importance des études qui assurent la réussite: voilà une nuance essentielle. Dans notre conception québécoise, études signifient succès.

Je concède que plusieurs formes de découragement (je m'en fiche, pas de zèle) guettent impitoyablement le coopérant (surtout s'il est isolé). Mais je crois qu'une des bases du problème de la coopération c'est celui du décalage même entre le niveau des programmes et le niveau des élèves autochtones. Le maintiendront-ils s'accrochant devant nos critères d'efficacité, à été créé par le système des pays qui importent (j'emploie ce terme pessimiste) des coopérants. (Sur ce point, M. B. Girod de l'Ain a publié une série d'articles: "L'Ecole dans le tiers monde", dans Le Monde, début déc. 1966). Je ne cherche nullement à blanchir entièrement les coopérants; ils doi-

Pearson et le Vietnam:

"Il faudra que les belligérants se rendent compte, d'abord, de l'impossibilité d'une victoire"

TORONTO — Le "Star" de Toronto et "La Presse" de Montréal rapportaient en fin de semaine une entrevue accordée par le premier ministre Lester B. Pearson au rédacteur du "Star" à Ottawa, M. Peter C. Newman.

M. Pearson a déclaré dans cette entrevue qu'il supposait que la guerre au Vietnam prendrait fin seulement quand les deux parties se seraient rendu compte que ni l'une ni l'autre ne peut remporter ce qu'on appelle communément une victoire.

M. Newman sollicitait du premier ministre son avis sur différentes questions, à la veille du centenaire du Canada.

Sur le Vietnam, M. Pearson a déclaré: "Je pense que cette guerre du Vietnam ne pourra se terminer qu'au moment où chacun des camps découvrira que la poursuite des combats ne sert plus à rien, que chacun se rendra compte qu'il ne peut triompher au sens conventionnel où l'on gagne une guerre."

"Cela veut dire, a poursuivi M. Pearson, que la guerre va se terminer sans véritable conférence de paix, sans victoire militaire et par une réduction graduelle des opérations guerrières... il pourrait aussi arriver quelque chose comme en Corée."

TENSION EN ASIE

L'homme d'Etat s'est dit d'avis que la tension et les dangers se concentrent au Vietnam, où existe "la menace d'une confrontation militaire écente, et peut-être même atomique, entre les Etats-Unis et la Chine."

Il considère la tension moins forte en Europe qu'elle ne l'était il y a 10 ou 15 ans, ceci dû en partie aux arrangements de sécurité collective élaborés en vertu de l'OTAN.

"Malheureusement, poursuit le premier ministre, l'organisation est en danger de disparaître ou de s'affaiblir à cause justement de son efficacité à réduire les dangers qui l'ont fait naître."

AFFAIRES CANADIENNES

Discutant des affaires intérieures du Canada, M. Pearson a fait du maintien et du renforcement de l'unité nationale le plus important problème à court ou à long terme.

"Un autre problème immédiat, a-t-il dit, est celui de l'administration de l'économie de façon à maintenir l'expansion nécessaire pour avoir le plein emploi et pour garantir une distribution équitable du revenu national."

Discutant des problèmes de la société du 20e siècle, le premier ministre s'est dit d'avis qu'un "changement profond" pourrait être apporté aux institutions parlementaires, et ce "non en rapiécant avec une règle par-ci une règle par-là" pour les mettre à jour.

Considérant le système canadien comme plus avantageux, à la base, que celui des Etats-Unis, il a dit qu'il ne serait pas surpris qu'on en vienne à considérer l'adoption du meilleur des deux comme la solution idéale pour nous.

Sur la question d'une constitution rapatriée, il a exprimé l'avis que le rapatriement de la constitution n'est plus qu'un aspect de la grande question qui consiste à envisager sa modification pour la rendre mieux adaptée aux conditions actuelles.

Mais ce serait, selon lui, "faire une grande erreur que de convoquer une grande conférence fédérale-provinciale sur la constitution à l'occasion du centenaire", ainsi que l'ont proposé les conservateurs. Une telle conférence "ferait plus de mal que de bien", a dit M. Pearson.

Le premier ministre préférait que l'on termine "le travail entrepris pour ensuite soumettre peut-être à un comité parlementaire ce à quoi on est arrivé." Ceci comprendrait la commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Ensuite, des échanges de vues non officiels pourraient être suivis d'une conférence fédérale-provinciale sur les affaires constitutionnelles.

Tenir une telle conférence sans une entente préalable sur des principes de base pourrait "occasionner de grands ennuis, particulièrement en faisant naître des espoirs non fondés."

COURS DE FORMATION SOCIALE

par correspondance

Reconnu par le Ministère de l'Éducation

Annexé à L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Diplôme en fin d'études

Pour renseignements:

INSTITUT DE FORMATION SOCIALE

(Séminaire Social Pie XII)

C.P. 610, Nicolet, P.Q.

ou

Montréal: 2650 est, rue Sherbrooke

Téléphone: 527-8831

VEILLE du JOUR de l'AN

400

MENU

Le Consommé Double Xavier

Lès Huîtres François Villon

ou

Les Ris de Veau Façon "400"

La Pintade à la Saint-Jean-de-Luz

ou

Le Tournedos Bouquetière

Pommes Parisiennes

Têtes de Champignons Fines Herbes

Les Truffes en Surprise

Salade d'Endives et Betteraves

Les Odorants de France

Le Gâteau de la Saint-Sylvestre

Café

DEUX ORCHESTRES

COTILLONS

\$15.00 par personne

VEUILLEZ RESERVER TOT

Appelez Georges à 866-9506

630 ouest, boul. Dorchester angle University

Stationnement gratuit à l'intérieur

RI. 8-6188

Maxime
Nettoyeurs
1415 BOIS FRANÇ
ST-LAURENT

NETTOYEUR

P.M.

Service d'une heure

au comptoir

Service de chemises

8309 ST-DENIS

381-1322

des cours pour tous

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Extension de l'enseignement

SESSION DE JANVIER

ANGLAIS
ANTHROPOLOGIE
CIVILISATION
ÉCONOMIE
ESPAGNOL
GÉOGRAPHIE
GESTION D'HÔPITAL
HISTOIRE
HISTOIRE DE L'ART
LECTURE RAPIDE
LINGUISTIQUE
LITTÉRATURE
MATHÉMATIQUES

PHILOSOPHIE
PROGRAMMATION
PSYCHOLOGIE
PSYCHOLOGIE DES
RELATIONS HUMAINES
RECHERCHE
OPÉRATIONNELLE
RELATIONS
INDUSTRIELLES
SCIENCE POLITIQUE
SCIENCES RELIGIEUSES
SOCIOLOGIE

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Extension de l'enseignement

Casse postale 6128, Montréal 3 Tél.: 342-9398

Le premier Québécois qui rêva d'un conservatoire de musique

C'était imposant, l'autre soir, la réception à l'hôtel de ville de Montréal, à l'occasion du lancement du livre d'Eugène Lapierre sur Calixa Lavallée, premier chef d'orchestre à Montréal, premier metteur en scène d'opéra, premier fondateur d'intention d'un conservatoire de musique et auteur de notre hymne national. C'était imposant et émouvant d'entendre les belles voix de la chorale faire revivre la musique de Lavallée, (à quand le concert consacré en entier à Lavallée?) mais l'artiste et l'homme méritent d'être connus davantage. Sur-tout depuis que quelques écoliers pressés l'ont présenté avec insistance comme un incorrigible bohème, un maladroit ou un sans savoir-faire. Et c'est dans le solide et captivant ouvrage d'Eugène Lapierre qu'on retrouve toutes les lignes de force, les hautes couleurs, les ombres tragiques et les éclatantes clartés de succès inusités au pays, de ce destin hors série, de cet homme du Québec, artiste de cœur et d'âme, travailleur acharné, esprit pratique qui, pour orienter ses compatriotes vers l'art, a tant rêvé d'un conservatoire et qui, un jour, après les succès de son théâtre lyrique à Montréal, avait destiné les profits de ces spectacles à la mise de fonds d'une éventuelle fondation. Lui, le professeur et compositeur sans fortune, il souscrivait avant l'Etat à l'établissement d'un centre d'art musical! Il n'en fut pas mieux reçu à Québec pour tout ça par le premier ministre du temps qui avait déjà dans les oreilles toutes les cloches des locomotives de son chemin de fer en faillite et qui se faisait sonner les matines par les journaux anglais de la métropole!

Bien sûr, Lavallée comme pionnier de l'art musical au Québec a dû subir le rude sort de tous les pionniers, qu'il ait été de plus, souvent victime des circonstances de temps, de lieux, de crises politiques et financières, de l'ignorance mais il y a encore bien d'autres choses. L'histoire de notre hymne national et de son auteur et il faut le dire, tout cela est si peu connu. Et nous avons encore si peu, si peu, même 1966, d'occasions, sur le plan social, d'éveiller la fierté nationale québécoise que le livre d'Eugène Lapierre sur Calixa Lavallée devrait servir avec profit de sujet de cours et de séances d'étude chez les maîtres et leurs élèves, chez les parents et leurs adolescents. Il ne doit pas être défendu de changer de sujet, de temps à autre, et cela reposerait bien des gens, à commencer par les parents et les enfants, des rengaines pseudo-scientifiques qui nous cassent l'entendement depuis un bon moment.

Les pages sur le mouvement artistique, le monde musical, la culture intellectuelle et les concerts de charité à Montréal sont d'une lecture absolument savoureuse et comme histoire de la civilisation canadienne, cet ouvrage devrait se trouver dans les bagages de retour de nos visiteurs de l'an prochain qui voudraient nous connaître sous notre vrai jour plutôt que par les lunettes noires de la littérature romanesque actuelle.

Fort heureusement, il y a déjà eu au pays, en faveur de Lavallée, un geste des Montréalais en 1874 qui vaut son pesant d'or et mérite d'être mieux connu.

Lavallée ne vivait que pour la musique, quant à en tirer des bénéfices pour assurer son existence, ça c'était une autre affaire. A cette époque l'art n'était pas commercialisé et "financé" comme aujourd'hui. Toutefois, les activités musicales devant public de Lavallée, ont toujours eu bonne presse et l'auteur de la biographie peut citer fréquemment au cours de son ouvrage, des extraits d'articles qui rendaient compte des grands succès de Lavallée en concert, ce qui se produisait une cinquantaine de fois par année quand il était à Montréal. Les mécènes ont toujours été rares dans notre pays mais notre Lavallée eut pourtant des protecteurs, notamment Léon Derome, homme d'affaires à l'aise apparemment, très généreux à coup sûr. Amateur de musique classique, M. Derome, dès 1855 avait pensé envoyer son protégé étudier

à Paris tout en le conduisant, un jour, chez un musicien européen établi dans la métropole. Cependant ce n'est que le 13 mars 1873 que les journaux annoncent un événement d'importance dans le monde musical: un concert de Lavallée qui devait se faire entendre avant de partir pour l'Europe. Dans l'Opinion Publique de Montréal, le journaliste L.O. David, terminait son article en faveur de ce concert par les vœux que voici: "Nous espérons que la prochaine fois qu'il (Lavallée) reviendra dans notre ville, ce sera pour y rester. Puisse le temps venir, où les hommes de talent ne seront pas obligés d'aller à l'étranger pour trouver un champ digne de leur ambition!"

Le public montréalais répondit chaleureusement à l'attente du musicien, des organisateurs et des journalistes: le concert remporta un grand succès et quelques semaines plus tard le compositeur québécois se présentait chez Marmontel à Paris. Il s'inscrivait aussi au cours de Bézou au Conservatoire et à celui de Boieldieu. Mais il y a quelque chose de plus extraordinaire dans cette histoire. Le billet de traversée, ça permet de partir mais comment l'artiste qui redoublait l'éleve allait-il vivre là-bas? Le bon Monsieur Derome organise une tournée de ses amis et connaissances; tout le monde s'engage à souscrire de façon à expédier au Canadien de Paris une somme de quatre-vingts dollars par mois! Et l'engagement fut honoré par chacun des signataires. Pour le faire revenir, ce fut aussi simple ou aussi compliqué! C'est encore un concert populaire organisé, cette fois, par A.-J. Boucher, fondateur de la maison du même nom, avec au programme une cantate de Lavallée, qui permit d'offrir au musicien son billet de retour sur le Nova Scotia. On comprend que les Montréalais ne voulaient pas risquer de voir leur "étoile" se balader dans le ciel artistique d'un autre continent!

"Dans tout ceci — il faut le souligner — remarque l'auteur, Lavallée semble appartenir d'ores et déjà à la collectivité. On le supporte en Europe parce qu'il est le "musicien national", cela, quinze ans avant l'O Canada!"

En dépit de tant de succès et de réussites diverses et de tant de travail au bénéfice de ses compatriotes, le compositeur canadien n'aurait jamais vraiment engagé par l'Etat, plutôt ruiné par lui, devait tomber malade à Boston au cours d'une tournée de concerts avec les Jehin-Prune et mourir dans cette ville américaine. Il n'avait pas cinquante ans! Il fut inhumé au cimetière Mount Benedict. Sa première pierre tombale portait par la force des choses une inscription rédigée en langue anglaise: "Calixa Lavallée, died, January 21, 1891." Pour le Canada français c'était la perdre deux fois. Mais le 13 juillet 1933, grâce aux bons offices et à la ténacité de son biographe, Eugène Lapierre, la dépouille de Calixa Lavallée fut ramenée à Montréal et à jamais fixée au cimetière de la Côte-des-Neiges.

L'auteur de notre hymne national a eu une vie aussi extraordinaire que la plupart des grands auteurs, des grands compositeurs de toutes les époques. L'ampleur de ses succès et de son œuvre et la profondeur de ses revers, dus pour la plupart à l'incompréhension et au manque de vision des politiciens en place, en ferait un sujet de choix pour un auteur dramatique qui révélerait grand et tendrait à laisser une œuvre de valeur pour la scène canadienne.

Comme le rappelle le maire de Montréal, l'autre jour, à l'hôtel de ville, 1967, l'année de l'Exposition universelle au Canada, est aussi l'année des centennaires: le 100e anniversaire de la Confédération, le 325e anniversaire de la fondation de Montréal et le 125e anniversaire de la naissance de Calixa Lavallée. C'est bien le moins que les Montréalais mettent la biographie de l'auteur d'O Canada dans leur bibliothèque et qu'on la fasse connaître à la jeunesse qui ambitionne la création artistique. Lui souhaitait par ailleurs, avec toute l'aide dont elle bénéficie de la part des autorités gouvernementales, de trouver, le temps et le goût d'édifier une œuvre pour le moins aussi consistante et importante que celle de Lavallée.

Germaine BERNIER

Le système métrique fait plus de progrès aux E.-U. qu'au Canada

OTTAWA — Les Etats-Unis, contrairement au Canada, songent sérieusement à implanter le système métrique de poids et mesures au lieu du système anglais présentement employé en Amérique.

M. I. E. Howlett du Conseil national de recherches, lui-même en faveur du changement au système métrique, déclarait récemment que le Canada ne semble pas intéressé outre mesure à l'adoption de ce nouveau système. "Plusieurs personnes en parlent de temps à autre mais rien d'officiel ne se fait," d'ajouter M. Howlett.

Chez nos voisins du Sud, toutefois, on a déjà commencé à agir et la compagnie Ford Motor a annoncé dernièrement qu'elle procéderait à une enquête au sein de son industrie afin de déterminer les effets d'un tel changement.

Il est reconnu que le système métrique est plus pratique et infiniment plus simple à manipuler que les mesures anglaises de pieds, pouces, verges ou livre et once dans le cas des poids.

L'Angleterre même songe à se départir de son système de pieds et pouces car elle en est venue à la conclusion que le système métrique possède beaucoup plus d'avantages et il apparaît que la transformation sera effectuée d'ici 1975. Les Anglais ont de plus décidé de faire emploi du système décimale qui serait mis en œuvre avant 1973.

D'après M. Howlett, le changement au système métrique ne serait pas aussi complexe qu'on serait porté à le croire.

Il est fou, ce Fontaine



Drôle, fou, marrant, amusant, tordant, drolatique, déridant, desopilant... c'est Frank Fontaine, le "Crazy Guggenheim" du "Jackie Gleason Show". Et quand vous n'en pourriez plus de rire, vous vous reposez en dansant au son de l'orchestre de Nick Martin ou du trio de Joe Settano. Du 26 au 31 décembre, c'est un rendez-vous. Pour réserver, appelez 861-3511.

à la Salle Bonaventure du Reine Elizabeth



Le vol Air France Montréal-Paris de l'avant-veille de Noël était placé sous le signe de la chanson et de la fantaisie. Normand Hudon, Gilbert Bécud et Pierre Duda (de gauche à droite) étaient en effet du voyage. Sur notre photo, prise à Dorval quelques minutes avant le départ, le caricaturiste-humoriste-chansonnier Hudon suit les réactions de Bécud qui écoute avec attention la dernière histoire de Quin-Quin, que lui conte Duda. Normand Hudon partait passer quelques jours de vacances en Europe. Gilbert Bécud rentrait d'une tournée particulièrement chargée au Québec. Pierre Duda, qui s'est installé depuis quelques années au Québec, s'en allait passer Noël en Suisse, son pays. Avant de partir, Duda a enregistré deux chansons que son éditeur mettra incessamment sur le marché pour répondre à l'invitation du maire Drapeau qui a lancé récemment, comme on sait, l'opération "Montréal en chansons."

Parmi les voyages possibles de de Gaulle, en 1967 : Montréal!

PARIS. — Le général de Gaulle voyagera en 1967. De plus, son accession à la présidence de la République en 1959 n'y a pas eu d'année sans voyage. Il n'y a pas eu d'année sans que le Boeing ou la Caravelle présidentiels ne se posent sur l'un des cinq continents: à Cochamba ou à Ispahan, à Dakar ou à Baïkonour, à Hambourg ou sur un atoll du Pacifique.

Les voyages de 1967 sont une certitude. Mais sur quels pays le président de la République jettera-t-il son dévolu? Aucune indication n'a encore été fournie à ce sujet à l'Élysée pour la raison que le général de Gaulle n'a encore fait à personne la moindre confidence sur ses projets. Un seul voyage, cependant, semble certain, celui de Varsovie au printemps, après les élections législatives françaises.

Il semble, en effet, qu'au cours d'un déplacement à l'étranger, aura lieu avant le mois de mars, l'invitation à être faite officiellement par l'intermédiaire de M. Couve de Murville quand il s'est rendu en Pologne, et plus récemment directement au chef de l'Etat par l'ambassadeur polonais à Paris. Une réponse affirmative a été donnée. La question de savoir si le général de Gaulle ira seulement en Pologne ou bien si, au cours du même voyage, il visitera plusieurs capitales des pays de l'Europe orientale, au premier rang desquelles Bucarest et Prague.

Pour conserver les viandes, l'irradiation!

PARIS. — La guerre du Vietnam aura eu peut-être une conséquence inattendue: le développement à grande échelle d'une nouvelle technique de conservation des aliments: l'irradiation. C'est ainsi que pour approvisionner suffisamment en viande les militaires américains, on apprend que la Commission américaine de l'énergie atomique, en coopération avec les départements de la défense et du commerce, vient de lancer un appel d'offres à l'industrie américaine en vue de la construction d'une usine pilote d'irradiation de la viande, dont la capacité minimum annuelle atteindra un million de livres.

Il s'agit là d'un pas important franchi par les autorités et les spécialistes américains dans un domaine où la controverse restait grande. Bien qu'appliquée depuis longtemps déjà aux Etats-Unis, au Canada et en Union soviétique pour la conservation des pommes de terre, du blé et de la farine, cette technique n'avait jamais été utilisée pour la viande et les volailles. Il semble donc que les recherches en laboratoire aient prouvé que le traitement par irradiation, qui permet des délais de conservation beaucoup plus longs, puisse s'appliquer sans danger pour les consommateurs, aux viandes, bien que certains spécialistes redoutent encore la possibilité d'effets chimiques nocifs.

La production d'aliments ainsi traités sur un plan commercial pourrait commencer aux Etats-Unis dès 1967, avec le lancement de jambon et, en 1968, avec celui de poulet, de crevettes et de viande de porc.

Les oiseaux sont un danger croissant pour les avions

WASHINGTON. — Les oiseaux représentent un danger sans cesse croissant pour les avions civils et militaires en vol, révèle un rapport de l'armée de l'air américain.

Rien que pour les appareils militaires, les dégâts causés par des oiseaux atteignent 10 millions de dollars par an.

Le rapport, présenté au congrès de l'Association américaine pour les progrès scientifiques (American Association for the Advancement of Science) précise que les dégâts sont causés, principalement par les oiseaux, qui aspirent les mo-

teurs à réaction. Mais des avaries de toutes sortes sont également imputables à la gent plumée: leur nombre s'est élevé en 1965 à 839 pour les appareils militaires, soit six fois plus que l'année précédente. Pour les appareils commerciaux, on estime le nombre des avaries à 300 par an et à 500 pour les appareils privés, mais ces statistiques ne sont pas aussi précises que pour les appareils militaires, les compagnies commerciales et les pilotes particuliers n'étant pas tenus de signaler les incidents de cette nature aux autorités.

Et puis, peut-être un jour une visite à Alger.

Un autre déplacement va de soi puisqu'il est traditionnel: la visite annuelle du président de la République française à Bonn, dans le cadre du traité de coopération franco-allemand. Un autre enfin est éventuel: celui à Rome, au début du printemps, en réponse à l'invitation de M. Amintore Fanfani, ministre des affaires étrangères d'Italie, à une conférence des "Six" au sommet. Mais aucune décision n'a encore été prise et des conversations doivent s'ouvrir entre les "Six" par la voie diplomatique à ce sujet.

Au Canada? Quant au reste, on entre dans le domaine des hypothèses. Au premier rang de celles-ci figure bien entendu un voyage du général de Gaulle à Montréal à l'occasion de l'inauguration de l'Exposition universelle. Le chef de l'Etat y a été officiellement invité et a donné une réponse affirmative de principe. On sait l'attention toute particulière qu'il porte au Canada français.

Le projet d'un voyage en Asie semble d'autre part exister: le Japon — dont il a été déjà question à plusieurs reprises — mais aussi l'Afghanistan, le Pakistan, l'Inde et le Népal, pays où le général de Gaulle a été invité.

L'idée d'un voyage au Moyen-Orient n'est pas exclue: Beyrouth, où le chef de l'Etat rendrait ainsi la visite que lui a faite à Paris en 1965 le président de la République libanaise, figurerait alors en tête d'une liste qui pourrait également comprendre d'autres capitales, dont Damas.

Enfin demeure un projet — qui semble difficilement réalisable pour cette année mais qui pourrait se réaliser plus tard au cours de ce septennat — celui d'un grand voyage à travers toutes les capitales de l'ancien empire français de l'Afrique Noire.

Smallwood se fait voler des cadeaux!

ST-JEAN, (N.-N.). — Le premier ministre de Terre-Neuve M. Joseph Smallwood, qui est né la veille de Noël il y a 66 ans, est d'avis que le destin n'a pas joué en sa faveur.

Il a déclaré hier qu'il avait passé un Noël charmant en compagnie de sa famille à Roche Line, à environ 50 milles de St-Jean. Toutefois il n'a pas pu s'empêcher de faire quelques remarques. "Tous ceux qui me font un cadeau à Noël devraient m'en donner deux, un pour ma fête et l'autre parce que c'est Noël."

"Pour moi la chose est très simple mais elle ne le semble pas pour ceux qui me font des présents et j'aboutis toujours avec seulement un cadeau au lieu de deux."

"Je crois que c'est une injustice flagrante et je me fais voler un cadeau à chaque année."

Mais M. Smallwood, qui se veut bon vivant, a terminé en déclarant que même s'il ne recevait qu'un présent, il était très satisfait de son sort."

AIDE GOUVERNEMENTALE INSUFFISANTE

Les cultivateurs du bas St-Laurent ne sont pas contents

RIMOUSKI. — L'Union catholique des Cultivateurs juge insuffisante l'aide financière que le gouvernement propose d'accorder aux quelque 3,750 fermiers de la région du bas Saint-Laurent dont les récoltes ont été endommagées par la sécheresse l'été dernier.

L'organisme vient de faire parvenir un télégramme au premier ministre Daniel Johnson pour lui exprimer son mécontentement.

Les cultivateurs estiment qu'il est du devoir de l'Etat, vu l'absence d'un programme d'assurance-recolte, de les aider davantage particulièrement lorsqu'ils habitent une région économiquement faible.

Le gouvernement a annoncé récemment qu'il versera un subside de \$5 la tonne pour le foin acheté à l'extérieur de la région. Cette aide doit s'appliquer au transport du foin.

L'UCC demande que le montant de ce subside soit porté à \$10 la tonne et réclame en outre que le gouvernement garantisse les emprunts que les fermiers pourraient être dans l'obligation de contracter pour acheter du foin.

L'organisme souligne au premier ministre que déjà plusieurs cultivateurs ont dû réduire leur cheptel par suite d'un manque de fourrage, ce qui se traduira éventuellement pour eux, par une diminution de revenus.

Hydro-Québec

La menace d'une journée d'étude se précise

L'Hydro-Québec a rejeté hier une suggestion du syndicat d'accélérer la procédure de grief de façon à ce que le tribunal décide dès cette semaine de l'interprétation qu'il faut donner à l'article de la convention collective qui touche les congés des fêtes.

Hier, après consultation avec les différents dirigeants régionaux, les chefs du syndicat des employés affilié au Syndicat canadien de la fonction publique ont offert à la compagnie d'aller à l'arbitrage dès cette semaine afin de permettre aux employés, si le jugement est favorable, de prendre congé le lendemain du Jour de l'An. La compagnie a refusé.

On sait que selon l'interprétation qu'elle donne à la convention collective, l'Hydro-Québec a décidé de ne pas accorder congé à ses employés syndiqués le lendemain de Noël, vu que la fête tombait cette année un dimanche.

Le président du syndicat, M. Jean-Claude Dion, et les autres dirigeants du syndicat communiqueront donc aujourd'hui encore avec les représentants régionaux pour décider de l'attitude à suivre à la suite du refus de la compagnie d'accélérer la procédure. Il n'est pas impossible qu'au terme de cette deuxième consultation, le syndicat invite ses membres à tenir une "journée d'étude" qui correspond à toutes fins pratiques à une grève de 24 heures.

Hier les employés syndiqués ont travaillé comme à l'accoutumée, bien qu'il y eut quelques absences, jugées normales par un porte-parole syndical.

UN CADEAU

original pour le

Nouvel An

LE DEVOIR

Offrez un abonnement

à vos

AMIS — PARENTS

RELIGIEUX — EMPLOYÉS, Etc.

Postez ce coupon à C.P. 6033, Montréal 3

Tarifs annuels: livraison à domicile: \$25.00
Montréal, Québec, Lévis et banlieues: \$25.00
Ailleurs au CANADA: \$30.00 — A l'étranger: \$35.00

Recevez la somme de \$..... qui servira à abonner la ou les personnes suivantes:
(S.V.P. écrire en lettres moulées)

NOM.....

ADRESSE.....

"LE DEVOIR" fera parvenir en votre nom, une carte de souhaits au bénéficiaire

DONATEUR.....

ADRESSE.....

On obtient un supplément d'information en s'adressant à:
Service du tirage, "Le Devoir", 434 est. Notre-Dame — 844-3361

Postez ce coupon à C.P. 6033, Montréal 3

Tarifs annuels: livraison à domicile: \$25.00
Montréal, Québec, Lévis et banlieues: \$25.00
Ailleurs au CANADA: \$30.00 — A l'étranger: \$35.00

Recevez la somme de \$..... qui servira à abonner la ou les personnes suivantes:
(S.V.P. écrire en lettres moulées)

NOM.....

ADRESSE.....

"LE DEVOIR" fera parvenir en votre nom, une carte de souhaits au bénéficiaire

DONATEUR.....

ADRESSE.....

On obtient un supplément d'information en s'adressant à:
Service du tirage, "Le Devoir", 434 est. Notre-Dame — 844-3361

potins financiers

QUALITÉ

1967 verra la
situation se stabiliser

D'après M. John M. Keith, président de l'Imperial Tobacco du Canada Limitée, l'économie canadienne continuera de se bien porter en 1967.

Il y aura abondance de travail et les revenus resteront élevés durant l'année. Il est possible, pourtant, qu'il n'y ait pas assez d'emplois pour tous les nouveaux venus sur le marché du travail. Pour ce qui est des revenus personnels disponibles, ils demeureront à leur niveau record, ce qui assure une forte demande de biens de consommation et de services.

Cependant, le rapport productivité - coûts constitue le problème principal auquel l'économie canadienne devra faire face au cours de 1967. En effet, la productivité n'augmente pas aussi rapidement, proportion gardée, que les coûts, qu'il s'agisse de main-d'œuvre ou d'autres frais. Et le problème de la plupart des manufacturiers canadiens, c'est de réussir à comprimer leurs prix de revient dans les circonstances.

Il semble qu'en 1966 les profits des entreprises égalesront probablement ceux de l'année précédente ou les dépasseront légèrement. Il faut par contre s'attendre à ce qu'ils soient inférieurs en 1967.

Les dépenses de capital sont élevées d'environ 15 p.c. en 1966; il ne faut pas compter sur un pourcentage aussi substantiel en 1967.

Dans l'industrie du tabac les mêmes conditions prévalent. L'on s'attend à une augmentation de 6 à 7 p.c. de ventes des produits du tabac à moins de circonstances imprévues. Par contre, des augmentations marquées des prix du tabac en feuilles de la dernière récolte et du coût de la main-d'œuvre seraient susceptibles d'affecter les prix de vente et les profits.

L'économie canadienne continuera de se bien comporter durant l'An Nouveau

Selon le président de l'Imperial Tobacco du Canada Ltd.

L'économie canadienne est essentiellement saine et 1967 verra cette situation se stabiliser, selon le numéro de décembre de Canadian Realty News.

Ce bulletin de nouvelles est publié par Tankoos Yarmon Limited, de Toronto, la plus importante firme canadienne de placements immobiliers.

La demande domestique est active, la dépense personnelle, élevée et on n'enregistre qu'un très léger excédent de la production industrielle. Le produit national brut devrait augmenter de 7 pour cent pour atteindre \$61 millions. A cause de la hausse des prix, le rythme de croissance réel sera plus lent qu'au cours des trois dernières années pendant lesquelles il a atteint en moyenne 6,5 p.c. par année.

Canadian Realty News prévoit que les conditions de crédit ne s'amélioreront pas avant l'été malgré des indications positives permettant d'espérer une diminution des taux d'intérêt des sources nord-américaines de capitaux. Cependant, il ne faut attendre aucune diminution importante des taux d'intérêt sur prêts hypothécaires, en tout cas pas avant la moitié de 1967, et cette prévision se trouve confirmée par la récente hausse du taux d'intérêt des prêts hypothécaires garantis par le gouvernement qui s'établit désormais à 7 1/4 p.c. Le volume des prêts des organismes privés a diminué considérablement cette année par rapport aux chiffres records enregistrés en 1965, et il est peu probable que la situation s'améliore avant l'été prochain, tout

jours selon Canadian Realty News.

Le montant des dépenses de capital pour la construction de l'équipement sera d'environ 10 pour cent plus élevé qu'en 1966. Le bulletin souligne que la fin de l'Expo 67 atténuerait la grave pénurie de main-d'œuvre et de matériaux qui affecte l'industrie de la construction, mais il est possible que les mauvaises conditions de crédit retardent la mise en chantier de certains nouveaux projets. Les programmes de construction ne devraient cependant subir aucune amputation.

L'année prochaine devrait être une année prospère pour les firmes de placements immobiliers malgré le ralentissement possible des ventes d'immobiliers inscrits chez plusieurs courtiers faisant suite à la hausse de 20 pour cent de l'année dernière qui a porté le montant des ventes à environ \$1.000 millions.

Somme toute, selon Canadian Realty News, 1967 devrait être une année satisfaisante pour les affaires en général.

SOCIÉTÉ D'ENTREPRISE DU CANADA

L'Assemblée générale annuelle des actionnaires de Société d'Entreprise du Canada se tiendra au 3703, Avenue Dupuis, Montréal, P. Qué., le 10 janvier 1967, à 11.00 heures de l'après-midi.

Par ordre du conseil d'administration.

Jean-P. BOURSIER
assistant-secrétaire

Dividendes

1. McBrine Co. Ltd., 50 cents l'action privilégiée, 1er janvier, inscription le 16 décembre.

Maher Shoes Ltd., 15 cents l'action privilégiée, 12 cents l'action ordinaire, 3 janvier, inscription le 16 décembre.

British International Finance (Canada) Ltd., 3 cents l'action de classe A, 30 décembre, inscription le 23 décembre.

Brazilian Light and Power Co. Ltd., 25 cents l'action ordinaire, 31 janvier, inscription le 3 janvier; \$1,50 l'action privilégiée, 29 décembre, inscription le 15 décembre.

AVIS DE DIVIDENDE

ENAMEL & HEATING PRODUCTS LIMITED

Le 15 décembre 1966, le Conseil d'Administration de ENAMEL & HEATING PRODUCTS LIMITED, SACKVILLE, NEW BRUNSWICK, a déclaré un dividende trimestriel de 12 1/2 cts par action sur la classe "A" du capital-actions de la Compagnie, payable le 21 janvier 1967, aux actionnaires inscrits au 21 décembre 1966.

**A.R. FRENCH
SECRÉTAIRE**

LOUEZ une auto!

Connaissez-vous les avantages à louer une automobile?

Pour informations

Contrat de 12 ou 24 mois

Nous achetons et payons votre automobile comptant

Téléphone : 658-8723 — 861-0181

Distributeur de : Pontiac, Buick, Acadian, Beaumont, Camions G.M.C.

a. hervé hébert & associés inc.

actuaire-conseils

MONTREAL
1115 SHERBROOKE OUEST
TEL.: 844-7881

QUEBEC
42 RUE STE-ANNE
TEL.: 529-5349

VALEURS DE PLACEMENT

Jacques Legaré & Cie
LIMITÉE

QUEBEC MONTREAL

conformité avec les clauses de l'offre. Cette dernière fut faite le 28 novembre 1966 et il avait été stipulé qu'elle demeurerait ouverte pendant 4 mois, à partir du 28 novembre 1966.

MARCEL CLEMENT

[illegible]

QUÉBEC MONTREAL



Bernard Geoffrion menace le record de Jean Béliveau, étant devenu le 4e meilleur compteur de la ligue Nationale avec un total de 381 buts. Il n'est plus qu'à onze buts de la marque de Béliveau. Ce dernier, blessé à un œil, demeure toujours au repos forcé et on ne sait pas quand il pourra revenir au jeu.

Geoffrion, le Père Noël des New Yorkais

CHICAGO. — Un but de Bernard Geoffrion, tard au deuxième engagement, s'est avéré suffisant aux Rangers de New York qui ont remporté dimanche une victoire de 1-0 sur les Black Hawks de Chicago.

Il s'agissait du 10e but de Geoffrion et son cinquième en trois jouées et pour les Rangers leur huitième triomphe en neuf rencontres. New York est maintenant installé au premier rang du classement de la ligue Nationale avec quatre points de priorité sur Chicago.

Ceux-ci n'ont réussi que quatre lancers sur Ed Giacomin au cours du dernier vingt et 27 pour l'ensemble de la jou-

Geoffrion passe au 4ème rang des meilleurs compteurs de la ligue Nationale de hockey

Un but de Don Marshall, son 15e de la saison, avec seulement 33 secondes de jeu encore à faire en période finale, a valu une victoire de 4-3 aux Rangers de New York sur le Canadien samedi soir, au Forum.

Le fait saillant de la jouée cependant a été les deux buts de Bernard Geoffrion, ses 379 et 380es de sa carrière dans la LNH, le plaçant seul au quatrième rang de la ligue Nationale immédiatement après Gordie Howe, Maurice Richard et Jean Béliveau. Il s'agit-

Le 30e blanchissage de Johnny Bower

TORONTO. — Le vétéran gardien de but Johnny Bower a réussi le 30e blanchissage de sa carrière samedi soir pour aider les Maple Leafs de Toronto à disposer des Bruins de Boston au pointage de 3-0.

Les compteurs des Leafs

Les Tchèques attendus de pied ferme

TORONTO. — L'équipe d'Etoiles de la ligue Junior A de l'Ontario sera très puissante lorsqu'elle recevra la visite de la formation nationale tchèque demain soir.

Le pilote Eddie Bush, du Hamilton, et le gérant Jim Gregory, des Malboros de Toronto, ont annoncé leurs choix hier.

Ian Young, du Oshawa, qui butera dans les filets et sera assisté par Gerry Gray, du Hamilton, et Larry Howes, du St. Catharines.

Les quatre meilleurs centres du circuit seront présents soit Walt Tkacuk et Don Luce, du Kitchener, Gary Uhl, du London, et Derek Sanderson, du Niagara.

Les ailiers seront Mickey Redmon, John Vandenberg et Gary Monahan, du Peterborough; Tim Ecclestone, du Kitchener; Larry Pleau, des Canadiens juniors; John Mercer, du London; Gerry Meehan, du Toronto; et Dan Lawson, du Hamilton.

Enfin, les joueurs de défense seront Brian Glennie, du Toronto, Nick Beverly, d'Oshawa, Jim Dorey, du London, Tom Reid du St. Catharines, et Rickey Ley, du Niagara.

les compteurs de la L.N.H.

	B	A	P	S
Mikita, Chicago	14	29	43	
Rousseau, Can.	9	21	30	
Goyette, N.Y.	3	27	30	
Wharram, Chicago	16	13	29	
Gilbert, N.Y.	16	10	26	
Marshall, N.Y.	15	10	25	
Geoffrion, N.Y.	10	15	25	
Ullman, Detroit	8	17	25	
Howe, Detroit	7	17	24	
Hull, D., Chicago	12	11	23	
Kelly, Toronto	8	15	23	
Pilon, Chicago	3	20	23	
Hull, B., Chicago	13	8	21	
Connelly, Boston	9	12	21	
Delvecchio, Detroit	7	14	21	
Keon, Toronto	7	14	21	
Ingarfield, N.Y.	7	13	20	

Toronto défait Boston 4-2

BOSTON. — Jim Pappin a marqué deux buts et Red Kelly a fourni un but et deux passes pour permettre aux Maple Leafs de Toronto de l'emporter au compte de 4-2 dimanche aux dépens des Bruins de Boston.

Les Leafs, qui avaient blanchi Boston la veille à Toronto, ont reçu un solide coup de main de la part de leur vétéran gardien de but Johnny Bower qui a repoussé 35 rondelles, comparativement à seulement 22 pour Ed Johnston des Bruins.

L'autre compteur des Leafs a été Larry Jeffrey, tandis que John McKenzie et Jean-Paul Parisse ont enfilé ceux de Boston. C'était le premier but pour Parisse et Boston n'a récolté qu'une victoire et deux joutes nulles au cours de leurs dernières 14 parties.

Ferrari à Daytona

MODÈNE. — Trois Ferrari participeront le 4 février aux 24 heures de Daytona Beach (Californie), épreuve comptant pour le trophée international des prototypes.

Deux Ferrari P-4 de 4.000 c.c., confiées aux équipages Lorenzo Bandini-Mike Parkes et Mauro Martini-Scarlotti - Chris Amon, défendront les couleurs du constructeur de Modène.

Une troisième voiture, une Ferrari P-3, de 3.300 c.c. prendra le départ pour le compte de la "North America Racing Team". Elle sera pilotée par le Mexicain Pedro Rodriguez et l'Américain Dan Gurney, nasute.

Victoire du Canada

WINNIPEG. — Les Selects de Winnipeg ont subi leur quatrième défaite en six rencontres depuis le début de leur tournée en sol canadien, battant samedi au compte de 6-1 dimanche contre l'équipe nationale du Canada, devant 5.000 spectateurs.

Il s'agissait de la troisième victoire de l'équipe canadienne aux dépens de l'équipe russe qui représentera la Russie aux Jeux olympiques de 1968.

Billy MacMillan et Ray Cadieux ont dirigé l'attaque des représentants canadiens avec deux buts chacun. Gary Beag et Jean Cusson ont complété le pointage pour les vainqueurs.

Victor Yaroslautsev a réussi l'unique fillet des Russes alors que MacMillan purgeait une punition.

Chaque équipe a reçu cinq punitions chacune et les gardiens de but Ken Broderick et Wayne Stephenson du Canada ont repoussé 31 lancers tandis que son homologue russe Vladimir Chirnov en réussissait 31.

BOXE

PARIS. — Ray Adigun, du Nigeria, a arrêté Rocky Ortiz, de Porto Rico, en 2 rounds d'un match de poids légers.

LONDRES. — Spike McCormick, d'Irlande du Nord, a gagné par décision sur Antonio Paiva, du Brésil, en 10 rounds, des poids légers.

Le Canadien maintient son emprise sur les Red Wings de Detroit

DETROIT. — Les Canadiens ont effectué 43 lancers en direction du gardien de but Roger Crozier des Red Wings de Detroit pour mériter une victoire par blanchissage dimanche au compte de 4-0 devant 14.018 spectateurs.

Le joueur de défense Jean-Claude Tremblay a ouvert le pointage à la première période, procurant l'avance nécessaire au Canadien, qui n'a jamais été menacé par la suite.

Les autres compteurs du Tricolore ont été Jim Roberts, Dave Balon et Léon Rochefort. L'équipe montrealaise a défilé les Red Wings pour la quatrième fois d'affilée cette saison et il s'agissait aussi de la deuxième défaite d'affilée pour Detroit.

Howie Young en était à sa première partie à l'Olympia de Detroit depuis son acquisition par les Wings. Roger Crozier a sauvé la situation à plusieurs reprises devant son fillet tout spécialement à la première période alors qu'il a effectué 17 arrêts.

Ligue Nationale

	P.J.	G.	P.	N.	B.P.	B.C.	Pts
New York	30	16	8	6	47	70	38
Chicago	27	15	8	4	97	70	34
Toronto	29	13	9	7	82	81	33
Montréal	27	13	12	2	72	68	28
Boston	29	7	17	5	73	107	19
Détroit	28	8	18	2	75	97	18

"The Cat" Francis content comme un chat qui vient de manger le canari!

Les Rangers de New York se sont offerts un cadeau de Noël samedi au Forum en disposant des Canadiens au compte de 4-3.

Emile Francis, instructeur et gérant-général des détecteurs du premier rang n'a pas caché son enthousiasme et il a tenu à préciser aux journalistes que le point tournant de la jouée est survenu lorsque son équipe fut punie pour avoir eu trop de joueurs sur la glace. "Nous ne méritons pas cette punition et ce fut suffisant pour que nous redoublions d'ardeur par la suite."

Il a nié les rumeurs voulant que ses joueurs reçoivent un cachet supplémentaire de \$250 chacun à la suite de cette victoire. Les porte-couleurs de la Métropole américaine ont déjà touché un surplus de salaire pour avoir amassé 28 points en 25 parties.

Bernard Geoffrion, qui a enfilé deux buts dont son 380e, bon pour une quatrième position au classement des compteurs de tous les temps dans la LNH, a déclaré qu'il ne ressentait pas plus de joie d'avoir enregistré ce total contre son ancienne équipe. "Je le prends où je puis le compter," a-t-il ajouté.

Il n'est plus qu'à 11 buts de Jean Béliveau des Canadiens. Dans la rencontre de samedi, les Rangers ont perdu les services d'Orland Kurtenbach qui n'était pas en uniforme dimanche soir à Chicago.

Les mots croisés du "DEVOIR"

Pour ce nom introuvable consultez "LE DICTIONNAIRE DES MOTS CROISÉS" (Les Editions de l'Homme) — En vente partout à \$3.50

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											

HORIZONTELEMENT

- Ardeur opiniâtre
- Pour découper — Après l'horaire prévu
- Imbécile — En majorité jeune
- Qui justifie un investissement
- Épopée ancienne — Possessif inversé
- Tellement — Danse en vogue sous Louis XV
- Elle provoque une irritation de la peau — Possessif
- Période de temps — Pour celui que l'on ne tutoie pas — Dans
- Porte l'épi — Dont les connaissances sont étendues
- En cet endroit — Grecque — Greffe
- Se crée autour d'un point d'eau — On y parle de nombreuses langues
- Choisi — Homme politique américain

la ruche — Préfixe — Appris

6-Muni — Article

7-Initiales d'un voisin — Entrée autorisée

8-Etre ouvert — Négation

9-Table de boucher — Agité

10-Permet au cheval de respirer — Unité de temps

11-Sans aucun enthousiasme

12-Pour un jeu — Parents

Solution de samedi

Horizontalement :

- REPRIMANDER
- ECRIRE — BENIR
- LOISIRS — ST
- ALTESSE — IA
- CI — NORMAL
- HE — EPI
- ERUDITION — RS
- MESAVENTURES
- ES — IRRUEL — SE
- MERLE
- TAS — SEL — EMOI
- SUB — ENTEND

Verticalement :

- RELACHEMENT
- ECOLIERES — AS
- PRIT — US — SU
- RISE — DAIM
- IRIS — LIVRES
- MERS — TERRE
- SENTINELLE
- NB — OTE
- DESIR — NUL — ET
- ENTAME — AME
- RI — APRES — ON
- REGLISSE — ID

CARTES PROFESSIONNELLES ET D'AFFAIRES

BREVETS D'INVENTION

DACTYLOGRAPHES

ATTENTION

Nos bureaux, magasins, ateliers et salles de montage sont aménagés à 114 ST-ALEXANDRE, PRES CRAIG VOUZ, 9 traverses dactylographes, machines à calculer, à photocopier, à ordonner, à dactyler, duplicatrices, horloges de temps, salles de montage, espaces ensembles de bureaux, etc., etc. en somme.

TOUT POUR LE BUREAU

CANADA DACTYLOGRAPHIC INC.

STATIONNEMENT

Nos locaux nouveaux téléphone : 861-5771

"Le Devoir"

Lisez et faites lire

ASSURANCES

EN ASSURANCES

POUR LES CONSEILS, LE CHOIX DE VOS POLICES ET LA SURVEILLANCE DE VOTRE DOSSIER

FAIEZ-VOUS TOUJOURS A :

Horace Labrecque & Fils Limitée

(fondée en 1911)

1411, RUE CRESCENT, MONTREAL — Tel. 849-2371

Courtiers d'Assurance Agréés

POUR LES JEUNES!

Assurez-vous un revenu régulier en livrant à domicile, tous les matins, le journal

LE DEVOIR

Nous avons présentement besoin de porteurs dans les districts suivants :

VILLE ST-LAURENT - CARTIERVILLE

Ouïremont, Côte-des-Neiges, Ville St-Royal, Villerville, Rosemont, Ville St-Michel, Carré St-Louis, St-Bruno, Beollet, Longueuil, St-Lambert, Boucherville, Ville Lemoyne, Laval-des-Rapides, Pont-Viau, Duvernay, St-Vincent-de-Paul, Ahuntsic, Montréal-Nord, Repentigny, Tétreauville, Charlemagne, Pointe-aux-Trembles, Bordeaux, Lachine, LaSalle, St-Léonard-de-Port-Maurice, etc.

Appeler à :

844-3364 SERVICE DU TIRAGE

Blake, muel comme carpe

L'instructeur Toe Blake est demeuré muet dans le vestiaire des Canadiens, samedi à l'issue de la défaite des siens au pointage de 4-3 infligée par les Rangers de New York.

Les joueurs se sont habillés en vitesse pour prendre le train qui les conduisait à Detroit.

Blake a déclaré qu'il ne savait pas quand le capitaine

FORUM

MERCREDI, LE 28 DEC. à 8:00 P.M.

HOCKEY — LIGUE NATIONALE

BOSTON — VS — CANADIENS

PRIN : Sièges à \$2.00 dans la terrasse en vente aujourd'hui de 10 h à 11 h, et demain à compter de 10 heures. Billets d'admission générale à \$1.75 et \$1.50 aussi en vente aujourd'hui et demain. Billets d'admission générale à \$1.25 en vente mercredi soir à compter de 7 heures aux guichets de la rue St-Luc.

Plus de problèmes de stationnement UTILISEZ LE METRO

Bourse de Toronto

(Suite de la page 9)

Unid. Port. 3000 13 12 12 18 12

Unid. Can. 3000 13 12 12 18 12

Unid. U.S. 3000 13 12 12 18 12

Unid. V. 3000 13 12 12 18 12

Unid. W. 3000 13 12 12 18 12

Unid. X. 3000 13 12 12 18 12

Unid. Y. 3000 13 12 12 18 12

Unid. Z. 3000 13 12 12 18 12

Unid. A. 3000 13 12 12 18 12

Unid. B. 3000 13 12 12 18 12

Unid. C. 3000 13 12 12 18 12

Unid. D. 3000 13 12 12 18 12

Unid. E. 3000 13 12 12 18 12

Unid. F. 3000 13 12 12 18 12

Unid. G. 3000 13 12 12 18 12

Unid. H. 3000 13 12 12 18 12

Unid. I. 3000 13 12 12 18 12

Unid. J. 3000 13 12 12 18 12

Unid. K. 3000 13 12 12 18 12

Unid. L. 3000 13 12 12 18 12

Unid. M. 3000 13 12 12 18 12

Unid. N. 3000 13 12 12 18 12

Unid. O. 3000 13 12 12 18 12

Unid. P. 3000 13 12 12 18 12

Unid. Q. 3000 13 12 12 18 12

Unid. R. 3000 13 12 12 18 12

Unid. S. 3000 13 12 12 18 12

Unid. T. 3000 13 12 12 18 12

Unid. U. 3000 13 12 12 18 12

Unid. V. 3000 13 12 12 18 12

Unid. W. 3000 13 12 12 18 12

Unid. X. 3000 13 12 12 18 12

Unid. Y. 3000 13 12 12 18 12

Unid. Z. 3000 13 12 12 18 12

Unid. A. 3000 13 12 12 18 12

Unid. B. 3000 13 12 12 18 12

Unid. C. 3000 13 12 12 18 12

Unid. D. 3000 13 12 12 18 12

Unid. E. 3000 13 12 12 18 12

Unid. F. 3000 13 12 12 18 12

Unid. G. 3000 13 12 12 18 12

Unid. H. 3000 13 12 12 18 12

Unid. I. 3000 13 12 12 18 12

Unid. J. 3000 13 12 12 18 12

Unid. K. 3000 13 12 12 18 12

Unid. L. 3000 13 12 12 18 12

Unid. M. 3000 13 12 12 18 12

Unid. N. 3000 13 12 12 18 12

Unid. O. 3000 13 12 12 18 12

Unid. P. 3000 13 12 12 18 12

Unid. Q. 3000 13 12 12 18 12

Unid. R. 3000 13 12 12 18 12

Unid. S. 3000 13 12 12 18 12

Unid. T. 3000 13 12 12 18 12

Unid. U. 3000 13 12 12 18 12

Unid. V. 3000 13 12 12 18 12

Unid. W. 3000 13 12 12 18 12

Unid. X. 3000 13 12 12 18 12

Unid. Y. 3000 13 12 12 18 12

Unid. Z. 3000 13 12 12 18 12

Unid. A. 3000 13 12 12 18 12

Unid. B. 3000 13 12 12 18 12

Unid. C. 3000 13 12 12 18 12

Unid. D. 3000 13 12 12 18 12

Unid. E. 3000 13 12 12 18 12

Unid. F. 3000 13 12 12 18 12

Unid. G. 3000 13 12 12 18 12

Unid. H. 3000 13 12 12 18 12

Unid. I. 3000 13 12 12 18 12

Unid. J. 3000 13 12 12 18 12

Unid. K. 3000 13 12 12 18 12

Unid. L. 3000 13 12 12 18 12

Unid. M. 3000 13 12 12 18 12

Unid. N. 3000 13 12 12 18 12

Unid. O. 3000 13 12 12 18 12

Unid. P. 3000 13 12 12 18 12

Unid. Q. 3000 13 12 12 18 12

Unid. R. 3000 13 12 12 18 12

Unid. S. 3000 13 12 12 18 12

Unid. T. 3000 13 12 12 18 12

Unid. U. 3000 13 12 12 18 12

Unid. V. 3000 13 12 12 18 12

Unid. W. 3000 13 12 12 18 12

Unid. X. 3000 13 12 12 18 12

Unid. Y. 3000 13 12 12 18 12

Unid. Z. 3000 13 12 12 18 12

Unid. A. 3000 13 12 12 18 12

Unid. B. 3000 13 12 12 18 12

Unid. C. 3000 13 12 12 18 12

Unid. D. 3000 13 12 12 18 12

Unid. E. 3000 13 12 12 18 12

Unid. F. 3000 13 12 12 18 12

Unid. G. 3000 13 12 12 18 12

Unid. H. 3000 13 12 12 18 12

Unid. I. 3000 13 12 12 18 12

Unid. J. 3000 13 12 12 18 12

Unid. K. 3000 13 12 12 18 12

Unid. L. 3000 13 12 12 18 12

Unid. M. 3000 13 12 12 18 12

Unid. N. 3000 13 12 12 18 12

Unid. O. 3000 13 12 12 18 12

Unid. P. 3000 13 12 12 18 12

Unid. Q. 3000 13 12 12 18 12

Unid. R. 3000 13 12 12 18 12

Unid. S. 3000 13 12 12 18 12

Unid. T. 3000 13 12 12 18 12

Unid. U. 3000 13 12 12 18 12

Unid. V. 3000 13 12 12 18 12

Unid. W. 3000 13 12 12 18 12

Unid. X. 3000 13 12 12 18 12

Unid. Y. 3000 13 12 12 18 12

Unid. Z. 3000 13 12 12 18 12

Unid. A. 3000 13 12 12 18 12

Unid. B. 3000 13 12 12 18 12

Unid. C. 3000 13 12 12 18 12

Unid. D. 3000 13 12 12 18 12

Unid. E. 3000 13 12 12 18 12

Unid. F. 3000 13 12 12 18 12

Unid. G. 3000 13 12 12 18 12

Unid. H. 3000 13 12 12 18 12

Unid. I. 3000 13 12 12 18 12

Unid. J. 3000 13 12 12 18 12

Unid. K. 3000 13 12 12 18 12

Unid. L. 3000 13 12 12 18 12

Unid. M. 3000 13 12 12 18 12

Unid. N. 3000 13 12 12 18 12

Unid. O. 3000 13 12 12 18 12

Unid. P. 3000 13 12 12 18 12

Unid. Q. 3000 13 12 12 18 12

Unid. R. 3000 13 12 12 18 12

Unid. S. 3000 13 12 12 18 12

Unid. T. 3000 13 12 12 18 12

Unid. U. 3000 13 12 12 18 12

Unid. V. 3000 13 12 12 18 12

Unid. W. 3000 13 12 12 18 12

Unid. X. 3000 13 12 12 18 12

Unid. Y. 3000 13 12 12 18 12

Unid. Z. 3000 13 12 12 18 12

Unid. A. 3000 13 12 12 18 12

Unid. B. 3000 13 12 12 18 12

Unid. C. 3000 13 12 12 18 12

Unid. D. 3000 13 12 12 18 12

Unid. E. 3000 13 12 12 18 12

Unid. F. 3000 13 12 12 18 12

Unid. G. 3000 13 12 12 18 12

Unid. H. 3000 13 12 12 18 12

Unid. I. 3000 13 12 12 18 12

Unid. J. 3000 13 12 12 18 12

Unid. K. 3000 13 12 12 18 12

Unid. L. 3000 13 12 12 18 12

Unid. M. 3000 13 12 12 18 12

Unid. N. 3000 13 12 12 18 12

Unid. O. 3000 13 12 12 18 12

Unid. P. 3000 13 12 12 18 12

Unid. Q. 3000 13 12 12 18 12

Unid. R. 3000 13 12 12 18 12

Unid. S. 3000 13 12 12 18 12

Unid. T. 3000 13 12 12 18 12

Unid. U. 3000 13 12 12 18 12

Unid. V. 3000 13 12 12 18 12

Unid. W. 3000 13 12 12 18 12

Unid. X. 3000 13 12 12 18 12

Unid. Y. 3000 13 12 12 18 12

Unid. Z. 3000 13 12 12 18 12

Unid. A. 3000 13 12 12 18 12

Unid. B. 3000 13 12 12 18 12

Unid. C. 3000 13 12 12 18 12

Unid. D. 3000 13 12 12 18 12

Unid. E. 3000 13 12 12 18 12

Unid. F. 3000 13 12 12 18 12

Unid. G. 3000 13 12 12 18 12

Unid. H. 3000 13 12 12 18 12

Unid. I. 3000 13 12 12 18 12

Unid. J. 3000 13 12 12 18 12

Unid. K. 3000 13 12 12 18 12

Unid. L. 3000 13 12 12 18 12

Unid. M. 3000 13 12 12 18 12

Unid. N. 3000 13 12 12 18 12

Unid. O. 3000 13 12 12 18 12

Unid. P. 3000 13 12 12 18 12

Unid. Q. 3000 13 12 12 18 12

Unid. R. 3000 13 12 12 18 12

Unid. S. 3000 13 12 12 18 12

Unid. T. 3000 13 12 12 18 12

Unid. U. 3000 13 12 12 18 12

Unid. V. 3000 13 12 12 18 12

Unid. W. 3000 13 12 12 18 12

Unid. X. 3000 13 12 12 18 12

Unid. Y. 3000 13 12 12 18 12

Unid. Z. 3000 13 12 12 18 12

Unid. A. 3000 13 12 12 18 12

Unid. B. 3000 13 12 12 18 12

Unid.

Australie 2, Inde 0

L'Australie en voie de s'adjuger la Coupe Davis une 21ème fois

MELBOURNE — En moins de trois heures, Fred Stolle et Roy Emerson, les deux meilleurs joueurs de tennis australiens de ces dernières années, ont donné à leur pays deux victoires qui d'ores et déjà devraient leur valoir de conserver la coupe Davis une année encore. Contre les Indiens Ramanathan Krishnan et Jaideep Mukerjee, qui pour la première fois arrivaient au "challenge round", ils ont facilement remporté les deux premiers simples et, sauf accident, seront fixés sur leur sort dès demain à l'issue du

double que Roche et Newcombe disputeront aux 2 joueurs de simple indiens. Stolle, en battant Krishnan (6-2, 6-2 et 6-4) dans le premier simple, a fourni une des meilleures parties de sa carrière et a effacé les doutes qui planaient sur sa forme ces derniers jours après avoir été défait à deux reprises par Newcombe. Le directeur du tennis

australien, Harry Hoppman, avait d'ailleurs longtemps hésité avant de désigner les joueurs de simples. Il ne savait s'il devait préférer des hommes en forme actuellement à des joueurs chevronnés et habitués à cette grande compétition. En jouant la carte de la prudence, Hoppman a parfaitement réussi dans sa tâche puisque Stolle a dépassé toutes les espérances et qu'Emerson, bien qu'en petite forme avait tout de même un bagage technique suffisant pour battre le jeune Indien Mukerjee (7-5, 6-4 et 6-2) en nets progrès par rapport à sa dernière sortie publique contre le Brésil en finale inter-zones.

Hoppman, délivré du souci de la capitale première journée, a également décidé de faire jouer des hommes frais dans le double demain. Newcombe, très brillant en ce moment, associé à Roche semblent à même de qualifier leur pays sans que les matches de la dernière journée soient nécessaires. Quand bien même cela serait, Stolle et Emerson, après une journée de repos, ne devraient pas être inquiétés par les Indiens qui auront le double de la veille dans les jambes. C'en serait trop pour une équipe indienne trop modeste pour la meilleure équipe australienne de Coupe Davis de ces dix dernières années.

Dennis Ralston devient "pro"

LOS ANGELES — Dennis Ralston, le meilleur joueur de tennis amateur américain de ces trois dernières années, a signé un contrat professionnel, a affirmé hier à San Rafael (Californie) M. Wallace Dill, président de l'association internationale de tennis professionnelle tandis que l'intéressé lui-même, contacté à Bakersfield (Californie), assurait que rien n'était encore officiel.

"Je suis en train d'y réfléchir, je n'ai encore rien décidé", a déclaré Dennis Ralston en apprenant la déclaration faite par M. Wallace Dill. L'Américain dont on se doutait qu'il passerait professionnel depuis avant le dernier tournoi de Forest Hills en septembre, n'a voulu faire aucun commentaire sur les affirmations du président de l'association internationale professionnelle.

Dennis Ralston, 24 ans est membre de l'équipe des E.-U. de coupe Davis depuis 1960 (il gagna la célèbre coupe en 1963 avec Chuck McKinley). Classé "numero un", "Américain depuis trois années consécutives (il est le seul depuis Don Budge en 1936, 1937 et 1938), Ralston est généralement considéré comme le 5e joueur amateur mondial. Son palmarès est assez fourni, bien que le Californien aux cheveux roux n'ait jamais gagné, en simple, l'un des quatre grands tournois mondiaux. Il remporta 18 titres amateurs aux Etats-Unis (simple et double — le plus souvent avec McKinley), gagna le double à Wimbledon avec le Mexicain Rafael Osuna en 1960 et celui des championnats internationaux de France, cette année, avec Clark Graebner ainsi que celui des championnats d'Amérique du Sud avec Arthur Ashe. Il fut battu en finale du dernier tournoi de Wimbledon par l'Espagnol Manuel Santana.



Roy Emerson, à gauche, et Fred Stolle, à droite, formant actuellement la meilleure équipe australienne des dix dernières années, ont établi clairement leur supériorité sur les Indiens hier en gagnant les deux premiers matches de simple en sets consécutifs contre Mukherjee et Krishnan.

Les Eskimos voient la vie en rose

EDMONTON. — Des steaks dispendieux et une nouvelle philosophie sont à l'origine de la situation financière améliorée des Eskimos d'Edmonton, considérés comme l'équipe la plus pauvre de la ligue Canadienne de football il y a trois ans.

Il y a trois ans, l'équipe accusait un déficit de \$100,000, en comparaison d'un surplus aussi imposant maintenant.

Il y a trois ans, la direction a décidé qu'il était temps de faire une revue générale de la situation en nommant un comité d'anciens présidents chargé de conduire une enquête interne qui a résulté en plusieurs changements.

L'un d'eux a été la réduction du bureau des directeurs de 24 à 9 membres; un autre a été la décision de présenter des banquetts annuels à \$100 le couvert. Enfin, le plus important, selon le gérant général Norm Kimball, a été la décision de changer le slogan qui avait été jusqu'alors "C'est votre équipe, supportez-la".

Les banquetts annuels se sont révélés de véritables succès, rapportant \$108,970 en trois ans, ce qui a été suffisant pour annuler le déficit. De plus, grâce à une direction mieux éclairée, l'équipe a réussi à accumuler un surplus de \$98,184 au cours de la même période.

Les profits de l'équipe auraient été plus considérables, n'eût été la nécessité de remplacer plusieurs joueurs et le paiement de salaires chevauchants en raison de changements d'instructeurs et de directeurs.

Ainsi, le coût du recrutement et des voyages par avion s'est élevé à \$65,000 en comparaison de \$45,000 l'année précédente. Ce montant devrait être moins important en 1967, car l'équipe a moins de postes à renforcer.

De plus, lorsque Vic Schwenck a cédé son poste à Kimball, les traitements du personnel sont passés de \$28,000 à \$46,000, autre augmentation qui devrait disparaître en 1967 même si on engage un assistant à Kimball.

Popularité

Quelles étaient les raisons du déficit il y a trois ans?

"Les frais augmentaient chaque année, a dit Kimball. De plus, la piètre tenue de l'équipe au jeu a résulté en une diminution des assistances."

"Le slogan voulait que le public doit supporter l'équipe puisqu'elle était sa propriété." Mais cela a changé. "Nous sommes en compétition dans le monde des spectacles et, si nous ne donnons pas au public un spectacle pour son argent, celui-ci le dépensera ailleurs."

Les Eskimos ont finalement pris part aux séries éliminatoires la saison dernière après plusieurs années de frustration. Même s'ils ont subi la défaite aux mains du Winnipeg en semi-finale, ils n'ont pas été déçus.

Grâce à cette amélioration et à plusieurs autres espérées, Kimball compte que les amateurs vont supporter davantage l'équipe la saison prochaine tant aux guichets qu'au banquet dispendieux.

Record d'assistance

Les neuf membres du bureau de direction, surnommés les Neuf Nerveux par les chroniqueurs d'Edmonton, ont également été les auteurs d'autres changements qui ont rapporté des dividendes aux guichets.

Les Eskimos ont attiré 137,300 spectateurs à leur huit parties locales en 1966 pour une moyenne de 17,000 par partie, soit un record d'équipe et un record de recettes avec un total de \$539,344.

Imlach s'opposera à tout changement

TORONTO — On modifiera probablement les règlements dans la ligue Nationale de hockey l'an prochain afin d'empêcher les gardiens de but d'effectuer des "montées" jusqu'au centre de la glace. On sait que Gary Smith, des Leafs de Toronto, s'est aventuré jusqu'à la ligne rouge du centre mercredi soir dernier au Forum de Montréal,

ce qui a poussé Frank Udvari, surveillant des arbitres de la L.N.H. à conclure qu'il y aurait probablement une modification dans les règlements. "Les règlements ne couvrent pas de telles situations, mais il faudra probablement les réviser. Je sais qu'un gardien peut garder la rondelle dans sa main pendant trois secondes, mais il n'est pas

sensé la transporter comme un ballon de football, car il pourrait bien la porter de l'autre côté de sa ligne bleue en trois secondes."

Le pilote Puncen Imlach, des Leafs, est opposé à tout changement.

"On veut donc faire disparaître un jeu excitant et je vais m'opposer au changement proposé."

Doug Harvey et C. Brewer côte à côte?

BALTIMORE — Doug Harvey, ex-étoile de la ligue Nationale de hockey, a déclaré hier qu'il aimerait évoluer avec l'équipe Nationale amateur du Canada.

Vendu aux Reds de Providence par les Clippers de Baltimore, Harvey âgé de 42 ans, a révélé qu'il ne se joindrait pas à eux. Il se dit agent libre et capable de négocier lui-même son prochain contrat ne reconnaissant pas à Baltimore le droit de le faire à sa place.

Harvey a décroché la trophée Norris accordé au meilleur joueur de défense de la ligue Nationale à sept reprises au cours de sa carrière de 17 ans dans ce circuit. Il a fait partie des équipes d'étoiles dix fois.

"Avec Brewer à mes côtés, je crois que nous pourrions en donner aux Russes pour leur argent", a dit Harvey. Harvey a révélé qu'il serait de retour à Montréal demain ou jeudi au plus tard.

HOCKEY DES FETES

JEUDI 29 DÉCEMBRE A 8:00 P.M.

TCHÉCOSLOVAQUIE

— VS —

CANADIEN JUNIOR

PRIX: \$2.00 - \$3.00 - \$4.00 - \$5.00

Enfants de moins de 16 ans: moitié prix n'importe où

MARDI 3 JANVIER A 8:00 P.M.

HOCKEY — LIGUE JUNIOR DE L'ONTARIO

RED WINGS DE HAMILTON vs CANADIEN JUNIOR

PRIX: \$2.00 - \$1.50 - \$1.00

ENFANTS: 50 sous dans les sections non réservées seul.

LES 4, 5, et 6 JANVIER

TOURNOI COLLÉGIAL
DU CENTENAIRE

8 équipes d'universités canadiennes en lice dans une série éliminatoire — 4 jouées le 4 janvier — 2 jouées le 5 janvier et la finale vendredi soir, le 6.

PRIX: \$1.00 - \$1.50 - \$2.00 - \$2.50

DIMANCHE 8 JANVIER A 2:30 P.M.

RUSSIE

— VS —

CANADA

PRIX: \$2.00 - \$3.00 - \$4.00 - \$5.00

DIMANCHE 8 JANVIER A 8:00 P.M.

HOCKEY — LIGUE JUNIOR DE L'ONTARIO

GENERALS D'OSHAWA vs CANADIEN JUNIOR

PRIX: \$2.00 - \$1.50 - \$1.00

ENFANTS: 50 sous dans les sections non réservées seul.

DECOUPEZ
et CONSERVEZ
pour
REFERENCE

FORUM

POUR
INFORMATION
932-
6131

Vous êtes sûr de plaire avec...





JERUSALEM — Israël agit immédiatement afin de contrebalancer toute fourniture d'armes, d'ou qu'elles proviennent, à tout Etat arabe. Cette mise au point a été faite, dimanche, à l'issue d'une réunion du conseil de cabinet israélien au cours duquel M. Abba Eban, ministre des affaires étrangères, a évoqué la récente livraison à la Jordanie d'avions et de matériel militaire américains.

M. Eban a précisé que l'ambassadeur israélien à Washington avait exprimé auprès des autorités américaines sa « désapprobation de principe » de toute livraison d'armes susceptible de rompre l'équilibre des forces au Moyen-Orient.

RIO DE JANEIRO — Une amnistie générale en faveur de l'ex-président Juscelino Kubitschek pourrait donner au gouvernement sortant du maréchal Castello Branco une diversion au projet de coalition de centre gauche de MM. Carlos Lacerda et Juscelino Kubitschek. Cette possibilité est indirectement évoquée par le « Jornal do Brasil » qui déclare avoir de bonne source que le régime actuel profiterait des deux derniers mois le séparant de la fin du mandat transitoire pour accomplir un geste de clémence et de réhabilitation à l'égard de Juscelino Kubitschek.

BAGDAD — Deux importants dirigeants de l'Iraq Petroleum Company « viendront à Bagdad avant la fin de l'année. Qu'on ne les confonde pas avec les journalistes du quotidien « Al-Jumhuriya ». Ils auront des entretiens avec les responsables du gouvernement irakien sur les questions pétrolières et la crise actuelle, ajoute le journal. Par ailleurs, Radio-Bagdad annonce que le conseil des ministres irakien a approuvé toutes les mesures prises par le gouvernement pour faire face à la crise du pétrole, « mesures qui garantissent les droits de l'Irak », affirme Radio-Bagdad. « L'opinion publique, ajoute la radio irakienne, sera informée en temps opportun des résultats obtenus ».

MOSCOU — La milice soviétique abuse des pouvoirs étendus qui lui ont été accordés il y a quelques mois pour lutter contre le « hooliganisme » accuse « Troud », organe central des syndicats de l'URSS. Le journal écrit notamment que le chauffeur du combinat alimentaire de Gorki a été interpellé, battu et emprisonné 15 jours de prison, sans aucun motif valable. Les ouvriers du combinat ont signé une pétition demandant que des sanctions sévères soient prises contre les dirigeants de la milice locale et contre le tribunal de première instance de la ville de Gorki, coupable de cet « abus invraisemblable ».

Les mesures concernant la lutte contre l'hooliganisme sont nécessaires, conclut le journal, mais il est regrettable que dans la milice et les tribunaux se trouvent des hommes qui sont indignes de leurs hautes fonctions de gardiens de la loi ».

PNOM PENH — La radio de Phnom-Penh annonce que le Cambodge a rompu ses relations avec la Corée du Sud. Une note à cet effet aurait été remise au consulat de Corée du Sud à Phnom-Penh, demandant au personnel sud-coréen de quitter la capitale dans les plus

breux délais. Le communiqué ne fournit aucun détail sur la raison de cette rupture.

WASHINGTON — Le contribuable américain payera, jusqu'à \$13.75 de plus en impôts l'an prochain, même si le président Johnson ne demande pas au Congrès d'augmenter les taxes. En effet, la taxe de sécurité sociale augmente le 1er janvier, pour défrayer le coût de l'assurance-maladie, d'une hausse de la pension et d'autres avantages sociaux approuvés par le dernier congrès. La taxe de sécurité sociale est portée de 4,2 à 4,4 pour cent sur les premiers \$6.600 de revenus.

PEKIN — Les autorités chinoises ont lancé lundi leur 419ème « avertissement sérieux » aux Etats-Unis pour la violation de leur espace aérien par des appareils militaires américains, annonce l'agence « Chine Nouvelle ».

Selon « Chine Nouvelle », deux avions américains ont survolé dimanche l'île de Taïwan dans la partie orientale du golfe du Tonkin et un troisième plusieurs fois au large de la côte de Kwantung.

ROME — L'Amiral Arturo Riccardi, qui fut chef d'état-major de la marine italienne de 1940 à 1943 est mort lundi à Rome. Il était âgé de 88 ans.

PRETORIA — M. N. Diederichs, ministre sud-africain des affaires économiques, vient de quitter Pretoria pour une tournée en France, en Autriche, en Grèce, en Italie et en Allemagne fédérale.

Interrogé sur les objectifs de ce voyage en Europe, M. Diederichs a déclaré que ses discussions auront un caractère particulièrement important, en raison des récentes démarches effectuées par la Grande-Bretagne pour entrer dans le Marché commun.

PARIS — L'ex-chef d'Etat de la Haute-Volta, M. Maurice Yaméogo, a tenté lundi de se donner la mort. Il s'était depuis le début de l'année en résidence surveillée à Quagadougou, après la prise du pouvoir par le lieutenant-colonel Lamizana. Nommé conseiller territorial en 1964, puis président du conseil du gouvernement, il est élu président de la République de Haute-Volta le 10 décembre 1965, et réélu le 3 octobre 1966 à une écrasante majorité. Le 4 janvier 1966, les syndicats organisent une manifestation pour protester contre la politique d'austérité décidée par le gouvernement, et notamment contre le prélèvement automatique d'un impôt sur les salaires. Les manifestants exigent la démission du gouvernement et la prise du pouvoir par les militaires. Le coup d'Etat se passe sans effusion de sang et le lieutenant-colonel Lamizana succède à Maurice Yaméogo sans qu'un seul coup de feu ait été tiré.

PEKIN — Le bureau de l'information du ministère des affaires étrangères chinois a refusé vendredi de confirmer la rumeur selon laquelle l'ex-chef d'état-major Jo Luei Ching, l'ex-ministre de la culture Lu Tin Gyi et l'ancien membre du Comité Yang Shang Kun se seraient suicidés.

Grève dans le port de Saigon

SAIGON — Dix cargos chargés de matériel militaire prioritaire n'ont pu être déchargés hier à Saigon à la suite de la décision soudaine de 2.500 dockers d'arrêter le travail pour protester contre les mesures prises par les autorités militaires américaines.

L'un des cargos est chargé de véhicules blindés de transport de troupes APC, que certaines unités américaines attendent pour entrer en action, indique-t-on.

Des négociations étaient en cours en fin de journée pour trouver une solution au conflit. La grève affecte environ la moitié de l'activité du port de Saigon dont dépend tant l'approvisionnement des forces américaines et vietnamiennes que la politique économique de lutte contre l'inflation du gouvernement vietnamien.

MENACE DE SUICIDES ÉCARTÉE

Inde: accord entre Delhi et les Sikhs

AMRITSAR (Pendjab) — La situation est redevenue normale à Amritsar, où le couvre-feu, imposé dimanche, a été levé à la suite de l'accord intervenu entre la communauté sikhs et le gouvernement indien.

Le cordon de sécurité établi par l'armée et la police autour du « temple d'or », où Sant Fateh Singh, chef de la communauté, et six de ses disciples devaient s'offrir en holocauste, s'est relâché et des milliers de Sikhs ont envahi les rues jusqu'à la descente en criant: « Vive Sant Fateh Singh! » « Vive le Pendjab! » « Chhandigarh nous appartient! ».

Sant Fateh Singh, qui a rompu le jeûne qu'il observait depuis dix jours en acceptant un jus d'orange et du miel, s'est baigné à la suite de l'accord. « Je suis heureux que tout se soit bien terminé », a-t-il dit.

ERNATIONAUX HORIZONS INTERNATIONAUX HORIZONS INTERNATIONAUX HORIZONS INTERNA

Luna sonde de la surface de la lune

MOSCOU — «Luna-13» est un véritable laboratoire doté de bras mécaniques, qui permettent à l'engin soviétique de « taster » le sol lunaire à déclarer, selon l'agence Tass, le professeur Alexandre Lebedinsky en commentant une des expériences principales confiées à la sonde.

Un de ses bras est représenté par une longue tige munie d'une extrémité d'un appareil spécial qui, avec une force déterminée à l'avance, enfonce une sonde dans le sol lunaire. La profondeur atteinte par la sonde permet de juger de la solidité de la croûte.

D'autre part, les savants soviétiques ont pour la première fois envoyé sur la lune un appareil utilisant des radiations et permettant de déterminer la densité du terrain.

La combinaison de ces deux appareils indiquant à la fois la solidité et la densité de la surface de notre satellite, a conclu le professeur Lebedinsky, fournira les premières données expérimentales sur le futur «cosmodrome» lunaire.

La sonde «Luna-13» poursuit avec succès l'exécution de son programme scientifique, annonce également l'agence Tass.

D'autre part, «Luna-13» continue les études entreprises par les sondes soviétiques précédentes et qui portent, entre autres, sur l'intensité du rayonnement corpusculaire du soleil.

Selon les données téléométriques reçues par les stations terrestres, l'appareillage scientifique et les divers systèmes de «Luna-13» fonctionnent normalement. La température et la pression à l'intérieur de l'engin sont maintenues dans les limites prévues.

«Luna-13» a transmis hier une série de photographies qui constituent les fragments d'un vaste panorama lunaire, indique enfin l'agence Tass en ajoutant que les images sont d'une «bonne qualité».

Le freinage a commencé dès 18 heures 45 minutes dimanche (heure de Moscou) et progressivement la vitesse de la station spatiale est descendue de 2.600 kilomètres-secondes à quelques mètres secondes», précise l'agence.

Après avoir souligné que l'atterrissage de «Luna 13» a été semblable à celui de «Luna 9», l'agence Tass précise que la station spatiale s'est posée en douceur à 21 h. une minute heure de Moscou et dès 21 h. 5 a envoyé son premier signal, annonçant son atterrissage.

Johnson donne sa version des événements qui ont suivi l'assassinat de John Kennedy

NEW YORK — Le président Johnson, dans une déclaration exclusive accordée à l'hébdomadaire «Newsweek» et publiée dans le dernier numéro de la revue, donne une version des événements survenus à Dallas après l'assassinat du président Kennedy totalement différente de celle qui aurait été rapportée par William Manchester dans son livre «La mort d'un président».

Le président Johnson déclare notamment que les services secrets désiraient qu'il quitte Dallas à bord de l'avion présidentiel «Air Force One» tandis que Mme Kennedy accompagnerait le cercueil de son mari à bord d'un autre avion «Air Force Two». M. Johnson révèle qu'il a lui-même demandé à Mme Kennedy de voyager à bord de l'avion présidentiel pour éviter qu'elle se trouve seule avec le corps du président assassiné et qu'il a par conséquent fait placer le cercueil à bord de «Air Force One».

M. Manchester aurait par contre écrit dans son manuscrit — et c'est là un des passages qui susciteront la controverse entre les éditeurs et la famille Kennedy — que Mme Kennedy serait montée d'elle-même à bord de l'avion présidentiel et qu'elle aurait été surprise d'y voir M. Johnson déjà installé.

M. Johnson révèle d'autre part comment et pourquoi il prêta serment à Dallas avant même de regagner Washington. M. Johnson affirme qu'il téléphona à Robert Kennedy, alors ministre de la justice, à Washington et qu'il lui demanda conseil. M. Kennedy lui aurait répondu qu'il pensait personnellement qu'il était préférable qu'il prête serment le plus vite possible, à Dallas, mais qu'il allait se renseigner sur la meilleure procédure à suivre et le rappeler immédiatement. Quelques minutes plus tard, M. Johnson reçut un appel téléphonique de M. Nicholas Katzenbach, alors ministre adjoint de la justice, qui lui conseilla lui aussi de prêter serment sur place. M. Manchester déclare au contraire dans son livre, que Robert Kennedy, terrassé par le chagrin, ne fit aucune recommandation directe à ce sujet à M. Johnson.

DES PERSONNALITÉS RELIGIEUSES DES ÉTATS-UNIS

Comment prendre au sérieux les offres de paix de Johnson?

WASHINGTON — «Comment pouvez-vous espérer que l'on prenne au sérieux vos appels à la négociation et à un règlement pacifique du conflit vietnamien alors que les forces américaines pratiquent et développent leurs offensives à une période comme celle-ci? Le monde considère cette dernière étape (les raids sur la région de Hanoi) comme un acte de mauvaise foi », écrit hier au président Johnson douze personnalités éminentes de divers cultes.

Après avoir demandé un arrêt des bombardements de la région de Hanoi, ces leaders religieux américains demandent au président que les Etats-Unis prouvent leur sincérité en prenant des initiatives en faveur de la paix sans poser de préalable à Hanoi.

«Les forces américaines et sud-vietnamiennes rivalisent avec la terreur et les assassinats de Vietnamiens en tuant entre deux et cinq civils pour un combattant vietnamien ou nord-vietnamien», ajoutent-ils.

Parmi les signataires figurent l'évêque épiscopal William Crittenden, le Dr Edwin Dahlberg, ancien président du Conseil national des Eglises protestantes et orthodoxes, le prêtre catholique Philip Berrigan S.J. et le rabbin Jacob Weinstein, président de la conférence centrale des rabbins américains.

D'autre part une vingtaine d'ecclésiastiques, venus pour la plupart de Baltimore, ont manifesté hier devant les domiciles du secrétaire d'Etat Dean Rusk et du secrétaire à la défense McNamara, à Washington. Ils protestaient contre l'escalade de la guerre.

Ni M. Rusk, ni M. McNamara n'étaient chez eux au moment de la manifestation.

Un journaliste du N. York Times: les raids sur Hanoi ont fait de nombreuses victimes civiles

NEW YORK — «Contrairement à l'impression donnée par les communiqués officiels, une vérification personnelle révèle que les bombardements américains ont causé de nombreuses victimes civiles à Hanoi et ses environs depuis un bon moment».

Ce commentaire est signé par M. Harrison E. Salisbury, rédacteur en chef adjoint du New York Times. Il est daté de Hanoi même dans l'édition

de Noël de l'influent quotidien new yorkais. M. Salisbury avait reçu l'autorisation du département d'Etat de se rendre au Vietnam nord et il est arrivé à Hanoi par l'avion de la Commission internationale de contrôle qu'il avait pris à Phnompenh.

«Je ne suis pas un expert en balistique», déclare M. Salisbury. Mais la vue de plusieurs endroits saignés et des conversations avec des témoins indiquent clairement que les résidents de Hanoi croient fermement qu'ils ont été bombardés par des avions américains, qu'ils ont vu ces appareils dans leur ciel et que des dégâts ont été sans aucun doute causés au centre de la ville».

La gare de triage de Yen Vien et le parc pour camions de Vandien situés au sud de la ville, qui furent deux des cibles des raids effectués les 14 et 15 décembre se trouvent dans des quartiers populaires. Les dépôts de carburant qui se trouvent entre Yen Vien et Giam, eux aussi bombardés, sont aussi dans une région populaire. Il est fort douteux que des attaques sur ces endroits n'aient pas causé de dégâts et fait des victimes parmi les civils.

ELECTIONS LE 29 JANVIER!

Dissolution de la Diète japonaise

TOKYO — Le premier ministre du Japon, M. Sato, a confirmé qu'il dissoudrait aujourd'hui la Chambre basse du parlement. On tient par ailleurs de sources autorisées que les élections des représentants, qui comptent 467 sièges, se dérouleront le 29 janvier.

Ce seront les premières élections qui se tiendront sous le régime de Sato, dont le gouvernement et le parti libéral démocrate ont été accusés de corruption par l'opposition.

D'autres détails

L'hébdomadaire «Newsweek» publie dans son dernier numéro, outre cette déclaration exclusive du président Johnson résumant la façon dont M. William Manchester relate que les événements des événements survenus à Dallas après l'assassinat, plusieurs révélations qui seraient contenues dans le manuscrit de M. Manchester.

Madame Kennedy aurait reproché au président de Gaulle, lors des obsèques du président Kennedy, de ne rien faire pour améliorer les relations franco-américaines et lui aurait en outre rappelé combien son mari désirait améliorer ces relations. Mme Kennedy aurait également offert au général de Gaulle une fleur provenant d'un bouquet se trouvant sur le bureau du président à la Maison Blanche. Le soir même, le général de Gaulle, qui était reçu chez l'ambassadeur de France, M. Alphand, aurait parlé de ce geste avec émotion.

Alors que certaines personnes déclarent que M. Manchester aurait écrit que le président Johnson obligea Mme Kennedy à poser à ses côtés pour la photographie de prestation de serment, «Newsweek» affirme au contraire que M. Manchester rapporte que Mme Kennedy, reconnaissant la nécessité de se tenir aux côtés de M. Johnson comme symbole de la continuité de la présidence, a pris elle-même la décision de figurer sur cette photographie.

Toujours à propos de la prestation de serment, M. Manchester décrit l'interminable attente du président Johnson et de Mme Kennedy avant que le juge Sarah Hughes arrive pour présider cette cérémonie. Il décrit également les nombreux changements de position ordonnés à l'assistance par le photographe, changements destinés à éviter de montrer la jupe de Mme Kennedy sur la photographie.

M. Manchester révélerait encore un sujet de friction entre le président Johnson et Mme Kennedy. Le président et Mme Johnson auraient à plusieurs reprises appelé Mme Kennedy «honey», terme d'affection signifiant chérie, ce que celle-ci aurait trouvé profondément ennuoyant. M. Johnson admet à ce sujet qu'il est très

possible qu'il ait appelé Mme Kennedy ainsi mais que c'est un terme fréquemment utilisé au Texas qui lui était venu naturellement.

M. Manchester révélerait enfin qu'un prêtre catholique aurait pénétré dans la salle d'hôpital de Dallas où se trouvait le corps du président et aurait proclamé qu'il possédait un morceau de la vraie croix. Mme Kennedy aurait été touchée de prime abord mais le prêtre se mit à agiter un sac en papier sensé contenir la relique et commença à consoler la veuve du président de si près et avec tant d'attention qu'il dut être expulsé de la pièce.

ÉCHANGÉE CONTRE UN ESPION!

Libération d'une journaliste ouest allemande en URSS

FRANCFORT — La libération, samedi, par les autorités soviétiques de la journaliste ouest-allemande Martina Kischke aurait été obtenue en échange de celle de l'ancien député social-démocrate au Bundestag, Alfred Frenzel, 67 ans, condamné en 1961 à quinze années de travaux forcés pour espionnage. C'est ce qu'annonce le quotidien pro-gouvernemental «Frankfurter Allgemeine Zeitung».

Cette nouvelle est mise en doute par le journal libéral auquel collaborait Mlle Kischke, le «Frankfurter Rundschau». Selon ce dernier, il semble exagéré que la journaliste, qui n'a pas fait l'objet d'une condamnation, ait été échangée contre Frenzel, qui fut condamné pour avoir fourni des renseignements à la Tchécoslovaquie. Jouissant des deux nationalités allemande et tchécoslovaque, et membre de la commission parlementaire de la défense, Frenzel avait été reconnu coupable d'avoir livré, entre 1950 et 1960, des secrets militaires concernant la défense allemande aux services spéciaux de Prague. Il est actuellement incarcéré au pénitencier de Straubing, en Bavière.

Pour leur part, les services officiels de la République fédérale ont déclaré ne pas être en mesure de confirmer ou d'infirmer cette information avant mardi.

Kiesinger: redéfinir l'Alliance et améliorer les relations avec l'Est

RECKLINGHAUSEN (Rhénanie Westphalie) — «Les objectifs principaux de notre gouvernement pour 1967 sont, sur le plan intérieur, de résorber l'énorme déficit de notre budget, assurer l'essor de notre économie et la stabilité de notre monnaie», déclare le chancelier Kiesinger dans une interview publiée par l'hébdomadaire «Echo Der Zeit», paraissant à Recklinghausen.

Sur le plan de la politique étrangère, indique le chancelier, les objectifs sont: «Apporter notre participation au maintien de la paix, renforcer et développer notre alliance atlantique, poursuivre nos efforts en vue de l'unification de l'Europe, élargir notre collaboration avec la France, agir en faveur de la détente dans nos rapports avec nos voisins orientaux, développer les rapports humains avec nos compatriotes de l'autre partie de l'Allemagne, tout en veillant au maintien de notre point de vue juridique selon lequel il n'y a qu'un Etat allemand...».

Après avoir évoqué la question de la réunification de l'Allemagne, M. Kiesinger souligne qu'il s'agit d'abord de continuer à dissiper, en Europe de l'Est, la peur et la défiance de l'Allemagne.

Parlant ensuite des relations avec l'URSS, le chancelier affirme: «Nous nous efforçons de nouer des relations diplomatiques avec les Etats du bloc oriental qui le désirent et qui ne les lieront pas à des conditions inacceptables».

Il analyse enfin les relations entre l'Allemagne et la Pologne dans la perspective d'une réconciliation entre les deux peuples. Il est possible, dit-il, d'améliorer progressivement nos rapports par la voie des relations économiques et culturelles, d'éliminer la méfiance et de favoriser la solution des questions de frontières dans le cadre d'un traité de paix.

Chine: nouvelle offensive de la garde rouge ou anniversaire de Mao!

PEKIN — Des camions chargés de joueurs de gongs et de cymbales ont circulé toute la journée de lundi dans Pékin et des milliers de personnes ont défilé aux abords du Comité central.

Mais il restait impossible en fin de soirée de savoir avec certitude s'il s'agissait de manifestations marquant le soixante-troisième anniversaire du président Mao Tsé-toung, ou la pénétration en profondeur de la révolution culturelle dans les établissements industriels et miniers annoncée hier dans l'éditorial du «Jen Min Jih-Pao», ou encore une victoire remportée sur la ligne réactionnaire et bourgeoise représentée, selon les affiches, par le président Liou Chao-chi.

Des rumeurs ont circulé selon lesquelles un poème célébrant l'anniversaire de Mao Tsé-toung a été distribué dans la rue. Si cela était confirmé, ce fait constituerait une victoire pour les gardes rouges qui ont demandé, au cours des derniers mois, par voie d'affiches, que l'anniversaire de Mao Tsé-toung devienne une fête légale et festive.

La presse et la radio se gardent pourtant de toute allusion à l'anniversaire de Mao Tsé-toung dont on ne connaît pas officiellement la date de naissance. Selon la plupart des biographes, Mao Tsé-toung est né le 26 décembre 1893.

D'autres fixent sa naissance à septembre ou à novembre de la même année.

gent une sollicitude particulière».

«Je voudrais essayer, poursuit-il, de faire du traité franco-allemand, plus que jusqu'à présent, un élément de collaboration et renforcer ainsi l'amitié franco-allemande. J'espère que nous trouverons également dans cette voie de nouvelles possibilités de progresser dans le domaine de la politique européenne».

Après avoir évoqué la question de la réunification de l'Allemagne, M. Kiesinger souligne qu'il s'agit d'abord de continuer à dissiper, en Europe de l'Est, la peur et la défiance de l'Allemagne.

Parlant ensuite des relations avec l'URSS, le chancelier affirme: «Nous nous efforçons de nouer des relations diplomatiques avec les Etats du bloc oriental qui le désirent et qui ne les lieront pas à des conditions inacceptables».

Il analyse enfin les relations entre l'Allemagne et la Pologne dans la perspective d'une réconciliation entre les deux peuples. Il est possible, dit-il, d'améliorer progressivement nos rapports par la voie des relations économiques et culturelles, d'éliminer la méfiance et de favoriser la solution des questions de frontières dans le cadre d'un traité de paix.

Condamnation de 6 étudiants en Tunisie

TUNIS — Six peines de prison assorties de sursis et trois acquittements ont été prononcés samedi par le tribunal correctionnel de Tunis devant lequel ont comparu les neuf étudiants tunisiens arrêtés les 15 et 16 décembre derniers à la suite des manifestations étudiantes.

Le tribunal a condamné, avec sursis: M. Khemais Chemmar, considéré comme le responsable des manifestations, à un an et demi de prison, M. Abdelhamid Hermassi, étudiant de 3e année de lettres à un an, M. Mohamed Denguezli et Jalel Eddine Abdeljaouad ont eu chacun deux mois de prison.

MM. Abdellah Dachraoui, Salah El Kechou et Salah Zeghidi ont été acquittés. Le verdict a été applaudi par près de trois cents étudiants qui ont assisté pendant près de dix heures aux débats.

«Trompés par d'autres réactions et par cette famille, certains ont criant: «Voilà les monstres», en voyant apparaître les vrais révolutionnaires», ajoutait Kuai Ta Fu.

Le même journal annonce d'autre part l'arrestation d'au moins une vingtaine de jeunes contre-révolutionnaires, dont les trois plus connus sont sans doute Tan Li Fu et Yi Chen Ya (tous deux catalogues «droitistes») et Lai Jui Jui (fils du ministre des matériaux de construction Lai Chi Fa). Selon le journal, le dernier avait, dans des articles, critiqué le président Mao Tsé-toung.

360 est, rue Rachel Montréal 849-4107

JULETTE LITE

CHAUFFAGE • PLOMBERIE

Du soleil sur votre table avec un vin du Portugal!

FAISCA

Rosé pétillant

FAISCA

R.A.Q. No 534-G 26 oz 11.85

Mao Tsé-toung suivi de son successeur éventuel Lin Piao.

(Photo Keystone)

Quoi qu'il en soit d'ailleurs de la nature des défilés d'hier à Pékin, l'impression reste que la plupart des Chinois semblent ignorer que Mao Tsé-toung a sans doute eu aujourd'hui soixante-trois ans.

En revanche ces mêmes Chinois savent que leur leader, malgré son âge, conserve une santé relativement excellente puisqu'il s'est montré capable cette année de nager dans le Yang-Tsé, d'assister à une dizaine de réunions, probablement harassantes, sur la place Tien An-Men, sans compter une apparition devant la porte ouest du Comité central au début d'août, de prendre une part active au onzième plénum du Comité central et aux rencontres à l'échelon su-

été apposées dans Pékin, mais encore des caricatures de ces personnalités sont visibles dans le centre de la capitale. L'un de ces dessins montre Mme Wang Kuang Mei élégamment vêtue et un autre Liou Chao Chi la tête sous un manteau. Dans les légendes, leurs noms sont écrits parfois en caractères ondules en signe de dérision, pour marquer la faiblesse des adversaires ainsi désignés. Selon certaines rumeurs, le président Liou Chao Chi doit comparaître aujourd'hui devant un «meeting-critique».

Au-delà des rumeurs et des caricatures, c'est un fait que le journal «Ching-Kang Chan» (organe des gardes rouges de l'université Tsing Hua de Pé-



Mao Tsé-toung suivi de son successeur éventuel Lin Piao. (Photo Keystone)

été apposées dans Pékin, mais encore des caricatures de ces personnalités sont visibles dans le centre de la capitale. L'un de ces dessins montre Mme Wang Kuang Mei élégamment vêtue et un autre Liou Chao Chi la tête sous un manteau. Dans les légendes, leurs noms sont écrits parfois en caractères ondules en signe de dérision, pour marquer la faiblesse des adversaires ainsi désignés. Selon certaines rumeurs, le président Liou Chao Chi doit comparaître aujourd'hui devant un «meeting-critique».

Au-delà des rumeurs et des caricatures, c'est un fait que le journal «Ching-Kang Chan» (organe des gardes rouges de l'université Tsing Hua de Pé-

été apposées dans Pékin, mais encore des caricatures de ces personnalités sont visibles dans le centre de la capitale. L'un de ces dessins montre Mme Wang Kuang Mei élégamment vêtue et un autre Liou Chao Chi la tête sous un manteau. Dans les légendes, leurs noms sont écrits parfois en caractères ondules en signe de dérision, pour marquer la faiblesse des adversaires ainsi désignés. Selon certaines rumeurs, le président Liou Chao Chi doit comparaître aujourd'hui devant un «meeting-critique».

Au-delà des rumeurs et des caricatures, c'est un fait que le journal «Ching-Kang Chan» (organe des gardes rouges de l'université Tsing Hua de Pé-

DÉCORATEURS-ENSEMBLIERS

LAURENT LAMY

DÉCORATEUR-ENSEMBLIER

788, Wilder

Montréal 8 — 737-1955

ARCHITECTES

BEAULIEU, LAMBERT, TREMBLAY

ARCHITECTES

3480 C. de la Côte des Neiges

Montréal — 937-9324

ARCHITECTES

DAVID & BOULVA

ARCHITECTES

3 Place Ville-Marie

MONTRÉAL — 866-9854

ARCHITECTES

LAROSE, LAROSE, LALIBERTE & PETRUCCI

ARCHITECTES

1255, boulevard Laird

Ville Mont-Royal

Suite 280 — RE. 1.9611

ARCHITECTES

PAUL-O. TREPANIER

ARCHITECTE

GRANBY — 373-5888

MONTRÉAL — 276-6013

ARCHITECTES

Longpré, Marchand, Goudreau

Dobush, Stewart, Bourke

506 est, rue Sainte-Catherine

Montréal 24 842-9528